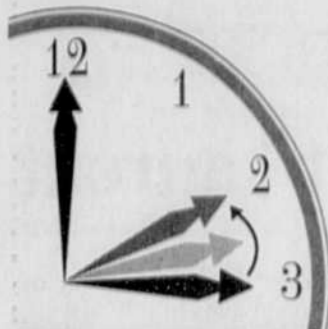


LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 251

MONTRÉAL, LES SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 OCTOBRE 1995 4 CAHIERS - 1.75 \$ + TPS + TVQ



LES ARTS

Cézanne au Grand Palais de Paris
PAGE B 1



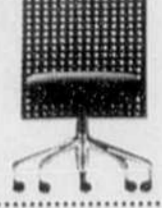
LIVRES

Madeleine Gagnon: le roman pour le roman
PAGE D 1



LE MONDE

L'avenir d'Eltsine compromis?
PAGE A 12



FORMES

Citterio se tient à carreaux
PAGE D 10

PERSPECTIVES

Lucienne qui?

Compte tenu de l'enjeu et de l'imprévisibilité de l'issue, le taux de participation atteindra vraisemblablement un niveau record au référendum de lundi. Mais si on considère que presque la moitié des électeurs ignorent si Mario Dumont milite pour le OUI ou le NON, oserait-on prétendre que la démocratie québécoise est en bonne santé?

Les Québécois détiennent le record canadien de participation électorale. Au référendum de 1980, 85,6% des électeurs ont exercé leur droit de vote. Aux élections de septembre 1994, 81,6% des votants ont accompli leur devoir civique. En revanche, seulement 63% des électeurs ontariens ont participé au vote en juin dernier, malgré la révolte populaire qui balayait alors la province voisine. Lors du référendum sur l'Accord du Charlottetown en 1992, le taux de participation frôlait les 83% au Québec; dans le reste du pays, il dépassait à peine les 71%.

Mais bien que les Québécois participent assidûment à l'exercice démocratique, saurait-on pour autant affirmer qu'ils s'y appliquent en toute connaissance de cause? Les politologues Jean-Herman Guay et Denis Monière ont essayé de répondre à cette question en interrogeant d'abord un groupe d'électeurs indécis en vue du scrutin de lundi. Les résultats étaient si peu encourageants qu'ils ont cherché à déterminer si la «méconnaissance politique» constituait une tendance généralisée au sein de l'ensemble des électeurs.

Les deux politologues ont interrogé 200 personnes, sélectionnées au hasard, dans un centre commercial de Sherbrooke la semaine dernière. Il s'agissait de francophones — indécis, fédéralistes et souverainistes, la plupart de la classe moyenne. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un échantillon parfaitement représentatif, les chercheurs prétendent que les résultats sont tout de même indicatifs «d'une méconnaissance politique qui est assez répandue au sein de la population».

Difficile, pensez-vous, de se méprendre sur les allégeances politiques de Lucienne Robillard? Les vestes rouge vif de la ministre fédérale du Travail la trahissent, n'est-ce pas? Pourtant, 75% des répondants à l'enquête Guay-Monière soit ignoraient si elle était un ténor du OUI ou du NON, soit la rangeaient dans le mauvais camp. Quant à son collègue Paul Martin — celui même qui avait évoqué le chiffre ahurissant d'un million d'emplois menacés advenant un OUI —, 70% des répondants étaient incapables de le situer correctement. Où ranger Mario Dumont, l'un des signataires de la fameuse «entente du 12 juin»? 47% haussaient les épaules, incapables de répondre.

Quant à Jean Charest, le pourcentage des répondants qui ne savaient pas dans quel camp ranger le célèbre enfant de la région et chef du Parti conservateur s'élevait à... 38%.

Cette même méconnaissance politique s'est manifestée lorsque MM. Guay et Monière ont diffusé à chacun des 200 participants la publicité souverainiste qui montre les chefs de file fédéralistes scander «Non, non, non» à une série d'aspirations québécoises. Une publicité du NON, croyaient-ils — jusqu'à ce que le OUI en spirale apparaisse à l'écran à la toute fin du message.

Les résultats de l'enquête rejoignent ceux des autres études effectuées au fil des ans sur le fait qu'une minorité d'électeurs — environ 30% — suivent la politique et s'y retrouvent facilement. Pour le reste, «l'univers politique apparaît comme étant très, très complexe, soutient M. Guay. Il y a tellement d'information, il y a tellement de points de vue, que bien des gens ont démissionné». Si ce phénomène est présent en tout temps, il devient particulièrement évident en période référendaire, puisque «non seulement les politiciens sont divisés, mais les experts sont eux aussi divisés».

S'ajoute à ces facteurs «l'incohérence» dans les valeurs des individus, qui fait en sorte, par exemple, que le même électeur puisse affirmer qu'aucune guerre n'est justifiée, mais qu'il se porterait à la défense de son pays dans l'éventualité de la guerre. «La boutade d'Yvon Deschamps à savoir que les Québécois veulent un «Québec fort dans un Canada uni» est très près, trop près de la réalité», estime le professeur Guay.

Confrontés à une masse d'affirmations contradictoires, les électeurs éprouvent une «dissonance cognitive». Pour s'en sortir, ils se méfient des messages et s'en remettent entièrement au message. Un message. Les numéros un de chaque camp. Ce qui explique pourquoi la joute référendaire est devenue un combat entre Lucien Bouchard et Jean Charest aux yeux de bon nombre d'électeurs. Et c'est ce qui explique pourquoi les leaders de second plan — les Robillard, Martin, Dumont et Charest —, n'ont guère d'importance dans leur esprit.

Le phénomène n'est pas nouveau. Montesquieu l'avait remarqué il y a plus de 250 ans: «Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires. Le peuple n'y est point du tout propre...»

INDEX		MÉTÉO	
Agenda.....B10		Montréal	Pluie intermittente. Max: 16. Dimanche: nuageux avec éclaircies. Max: 11
Avis publics.....C8		Québec	Pluie parfois forte. Max: 10. Dimanche: nuageux avec éclaircies. Max: 6
Classées.....C15			Détails en C 14
Culture.....B1			
Économie.....C1			
Éditorial.....A14			
Le monde.....A12			
Mots croisés.....C15			
Les sports.....C16			

Les militants du NON déferlent

Les touristes du fédéralisme

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

«Did you find the time to see the Big O? — No, Jerry. I just got here. But don't worry, I'm going later on.»

Jerry, comme des centaines d'autres partisans de l'unité canadienne, est débarqué hier à Montréal pour la toute première fois de sa vie, venu comme les autres exprimer son attachement au Canada et dire aux Québécois de ne pas claquer la porte.

Il est venu avec sa fille Anna, trois ans, une merveille qu'il avait juchée sur ses épaules pour qu'elle puisse bien voir the Prime Minister. Prime Minister qu'elle n'a d'ailleurs jamais pu voir parce que trop loin de l'éstrade.

Jerry était là, en compagnie de milliers et de milliers d'individus venus des quatre coins du pays, occupé à échanger avec ses compagnons de route, quand sa femme, Debby, s'est approchée de lui pour lui demander s'il y avait un Giorgio dans le coin. «Come on honey! You're in Montreal. There's no Giorgio around.»

Jerry était venu dire aux Québécois qu'il n'y a aucune raison, «no reason at all to leave Canada». Pourtant, pendant les 45 minutes qu'il a passées devant la place du Canada, il a parlé du changement d'huile qu'il n'avait pas encore eu le temps de faire à sa Volvo, du condo que sa sœur Jeanette venait tout juste d'acheter, rue Yonge à Toronto, «a good spot, a very good spot», et de toutes sortes d'autres sujets du genre — même de la nappe de cuisine de sa sœur, qu'il a ruinée samedi dernier en y versant un verre de vermouth — mais jamais de politique.

Jerry n'était pas une exception. Bien au contraire. Partout dans cette foule, qu'on vienne de Kamloops, comme Mr. Blaike, de Sudbury, Prince Albert ou de St. John's, comme Margaret, on parlait davantage de la pluie et du beau temps (avant, pendant et après les discours des ténors du NON) que de n'importe quel problème ou débat constitutionnel.

De la nouvelle paire de patins de son fils, Brent, qui lui a coûté une fortune — «150 bucks, man! Can you believe it!» — jusqu'au nouveau mascara de Mary, achetée à la sauvette avant de monter dans l'autobus, rien ne laissait présager que se préparait là l'opération coup de poing du NON pour convaincre les 15 à 20% d'indécis de se ranger de leur côté.

Nerveux, les Canadiens anglais, à deux jours du vote? Pas vraiment. Pendant le discours de Jean Chretien, par exemple, June, 32 ans, de Fredericton, au Nouveau-Brunswick,

VOIR PAGE A 16: TOURISTES



PHOTO JACQUES GRENIER

Des dizaines de milliers de personnes ont participé hier au rassemblement du camp du NON au centre-ville de Montréal. En présence du premier ministre Jean Chretien, du chef du camp du NON Daniel Johnson et du chef du Parti conservateur Jean Charest, les manifestants, dont certains venaient des autres provinces canadiennes, ont lancé un appel à l'unité du Canada.

«Nous ferons les changements qui s'imposent»

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR

Le centre-ville de Montréal, pavé aux couleurs unifiées et fleurdelisées, a accueilli hier la plus grande assemblée publique de la campagne référendaire. Des dizaines de milliers de personnes — 40 000 selon certaines estimations, plus de 100 000 selon les organisateurs — ont participé dans une atmosphère familiale et enthousiaste à cette manifestation du camp du NON en faveur de l'unité du Canada.

Sur le podium dressé sur la place du Canada, le premier ministre Jean Chretien a exhorté les Québécois à voter NON lundi et il a également laissé entrevoir la possibilité d'une évolution du fédéralisme canadien. «Nous avons ici une patrie, le Québec, et nous avons un pays, le Canada», a-t-il déclaré. «Nous ferons les changements qui s'imposent à l'aube du XXI^e siècle pour faire entrer un Canada uni dans le prochain siècle, d'un océan à l'autre», a-t-il ajouté.

La mobilisation avait un certain caractère «interprovincial»: quelque 15 000 personnes, selon les organisateurs, avaient répondu à l'appel lancé par le ministre fédéral des Pêches, Brian Tobin, et étaient venues apporter leur message d'amitié aux Québécois. Les autres étaient arrivées dans la journée en provenance de plusieurs régions du Québec et beaucoup de Montréalais étaient simplement venus en voisins, profitant de la pause de midi.

M. Chretien a salué les francophones hors Québec, dont certains membres étaient présents au rassemblement, et il les a remerciés d'être venus rappeler la présence de la «famille francophone» à l'extérieur du territoire québécois en ajoutant: «Nous allons rester ensemble pour la survie du fait français en Amérique.»

Aux côtés du premier ministre, le chef du parti conservateur Jean Charest, le chef de l'opposition à l'Assemblée nationale Daniel Johnson et la députée libérale Liza Frulla, vice-présidente du comité du NON, ont également prononcé des allocutions à forte teneur sentimentale: «Parlez avec votre cœur, parlez de votre pays, le Canada», a lancé M. Charest. Il a appelé les Québécois à ne

VOIR PAGE A 16: CHANGEMENTS

- Le OUI se tient à l'écart du love-in fédéralisteA 9
- Bouchard évalue à plus de quatre millions les coûts de la manifestationA 9
- L'éditorial de Lise Bissonnette: Apparences d'amourA 14
- La chronique de Michel Venne: Lucien le magicienA 16
- Laurent Beaudoin a fait des petitsA 4
- Les Inuits et les Montagnais votent NONA 2
- Le dollar panse ses plaiesC 1

Le référendum décortiqué

La question est sur toutes les lèvres: dirons-nous OUI ou dirons-nous NON? A deux jours du vote, Le Devoir trace en six pages le bilan de la campagne référendaire qui s'achève.

— Voir pages A 6 à A 11

S'envoler sur un balai un soir de sabbat

Qui a peur des sorcières? Il y a 500 ans, elles confinaient à l'hystérie; elles sont aujourd'hui l'objet d'études rigoureuses

Deux siècles après la fin de la grande chasse aux sorcières, qui a embrasé l'Europe de 1450 à 1750, la sorcellerie est devenue un objet qui ne confine plus à l'hystérie mais à l'étude rigoureuse, comme le prouvent de nombreuses publications récentes. Après tout, y a-t-il plus sérieux qu'un débat sur la possibilité de s'envoler sur un balai un soir de sabbat?

Jean Bodin, célèbre philosophe français et grand théoricien politique de la souveraineté, décrit le sabbat avec force détails dans son grand traité de 1580, *De la démonomanie des sorciers*. «Le diable en tout lieu est semblable à soi-même: car par la confession des sorcières de Valery, et confrontation des unes aux autres, on voit le transport en corps sur un bâton seulement sans onction, puis l'abjuration de Dieu, l'adoration du diable, les danses, festins, et le baiser aux parties honteuses de Satan [...]»

Mardi soir prochain, à l'Halloween, de petites sorcières vont se promener librement dans les rues d'ici et d'ailleurs sans risquer le bâcher. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, elles suscitaient les pires craintes, gracieuseté du travail des démonologues, qui se sont évertués pendant près de trois siècles à faire croire que Satan complotait pour conquérir le monde.

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR



TIRÉ DE MAGIE ET SORCELLERIE EN EUROPE. ÉDITIONS ARMAND COLIN
Sorcières transportant un énorme chat (Zentralbibliothek, Zurich).

La participation active de Bodin aux débats sur la sorcellerie pour justifier la plus stricte répression de cette hérésie suprême suffit presque à elle seule à dégonfler le mythe qui fait de la chasse aux sorcières la simple résultante des comportements «arriérés» de rustres personnages des ténèbres médiévales. Cette représentation populaire ne peut en effet résister au travail minutieux mené par les historiens sur la sorcellerie, particulièrement depuis une trentaine d'années, alors que ce champ d'étude a véritablement acquis ses lettres de noblesse.

La chasse aux sorcières, ainsi qu'en témoigne avec force le magnifique ouvrage de synthèse dirigé par Robert Muchembled, *Magie et sorcellerie en Europe du Moyen Âge à nos jours* (Armand Colin), constitue une porte d'entrée fascinante pour

VOIR PAGE A 16: SORCIÈRES

• LES ACTUALITÉS •

Présentation graphique

**Le Devoir
encore
récompensé**

LE DEVOIR

La présentation graphique du *Le Devoir* a encore une fois été récompensée. The Advertising and Design Club of Canada a attribué cette semaine deux médailles d'argent au quotidien de la rue de Bleury: une pour la page «À voir» intitulée «Long hommage au court», portant sur le Festival international du court métrage de Montréal, et une autre pour la page «Formes», intitulée «Typomondo», sur la typographie.

Les juges n'ont pas attribué de médailles d'or dans les catégories liées aux quotidiens cette année, ce qui revient à dire que *Le Devoir* a reçu les plus hautes distinctions. Au total, quatre médailles d'argent ont été décernées à trois quotidiens différents au Canada par The Advertising and Design Club.

Les deux autres lauréats sont *Le Soleil* et *The Toronto Star*.

En mars dernier, *Le Devoir* avait décroché sept prix internationaux décernés par la Society of Newspapers Design.



Une médaille d'argent pour cette page «À voir» et une autre pour la page «Formes».

Gestion des niveaux du fleuve

Audiences publiques pour le Saint-LaurentLOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Le Conseil international de contrôle du fleuve Saint-Laurent a décidé de tenir des audiences publiques à Montréal le 7 novembre prochain sur les principes directeurs de la gestion des niveaux du fleuve.

Cette séance publique aura lieu à la salle internationale du Marché Bonsecours, dans le Vieux-Montréal.

Le Conseil, un organisme affilié à la Commission mixte internationale (CMI) qui gère les eaux limitrophes entre le Canada et les États-Unis, se proposait de revoir d'ici le printemps prochain certaines règles de gestion des niveaux d'eau du fleuve, lequel coule au Québec sur la quasi-totalité de son parcours.

Le plan initial d'audiences de cet organisme, composé de cinq membres, Canadiens et Américains, prévoyait deux consultations aux États-Unis, soit à Alexandria Bay et Rochester (New York), ainsi qu'en Ontario, soit à Kingston et à Cornwall.

Le Conseil avait tenu à Montréal au printemps une séance régulière au cours de laquelle il avait présenté son projet de modifier les règles de gestion des niveaux du fleuve.

Mais les organismes environnementaux québécois ainsi que les institutions publiques intéressées par cette question n'étaient pas vraiment au courant de l'enjeu.

Les gouvernements ainsi que divers groupes conservacionnistes font des efforts désespérés depuis des années pour sauver les derniers marais du fleuve

Le Conseil songe notamment à modifier la gestion des eaux du Saint-Laurent en privilégiant le maintien du niveau du lac Ontario en tout temps ainsi que celui du fleuve entre Montréal et Trois-Rivières pour y assurer la «navigation de plaisance» et, par ricochet, le niveau de la Voie maritime, porte d'entrée commerciale vers le centre de l'Amérique.

En deuxième lieu, le Conseil envisage de réduire au maximum le débit du lac Ontario pendant la crue printanière, laissant aux seules eaux de l'Outaouais le soin de gonfler le Saint-Laurent.

Cette dernière règle pourrait avoir pour effet de réduire davantage les inondations printanières, ce qui serait bénéfique à certaines villes de la région de Montréal mais pourrait réduire l'accessibilité aux sites de fraie de plusieurs espèces fluviales, voire ré-

duire l'ampleur du signal biologique de la crue, soutiennent des chercheurs.

Les gouvernements ainsi que divers groupes conservacionnistes font des efforts désespérés depuis des années pour sauver les derniers marais du fleuve, un effort qui serait compromis si leur accès était rendu impossible ou plus difficile en raison de la diminution de la crue.

Dommages écologiques

L'artificialisation des niveaux d'eau du Saint-Laurent depuis 35 ans s'ajoute aux dommages écologiques causés par la construction de la Voie maritime, la production d'électricité, la destruction systématique des sites de reproduction dans les estuaires par la construction des villes, des routes et le développement de l'agriculture.

Le secrétaire du Conseil international de contrôle, Ed Eryuzlu, a expliqué que la consultation des Québécois allait probablement décaler l'échéancier initial de «quelques mois» en raison, probablement, des études qu'il faudra compléter pour avoir une idée plus exacte de l'ampleur ou des conséquences de certains phénomènes. M. Eryuzlu a néanmoins souhaité une forte participation des groupes d'ici de façon à permettre au Conseil de bien cerner les enjeux québécois de ce dossier, fondamental pour la restauration du Saint-Laurent.

Souveraineté du Québec

**Inuits et Montagnais
disent massivement NON**CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Les Inuits et les Montagnais du Nord du Québec ont massivement rejeté la souveraineté du Québec, ainsi que l'idée d'être annexés à un Québec souverain, lors d'un référendum tenu jeudi dans leurs communautés respectives.

En effet, 95 % des 2944 Inuits qui se sont présentés aux bureaux de scrutin ont répondu NON à la question suivante: «Êtes-vous d'accord pour que le Québec devienne souverain?».

Le taux de participation de la communauté inuit a été de 76 %.

Par ailleurs, la société Makivik, l'organisme qui gère les fonds des Inuits provenant de la signature de la Convention de la Baie-James, a fait savoir qu'en vertu des avis juridiques recueillis «il faudrait obtenir le consentement des Inuits avant que leurs droits et statut puissent être touchés par la souveraineté du Québec».

Des deux avis juridiques mentionnés par les dirigeants de la société Makivik, celui de Peter Hutchins précise que «tout changement touchant les relations issues des traités en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois exige le consentement préalable des Inuits du Nunavik». En conférence de presse hier, la représentante des Inuits, Rosemarie Kuptana, et le président de la société Makivik, M. Zebedee Nungak, ont aussi fait valoir les relations étroites entretenues par les Inuits avec les autres peuples du Nord.

De leur côté, les Montagnais (Innus) des communautés de Schérferville, Mingan, Natasquan, La Romaine, et Pakuashipi ont répondu NON à 99 % à la question suivante: «Êtes-vous d'accord que le peuple innu et son territoire traditionnel

soient associés à un éventuel état québécois indépendant?». 70 % des 1500 Montagnais en âge de voter se sont rendus aux bureaux de scrutin.

Pour sa part, le vice-chef des Premières Nations pour le Québec, Ghislain Picard, a réaffirmé le droit des peuples autochtones du Québec et du Labrador à coexister dans la paix et l'amitié. Ainsi, ceux-ci déclarent: «Nous respectons les aspirations des Québécois et des autres peuples du Canada de déterminer leur avenir et leurs relations politiques mais pas au détriment de nos droits ancestraux et de nos autres droits humains».

Toute modification des relations que nous entretenons avec les autres peuples autochtones, avec le gouvernement du Canada et avec le gouvernement du Québec exige notre consentement libre et éclairé.»

En conclusion...

Dans une déclaration conjointe signée le 4 octobre dernier à Québec, les peuples autochtones du Québec disent «nous sommes des peuples et des nations mais nous déclarons une fois de plus que le contenu de la résolution de l'Assemblée nationale du Québec de 1985 «reconnaisant» notre statut de nation a été assimilé à une subordination politique dans le but de diminuer et de nier notre statut et nos droits inhérents».

En conclusion, les peuples autochtones du Québec déclarent: «Nous respectons le droit des Québécois de tenir une consultation référendaire sur leur avenir mais nous déclarons que nos peuples et nos territoires ne seront pas liés ni autrement affectés par le résultat de ce référendum.» Cette déclaration a été signée par 18 chefs amérindiens du Québec et du Labrador, réunis à Québec le 4 octobre dernier.

Notre avenir est entre nos mains.

Votons OUI

Ne laissons pas filer
ce qui peut être notre
dernière chance de faire
un vrai changement.

Lundi, allons voter.
Votons OUI!

et ça devient possible



SKIPPER RATTAN

1395\$ ET 1795\$

BONALDO

LA MAISON DES IDÉES NOUVELLES

105 St-Paul ouest, 4^{ème} étage, Montréal, Qc. H2Y 1Z5
TÉL.: (514) 899-0597

LE DEVOIR

MONTREAL

LA LIBÉRATION DE PARIS
Pièce d'argent commémorative
100 francs
LE ROYAL MINT
Appelez Sans frais
1-800-563-5943

Bijouterie
GAMBARD
Vente et service technique
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville
866-3876
BIJOUTIER AUTORISÉ ROLEX

Les élections à Outremont

Des projets au goût du jour

Trois formations politiques proposent une gestion serrée des finances publiques centrée sur le citoyen

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Pas de panique à Outremont. Trois formations politiques en lice s'engagent à assurer une «gestion serrée», à respecter avec scrupule un budget d'environ 30 millions de dollars.

La «modeste» dette de la ville est de 2,5 millions de dollars et s'éteindrait en 1997 si ce n'était de l'hypothèque de 1,7 million contractée pour la remise en valeur du théâtre Outremont, rue Bernard, précise le trésorier Belaur.

Les trois chefs — Jérôme Unterberg pour le MCO (Mouvement des citoyens d'Outremont), Chantal Raymond, du MOCA (Mouvement outremontais pour la concertation et l'action), et Paul Asselin, du MO (Mission Outremont) — proposent le 5 novembre aux 14 231 votants des programmes très apparentés.

Chacun d'entre eux, en entrevue au *Devoir*, jeudi, a en substance plaidé qu'il dirige une équipe crédible et qu'il souhaite un mandat fort. Il y a 31 candidats en lice, dix pour chacun des trois partis — un candidat n'a pas d'étiquette. Advenant son élection à la mairie sans majorité au conseil, chacun entroit un esprit de consensus avec les neuf conseillers. Sur ce versant du mont Royal, l'électorat se rend ordinairement aux urnes dans une proportion de 50 à 55 % — score élevé si on le compare aux 30 à 35 % dans d'autres villes de la banlieue.

En 1991, il avait fallu un recomptage judiciaire pour confirmer la victoire de Jean Pominville, par 17 voix, sur Jérôme Choquette qui venait de terminer deux mandats comme maire. La candidate Odette Dick, qui s'est jointe depuis au MCO, avait récolté 705 voix.

Pour Paul Asselin (MO), qui siège depuis 1983 au conseil et qui a fondé l'Association des citoyens d'Outre-



La Ville d'Outremont compte un budget d'environ 30 millions et une «modeste» dette de 2,5 millions.

mont dans les années 70, le souci principal en est un de gestion décentralisée, de réduction du fardeau des contribuables. Il veut instaurer une administration «efficace et courtoise» et présente ses colistiers comme une équipe «apolitique» susceptible de mettre un terme à ce qu'il décrit comme «une lutte intestine et personnelle» entre Mme Raymond et M. Unterberg, lutte qui «a nui au bon fonctionnement du conseil depuis deux ans». Il s'inquiète de ce qu'Outremont ait payé à ce jour trois quarts de million de dollars en frais de consultation pour le projet de développement de la gare de triage du CP (la date butoir pour un accord est

février 1996) et que, en 1995 seulement, Outremont ait déjà un quart de million d'honoraires d'avocats à acquitter. M. Asselin, s'il est élu, veut revaloriser les conseillers par le moyen de comités décisionnels. Il s'oppose à «un maire rémunéré à plein temps». Le maire reçoit 30 000 \$ par an à Outremont, comparativement à 20 000 \$ à Mont-Royal. Parmi les innovations promises par le MO: une navette de minibus avec ses propres «arrêts-soleil» — pour accommoder notamment les aînés —, sans compter l'implication des employés dans une gestion et des services plus directs.

Jérôme Unterberg (MCO), comp-



Jérôme Unterberg (MCO).



Chantal Raymond (MOCA).



Paul Asselin (MO).

table de profession qui, à 27 ans, cumule déjà huit ans de présence à l'Hôtel de Ville, n'a pas aimé que l'ex-maire Jean Pominville — qui s'est retiré en mars pour des raisons de santé — veuille «tirer les ficelles» et favoriser Chantal Raymond par une lettre à un hebdomadaire où, «en me dénigrant», il met en doute la capacité de son ancien partenaire à travailler en équipe. Jérôme Unterberg explique que trois des quatre budgets auxquels il a mis la main ont été adoptés à l'unanimité. Il cite l'hebdo *Les Affaires* du 21 octobre qui conclut que l'on retrouve «les plus faibles hausses de taxes», soit 0,3 % par an entre 1991 et 1994, dans 40 villes de 10 000 habitants et plus, à Outremont. Il se préoccupe de stationnement, de sécurité («pour les six millions que nous payons à la CUM pour la police, nous sommes en droit d'attendre de meilleurs services»); comme Chantal Raymond, il

réclame une gendarmerie plus active sur le territoire outremontais. Ce candidat aspire à une ville plus conviviale. Il souligne que les chantiers en cours — réhabilitation du théâtre Outremont, bibliothèque, etc. — représentent déjà un investissement de 15 millions, qu'il faut prendre garde que ne survienne un «gouffre» dans les finances de sa ville. M. Unterberg offre, avec ses neuf candidats, une gestion qui prend en compte les besoins de citoyens qui «surveillent de très près leurs comptes de taxes».

Chantal Raymond, architecte de profession, offre d'être «en constante disponibilité» pour sa ville, de geler les taxes pour quatre ans et d'éliminer les lourdeurs administratives. Elle a constitué une équipe qui compte six femmes (sur dix candidats) et fait valoir la très grande part qu'elle a assumée dans des dossiers clés: bibliothèque, théâtre

Outremont et gare de triage, admettant que sur ce dernier point la consultation a été «couteuse». Son programme dévoilé le 10 octobre couvre sept pages et embrasse tous les services. Le MOCA ambitionne de former un conseil permanent des jeunes, un conseil consultatif des aînés, en plus de s'occuper de circulation, de sécurité et de voir à ce que les plaintes des citoyens soient accueillies et traitées sans délai. La candidate Raymond veut parfaire la réglementation en matière d'urbanisme et créer un recueil des professionnels d'Outremont pour, éventuellement, faire appel à eux compte tenu du rapport qualité-prix. Sereinement, elle laisse entendre que si c'était la volonté des Outremontais, elle orienterait ses énergies ailleurs, mais elle préfère se démener comme une battante jusqu'au jour du scrutin, à propos duquel elle se montre confiante.

Secteur immobilier

Trois millions pour le Quartier latin

LE DEVOIR

La démarche de concertation amorcée en mai dernier entre la Société de développement du Quartier latin (SIDAC), la Ville de Montréal et les intervenants du milieu, semble vouloir porter fruit, alors que

le président de la Société, Robert L'Heureux, annonçait hier des investissements immobiliers de plus de trois millions de dollars.

Lancée afin d'assurer le développement durable du secteur, l'opération a permis de recueillir des investissements privés pour 28 projets,

sans compter cinq autres qui s'amorceront bientôt. Entre janvier et août dernier, le taux d'occupation du secteur est ainsi passé de 12 % à 7 %.

Dans le cadre de son programme Opération commerce, couvrant les tiers des coûts des travaux intérieur et extérieur, jusqu'à concurrence de

50 000 \$, la Ville de Montréal versera aux commerçants du secteur près de 600 000 \$. Dans l'ensemble de la Ville, les travaux de rénovation des commerces totalisent une somme de plus de 20 millions, et plusieurs projets sont présentement à l'étude.

RECONNAISSONS L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION

Afin que les enseignantes et les enseignants de cégep puissent travailler dans la dignité et dans le respect de leur profession

FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL (FAC)

LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS DES SYNDICATS MEMBRES

1259, rue Berri • Bureau 400 • Montréal (Québec) H2L 4C7
Tél. : (514) 848-9977 - Télécopieur : (514) 848-0166

LIBRAIRIE LE BOUQUIN
Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
- lois, règlements
- livres administratifs, techniques
- livres d'art, etc.
Commandes téléphoniques acceptées.
395, Boul. Cartier, Laval
Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844
CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOUVEAUTE
101 POÈTES EN QUÉBEC
Sylvain Rivière
Collection Québec/Gaëtan Létourneau
«Chaque poète porte son pays sur ses épaules dans le baluchon de sa parole en fricbe ballottée au vent des âtres.»
Sylvain Rivière
GUÉRIN littérature
Distributeur exclusif: A.D.G. 4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2 Téléphone: (514) 842-3481 Télécopieur: (514) 842-4923
ISBN 2-76-1-3976-X (442 p.) 18,95 \$

101 poètes

Donald Alarie	Roland Jomphe
Anne-Marie Alonzo	Saint-John Kaus
Geneviève Amyot	Gary Klang
Michel Beaulieu	Marie Laberge
Claude Beausoleil	Pierre Laberge
Marcel Bélanger	Robert Lalonde
Paul Bélanger	Gilbert Langevin
Jean-Pierre Bérubé	Gatien Lapointe
Marie-Claire Blais	Camille Laverdière
Yves Boisvert	Gérald Leblanc
Monique Bosco	Félix Leclerc
Denise Boucher	Rachel Leclerc
Jacques Brault	Alexis Lefrançois
André Brochu	Sylvain Lelièvre
Françoise Bujold	Wilfrid Lemoine
Michel Bujold	Raymond Lévesque
Maurice Cadet	Renaud Longchamps
Jean Charlebois	Paul Chanel Malenfant
François Charron	Clément Marchand
Pierre Chatillon	Pauline Michel
Herménégilde Chiasson	Gaston Miron
Gilbert Choquette	Serge Mongrain
Robert Choquette	Pierre Morency
Jean-Paul Daoust	Jean Narrache
Daniel Dargis	Pierre Nepveu
Denise Desautels	Angéline Neveu
Jean-Marc Desgent	Claude Paradis
Louise Desjardins	Suzanne Paradis
Alfred Desrochers	Claude Pélouquin
Clémence Desrochers	Jean-Pierre Petit
Pierre DesRuisseaux	Alphonse Piché
Gilles Devault	Jean-Guy Pilon
Georges Dor	Alain Pontaut
Hélène Dorion	Bernard Pozier
Marcel Dubé	Yves Préfontaine
Yves Dubé	Jacques Renaud
Raoul Duguay	Sylvain Rivière
Fernand Dumont	Guy Robert
Gérard-Vergniaud Étienne	Simone Routier
Jean Ferguson	Bruno Roy
Jean-Paul Filion	Janou Saint-Denis
Lucien Francoeur	Denis Saint-Yves
Madeleine Gagnon	Roméo Savoie
Hector de Saint-Denis Garneau	Sylvie Sicotte
Jacques Garneau	Serge Patrice Thibodeau
Michel Garneau	Gemma Tremblay
Gérald Gaudet	Marie Uguay
Jacques Gauthier	Denis Vanier
Gérald Godin	Gilles Vigneault
Alain Grandbois	Yolande Villemaire
Ben Jauvin	

• LES ACTUALITÉS •

Négociations

Autre entente de principe au collégial

Après la CEQ, la CSN est prête à signer

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR

À trois jours du référendum, les représentants des syndicats affiliés à la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) ont entériné, hier, l'entente de principe intervenue la veille à la table des négociations.

Le plus important syndicat de professeurs au niveau collégial, avec quelque 8000 membres répartis dans 31 cégeps, devient ainsi le deuxième à s'entendre avec le gouvernement, après la Fédération des enseignants du Québec (CEQ). Seule la Fédération autonome du collé-

gial, présente dans 17 collèges, n'a pas encore conclu d'entente.

La FNEEQ-CSN se réjouit d'avoir convaincu le gouvernement de ne pas restreindre l'exercice de négociation à une compression de la masse salariale des enseignants et de miser au contraire sur la proposition visant à renforcer le soutien et l'encadrement des étudiants. «Nous sommes parvenus à convaincre le gouvernement qu'aider nos jeunes à mieux réussir permettra de diminuer les coûts occasionnés par le temps qu'ils mettent à terminer leurs études au cégep, évalué à plus de 100 millions», a précisé le président de la Fédération, Oliva Bouchard.

Pour favoriser une meilleure réussite des étudiants, l'entente prévoit un réaménagement du temps de travail des professeurs, afin de leur permettre de consacrer chaque semaine, à compter de l'an prochain, une heure à des projets collectifs de soutien et d'encadrement. Loin d'une coupe de 10 % des effectifs enseignants, crainte au début de l'automne, l'entente limite cette réduction à moins de 2 %, soit l'équivalent de 144 postes d'enseignants à temps plein.

L'entente, qui prévoit également des mesures pour contrer le double emploi, stipule en outre la mise sur pied d'un comité paritaire dont les travaux viseront à assurer une meilleure organisation des ressources profes-

sorales afin de tenir compte des effets de la réforme collégiale en cours et des décisions qui seront prises dans la foulée des États généraux sur l'éducation. Ce comité national sera, entre autres, amené à réfléchir, durant les deux prochaines années, sur la précarité, les mouvements de personnel, le partage du travail et la prise plus hâtive de la retraite.

Les deux parties feront périodiquement le point sur ces travaux, à compter du 15 décembre prochain. Les syndicats membres de la FNEEQ seront entre-temps appelés, d'ici le 10 novembre, à se prononcer sur cette entente de principe, dont l'acceptation permettrait le renouvellement de la convention collective jusqu'au 30 juin 1998.

Référendum

Des entreprises ne se gênent pas pour faire pression sur leurs employés

Télécopieurs et photocopieuses travaillent fort en faveur du NON

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR

Les télécopieurs et les photocopieuses semblent avoir un surcroît de travail, dans certaines entreprises québécoises, où les employés sont invités de diverses façons à appuyer le camp du NON.

Chez Benisti Import Export, qui fabrique les jeans Point Zero, à Montréal, les employés ont reçu hier matin, de la main d'une secrétaire, un document unilingue anglais intitulé *Declaration of Patriotism to Canada*. Ce texte, présenté comme un affidavit où le signataire s'engage à voter NON et dénonce la tentative de MM. Parizeau, Bouchard et Dumont de «déclarer en mon nom la séparation de la province du Québec de l'union du Canada», demande également au gouvernement canadien de «respecter, honorer et défendre ma citoyenneté canadienne et mes droits en tant que Canadien».

M. Benisti, d'abord déclaré absent par la secrétaire, a mentionné que le document avait été distribué sans qu'il en soit avisé et que c'était de toutes façons une histoire sans importance. La firme avait reçu ce texte par télécopieur, la veille, de l'entreprise montréalaise Pro-Genesis Securities, qui dit l'avoir elle-même reçu par télécopieur d'une source qui n'a pas été identifiée. Plusieurs autres entreprises auraient également reçu cette déclaration.

Les employés de l'imprimerie Admiral, à Montréal,

ont pour leur part reçu une lettre du vice-président Michael Lands, jeudi, suppliant les gens qui projettent de voter OUI de reconsidérer leur décision. M. Lands offrait même à ses employés devant travailler entre 11h et 15h, hier, de participer au rassemblement pour le NON, tout en recevant leur plein salaire.

Les employés de Dominion Textile ont également reçu une lettre de leur employeur, jeudi. Tout en affirmant que chacun demeure libre de voter «en son âme et conscience», le président du Conseil, Charles H. Hantho, précise les répercussions, «de toute évidence négatives», qu'un OUI aurait pour la société qu'il dirige.

Les Propriétés Trizec limitée, à Montréal, ont pour leur part annoncé à leurs employés, hier, que les bureaux de l'entreprise seraient fermés à compter de midi, hier, dans le but d'«accorder à ses employés le temps de réfléchir à l'importance de ce vote pour l'avenir du Québec et du Canada», comme l'a écrit le vice-président pour l'Est du Canada, William R. C. Tresham.

Dans une lettre envoyée au *Devoir*, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a par ailleurs tenu à préciser que ses employés participant à la manifestation pour le NON ne pouvaient pour ce faire obtenir de congé payé, puisque «cette mesure pourrait constituer une contribution aux termes de la loi électorale du Québec». Les employés désirant participer à l'événement pouvaient cependant demander un congé annuel ou un congé non rémunéré.

Petite gourmande

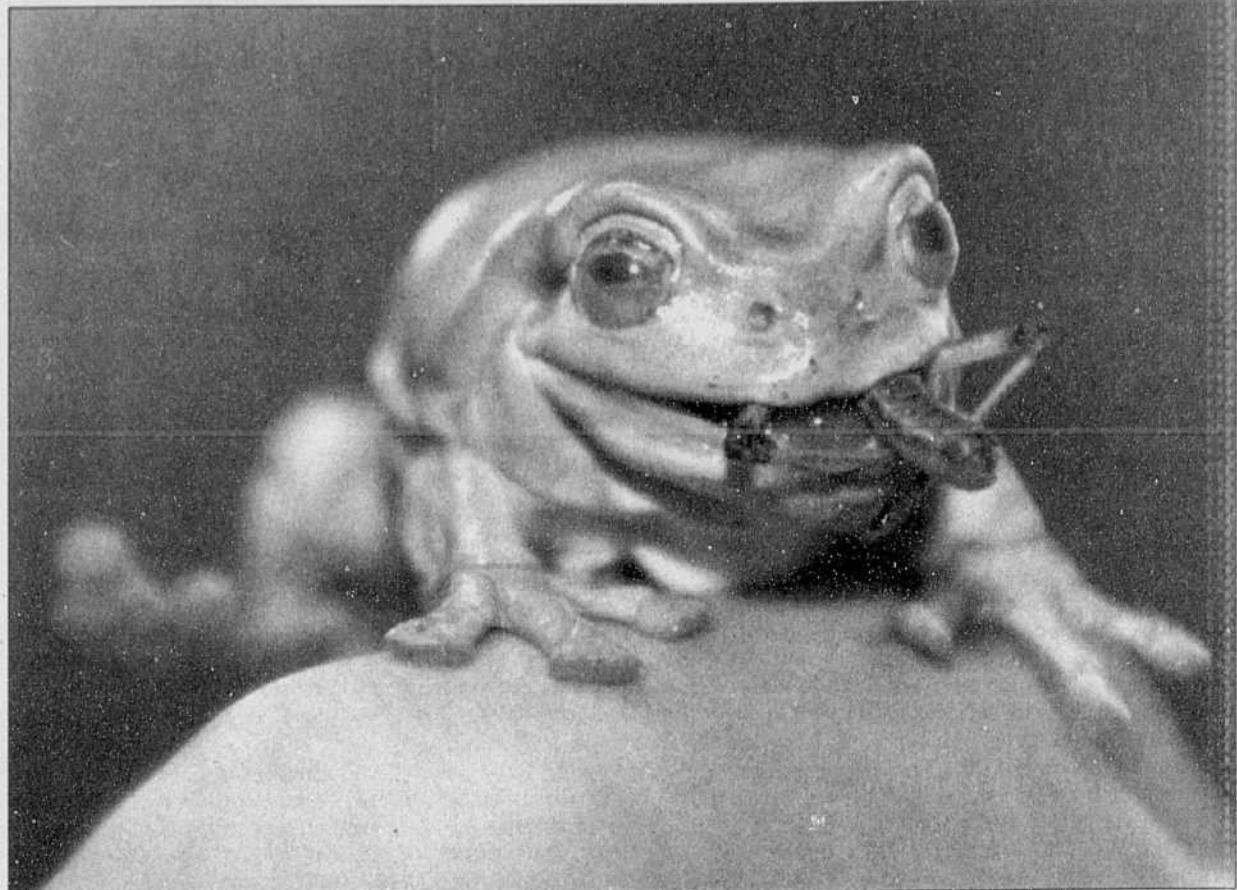


PHOTO AP

UNE MINUSCULE grenouille verte semblait repue, hier au zoo de Stuttgart, en Allemagne, et se reposait sur la main d'un gardien, après avoir littéralement englouti une sauterelle. Les reptiles et les amphibiens du zoo dévorent annuellement plus d'un million de ces pauvres sauterelles et quelque 250 000 mouches.

Rencontres

LES PETITS PLAISIRS

Pour placer une annonce gratuite:

- Composez le (514) 985-2507 avec un téléphone à tonalités
- Écoutez les instructions, vous recevrez un numéro de membre et un code d'accès.
- Appelez avant mardi 17h pour que votre annonce apparaisse le vendredi et le samedi suivant.



Pour répondre aux annonces:

- Notez le numéro de l'annonce

- Composez le 1-900-451-6528

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Pour récupérer vos messages:

- Composez le 1-900-451-6528

- Entrez votre numéro de membre suivi du code d'accès

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Rencontres

Femme cherche homme

Active et équilibrée

Diane, 44 ans, 5', bien dans sa peau, professionnelle, curieuse et dynamique aimant la psychologie, les arts, le cinéma, cherche un homme intelligent, sensible, mature et équilibré. 1038

Centre du Québec

Professionnelle autonome, aimant la vie intense et paisible, le respect, cherche un homme intelligent, cultivé et honnête de 40 à 55 ans. 1041

Universitaire dynamique

Danielle, étudiante à temps partiel, cultivée et dynamique, aimant le vélo, les randonnées pédestres, le ski de fond, le cinéma et la lecture, cherche un homme de 35 à 45 ans pour vivre une relation amicale ou plus. 1030

Compagne de partage

48 ans, rondelette, chaleureuse, sensible, dynamique, recherche un compagnon non fumeur, prêt à partager ses joies et ses peines. 1034

Sports et culture

Florence, dans la quarantaine, d'origine française, recherche un homme pour voir les expositions, les spectacles, aimant le plein-air et la nature, pour entreprendre une relation amicale et plus peut-être. 1035

Complément de vie

Femme, dans la trentaine, grande, mince, non fumeuse, aimant les conversations, la culture, les randonnées, cherche un gentleman, non fumeur, dans la quarantaine, cultivé, pour entreprendre une très grande amitié. 1024

Soleil d'Afrique

Élodie, africaine de 25 ans, cherche un ami, 27 à 32 ans, ayant le sens de l'humour, sympathique, élégant et intellectuel. 1028

Élégante et distinguée

Louise, 5'6", mince, cheveux bruns, yeux marons, élégante, professionnelle, distinguée, cherche un homme aussi sélectif que moi, respectueux et ayant plusieurs affinités. 1001

Arts et rêveries.

Professeure dans la cinquantaine, 5'6", mince, aimant le vélo, les voyages, les restos, le cinéma, les randonnées, cherche un homme de 45-60 ans, artiste, fantaisiste, rêveur et ayant des affinités. 1023

Amitié et culture.

Marie, dans la trentaine, grande, mince, non fumeuse, aimant les sorties culturelles, la nature, le vélo, cherche un homme dans la quarantaine, non fumeur, grand, mince, cultivé, pour amitié et plus. 1024

Vraie passion.

Micheline, 48 ans, 5'2", 115 lb, blonde aux yeux bleus, cherche un homme non fumeur, vrai, doux et passionné. 1026

Pour un tendre automne

Jolie professionnelle, début cinquantaine, cherche homme bien dans sa peau, cultivé, libre ou pas, même décennie, plus quelques poussières. 1007

Charmante et déterminée

Quarantaine, enseignante, grande, charmante et déterminée, recherche homme cultivé, grand, sportif et humoriste. 45-50 ans. 1008

Homme cherche femme

Professionnel dynamique

Trentaine, grand, cheveux noirs, yeux bruns, dynamique et drôle, recherche femme de 25-30 ans de belle apparence et bien dans sa peau, aimant les voyages et le cinéma. 1005

Necessiteux cherche fortune

Professionnel necessiteux d'une grande qualité de vie, cherche associée pour dilapider humour, joie, spiritualité et optimisme. Objectifs communs: fortune psychologique et économie de résidence. 1044

Professionnel irresistible

Très bel Homme de 33 ans, 6', 180 lb, romantique, sentimental et sensible. Sportif, j'aime aussi le cinéma, la musique, le théâtre et les bistros. Je cherche une femme entre 20 et 40 ans pour partager les plaisirs de la vie et connaître une relation stable. 1045

Traduire la complicité en amour.

Professionnel de 52 ans, traducteur, 5'6", sportif, cherche une femme, début quarantaine, agréable, pour créer une tendre complicité. 1017

Conversations et rencontres

Marc, 26 ans, 5'10", 175 lb, yeux et cheveux bruns, curieux, moqueur, recherche femme pour converser, échanger, et se rencontrer... pourquoi pas? 1003

Les pronostics d'un ambassadeur

PRESSE CANADIENNE

Washington — L'ambassade canadienne aux États-Unis n'attend pas les résultats du référendum québécois les bras croisés.

Jeudi matin, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Raymond Chrétien, s'est rendu au Congrès pour discuter de la question avec quelques congressistes et une vingtaine de membres du personnel d'autres politiciens.

Il a notamment déclaré qu'il était confiant de voir les Québécois rejeter l'idée de la séparation du Québec, a indiqué hier le porte-parole de l'ambassade canadienne, Georges Rioux.

«Les Québécois vont voter pour continuer à être citoyens du Canada,

a rapporté M. Rioux. Il ne voteront pas pour devenir des étrangers dans leur propre pays.»

Il a ajouté que M. Chrétien n'avait pas voulu spéculer sur ce qui allait arriver en ce qui a trait à l'Accord de libre-échange nord-américain.

La rencontre avait été organisée par le Centre d'études internationales et stratégiques et le Groupe d'étude du Congrès américain sur le Canada.

Le reste du personnel de l'ambassade est également actif.

A trois reprises, cette semaine, l'ambassade a envoyé aux journalistes canadiens en poste à Washington, par télécopieur, des copies d'éditoriaux et d'articles parus dans les journaux américains.

LE SPORTING CLUB DU SANCTUAIRE

À vous de CHOISIR...

Le stationnement intérieur gratuit!

OU...

la navette du centre-ville!*

* Les heures de la navette sont de 11h15 à 15h15 du lundi au vendredi

- Le racquetball et squash
- 100 cours d'aérobic
- 250 mètres de piste intérieure

- Piscine intérieure et extérieure
- Tennis intérieur et extérieur
- Spa complet et Centre de bien-être

6105, avenue du Boisé,

Tél.: 737-0000

Heures d'ouverture:

Lundi au jeudi

de 6h15 à 23h00

Vendredi de 6h15 à 21h00

Samedi et dimanche de 8h00 à 20h00

CELLULAR ONE

Abonnez-vous et obtenez un CELLULAIRE GRATUIT

Bell Mobilité

CENTRE DE COMMUNICATION PERSONNELLE



Ce n'est pas un hasard si **le Canada** se classe, pour une deuxième année consécutive, **premier pays au monde pour la qualité de vie**. Ce n'est pas un hasard si, selon la Banque mondiale, le Canada est le **deuxième pays au monde pour la richesse par habitant**. Et ce n'est pas un hasard non plus si le Canada est un des pays les plus enviés au monde pour son pacifisme et sa liberté d'expression.

C'est parce que **deux peuples** ont fondé, il y a maintenant 128 ans, **un pays**. Deux peuples ont décidé de s'associer, d'unir leurs efforts et de ramer dans **la même direction**: celle de **l'avenir**. Deux peuples ont partagé la même vision et ont compris que c'est en étant unis qu'ils pouvaient être **plus forts**. Et c'est ça le Canada d'aujourd'hui. Un pays où la différence est la bienvenue. Un pays dont la plus grande richesse est son **ouverture au monde**.

Le 30 octobre, **le Québec pourra** décider de mettre fin à ce pays ou décider de continuer à grandir avec lui. **Le 30 octobre**, tous les Québécois devront **se souvenir** que sans le Québec, le Canada ne pourra plus être aussi fort et aussi prospère. Et que sans le Canada, le Québec non plus. Parce **que c'est unis que le Québec** et le Canada sont devenus ce qu'ils sont. Et c'est unis que le Québec **et le Canada peuvent le mieux grandir**.

On a raison de dire

NON

et de le dire avec fierté.

LE DEVOIR

RÉFÉRENDUM

JEUNES ET POLITIQUE

**Pas si désabusés
que ça!**
PAGE A 8

SONDAGE

**Selon SOM, le OUI
pourrait gagner**
PAGE A 9



CAMP DU NON

**De l'assurance
à l'inquiétude**
PAGE A 10



CAMP DU OUI

**Le combat
de toute une vie**
PAGE A 11

Bilan de campagne

L'incroyable remontée du OUI

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

On disait que cette campagne serait plate comme la pluie. Elle a au contraire été d'une rare intensité. Elle se termine d'ailleurs dans un appel émotif du Canada anglais à ne pas briser ce pays. Quelques politiciens y jouent leur tête. D'autres, comme Jacques Parizeau, y voient l'une des dernières occasions de réaliser leur rêve: un pays du Québec. Voici un portrait d'une campagne en montagnes russes qui a vu le OUI gagner des points, le NON sombrer dans l'inquiétude, au point que, aujourd'hui, nul ne peut prédire le résultat.

La campagne référendaire qui s'achève tire son origine du 21 décembre 1987, quand Jacques Parizeau a accepté la présidence du Parti québécois en faisant de la formation fondée par René Lévesque un parti dont le rôle premier est de réaliser la souveraineté du Québec. A l'époque, le Canada est engagé dans un processus de réconciliation avec le Québec, dans l'honneur et l'enthousiasme, faisant suite au «beau risque» de René Lévesque. Les chefs politiques canadiens s'entendent, dans l'Accord du lac Meech, pour reconnaître le Québec comme société distincte. Lucien Bouchard est dans le camp de la réconciliation et Mario Dumont fait son entrée chez les jeunes libéraux.

Des lors, les Québécois savent qu'ils sont pris au piège. Le Québec ne compte que deux grands partis. Lorsque les électeurs ne voudront plus du gouvernement libéral, ils enclencheront, en élisant le PQ, le mouvement vers le référendum, qui a finalement lieu lundi. L'histoire devait donner un coup de pouce à M. Parizeau avec les échecs successifs des accords du lac Meech et de Charlottetown. Entre 1990 et 1992, le sentiment autonomiste des Québécois est galvanisé. Le gouvernement libéral contribue à dramatiser la situation. Lucien Bouchard se joint au camp souverainiste et fonde le Bloc québécois. Mario Dumont quitte les libéraux et fonde l'Action démocratique.

C'est dans ce contexte que le Parti québécois prend le pouvoir en septembre 1994. Le gouvernement péquiste se dévouera à son objectif prioritaire: faire la souveraineté. M. Parizeau rend publique en décembre une proposition de question qui fait du Québec un pays souverain le lendemain du référendum. Du coup, il lance une vaste opération de consultation dans tout le Québec. Ce coup de sonde, auquel participent 50 000 Québécois, confirme les pires appréhensions entretenues par de nombreux fédéralistes qui entourent M. Parizeau et qui le poussent à effectuer un virage, qui a mené à l'entente du 12 juin: les Québécois ne veulent pas de la souveraineté sans association avec le reste du Canada. Ils ne veulent pas couper les liens. En plus, ils désirent connaître ce que l'avenir leur réserve. Ils ne prendront pas le risque de la souveraineté sans projet de société.

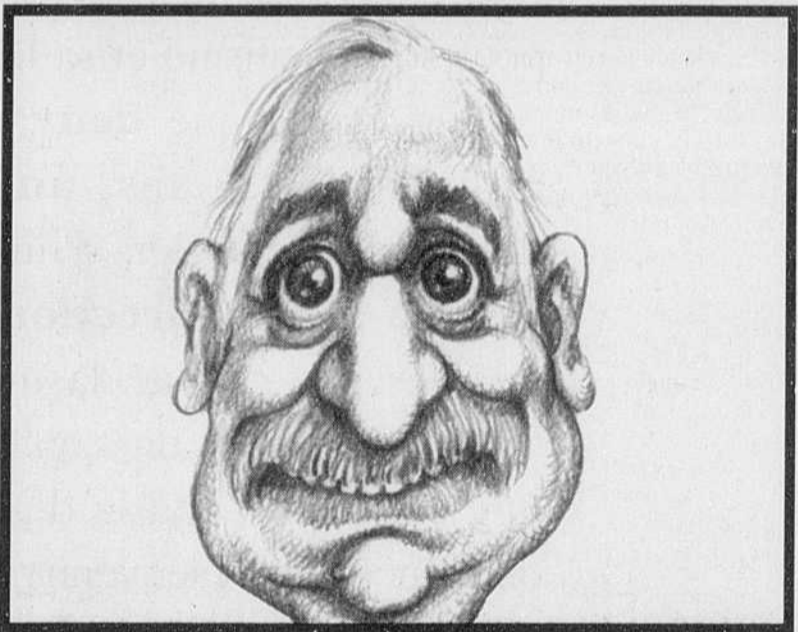
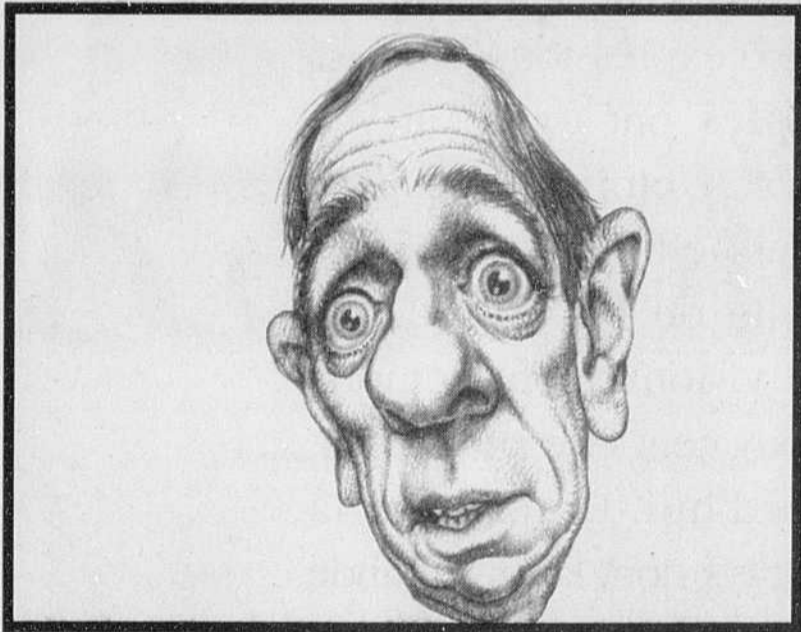
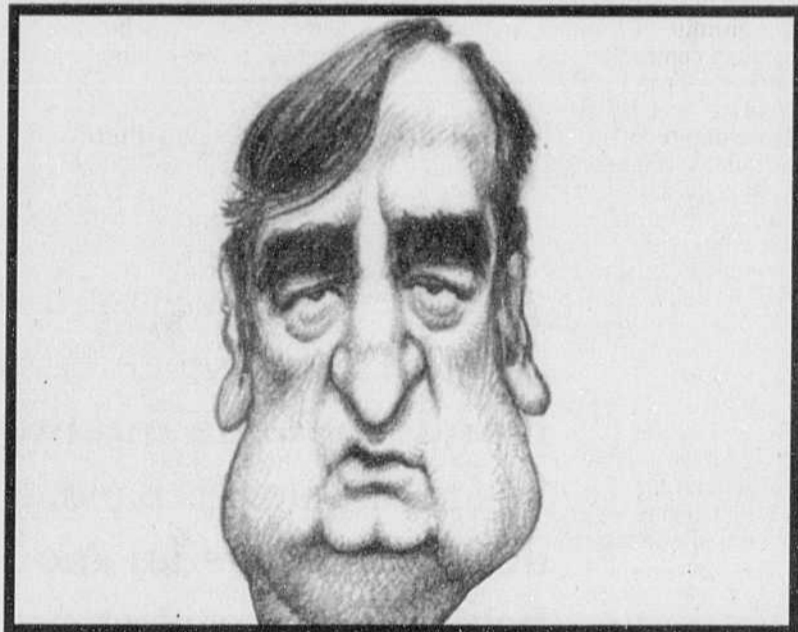
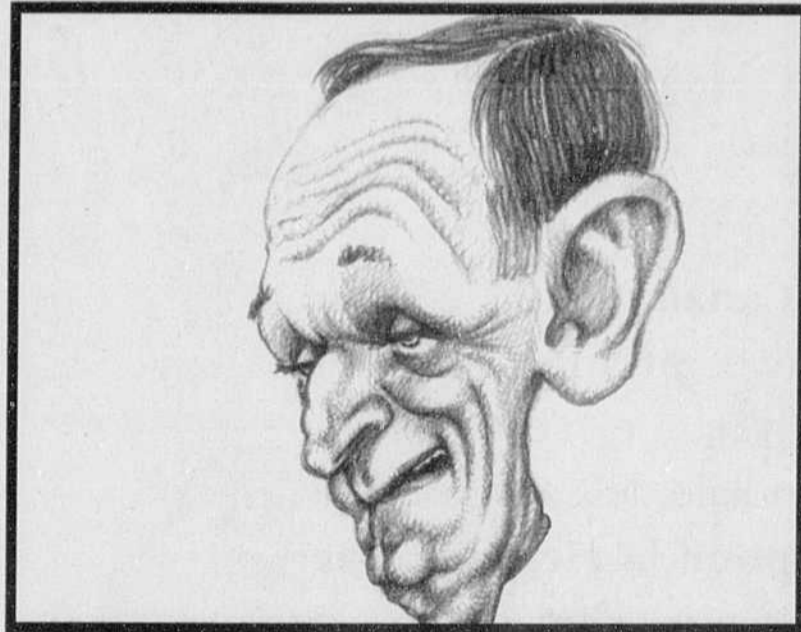
Le partenariat et les coûts

C'est avec ce décor que démarre, en septembre, la campagne référendaire. Le camp du OUI ne propose plus de déclarer le Québec souverain dès l'obtention d'une majorité référendaire. La déclaration de souveraineté sera précédée d'une année de négociation sur une offre de partenariat avec le reste du Canada. Ce partenariat est rapidement devenu l'un des deux arguments principaux du camp du OUI. L'autre, c'est l'espoir de bâtir ici une société qui échappe au présumé vent de droite qui traverse l'Amérique du Nord. De son côté, le camp du NON est confiné à défendre le Canada tel qu'il est. Egratigné par les échecs récents, il lui est interdit de promettre, comme en 1980, des changements profonds du fédéralisme canadien. S'appuyant sur le sentiment d'appartenance des Québécois au Canada, il cherchera à miner la crédibilité du partenariat envisagé par M. Parizeau. Surtout, il exploitera la crainte voulant que les coûts associés à la souveraineté du Québec soient tels qu'ils entraîneront une catastrophe économique.

Des le début de l'automne, les fédéralistes ont donc entrepris leur croisade sur cette thématique. Un affichage massif suggérait aux électeurs que le thème de la campagne était la séparation du Québec. Avant même que la question ne soit connue, le gouvernement devait faire face à un jugement de la Cour supérieure affirmant la démarche souverainiste manifestement illégale au regard du droit canadien. A la même époque, la crédibilité des études commandées par le gouvernement pour soutenir sa thèse prenait un dur coup: Québec avait refusé trois de ces études, dont l'une mettait en doute la faisabilité du partenariat, et tardait à publier les autres. Les prévisions concernant un éventuel déficit budgétaire de l'État du Québec souverain fluctuaient de 8 à 14 milliards de dollars. Le ministre responsable de ces études, Richard Le Hir, est depuis ce temps confiné au silence, tandis que Lucien Bouchard décréait, à deux semaines du scrutin, que ces études étaient du passé et demandait de ne plus lui en parler.

Avant le déclenchement officiel de la campagne référendaire, le OUI tirait de l'arrière par huit ou dix points sur le NON dans les sondages. Les fédéralistes étaient gonflés à bloc. Le premier ministre du Canada Jean Chrétien prévoyait faire une campagne discrète. Les journaux du reste du Canada portaient peu d'attention à la campagne. D'aucuns estimaient que les jeux étaient faits, y compris des sociologues souverainistes qui annonçaient une défaite inévitable du camp du OUI. Les hostilités se sont ouvertes sur un fond désagréable de légalisme et de chiffres.

Au dépôt de la question, M. Parizeau puisait dans l'his-



CARICATURES SERGE CHAPLEAU

Une campagne plus effervescente que l'on ne s'y attendait

toire les motifs de voter pour la souveraineté. Le chef libéral Daniel Johnson misait sur quatre arguments: la séparation est irréversible; elle serait irraisonnable à cause des coûts qu'elle entraînerait et à cause de l'affaiblissement du Québec; le projet de partenariat est irréalisable parce que le reste du Canada n'en voudra jamais; d'autre part, voter NON, ce n'est pas baisser les bras, les fédéralistes québécois, promet-il, continueront de se battre pour défendre les revendications nationalistes des Québécois.

Les créateurs d'emplois votent NON

Jusqu'à ce moment-là, la vie est belle pour le camp du NON. Les drapeaux canadiens flottent en masse dans un centre sportif de Saint-Joseph-de-Beauce lors d'un rassemblement où Daniel Johnson jette une carte majeure: les créateurs d'emplois votent NON. Des hommes d'affaires se succèdent à la tribune: la souveraineté entraînera une baisse du dollar, une hausse des taux d'intérêt, la fuite des capitaux et l'exode des jeunes cerveaux. Argument suprême du président de Canam Manac, Marcel Dutil: on ne va pas confier le contrôle du Québec à la CSN. La foule est en liesse. Un journaliste franco-ontarien me dit qu'il n'a jamais vu autant de ferveur canadienne dans un rassemblement politique, même au Canada anglais. Cette ferveur atteint un sommet quand le chef conservateur Jean Charest sort son passeport de sa poche, s'inquiétant de le perdre si le OUI l'emporte.

Lors de ce rassemblement, Marcel Dutil fixe à 65 % la barre à atteindre pour le NON afin d'en finir avec ce débat. Cette idée d'en finir par un NON significatif a été l'une des idées reprises jusqu'à la fin de cette campagne. L'éditorialiste en chef de *La Presse*, Alain Dubuc, recommandait hier d'avoir «le courage d'un NON, pour en finir». M. Dubuc convient cependant que pour en finir, les Québécois doivent tourner le dos aux 30 dernières années de revendications traditionnelles du Québec. L'une des révélations de cette campagne, c'est que le changement qui risque de survenir au Canada dans les prochaines années ne suivra plus le modèle des relations fédérales-provinciales. Les transformations prévues par Ottawa dans le financement des programmes sociaux ou du développement économique engagent la répartition des pouvoirs non plus entre deux mais entre trois niveaux de pouvoir. M. Chrétien l'a mentionné: il faut inclure le palier local de gouvernement dans la livraison des services, et même le secteur privé. La notion de normes nationales, établies peut-être en concertation avec les provinces, s'impose. On voit poindre un fédéralisme de coopération, mais aussi un fédéralisme

hiérarchique dans lequel, même s'il est en faillite, le gouvernement fédéral exerce un rôle de coordination prédominant.

Écraser pour en finir

Cette idée d'un NON massif pour en finir est revenue dans une maladroite déclaration du président de la Standard Life, Claude Garcia, le dimanche suivant: «Il ne faut pas gagner, il faut écraser», a-t-il dit. Ce mot devait hanter le camp du NON jusqu'à la fin de la campagne. M. Garcia a dû quitter le conseil d'administration de l'UQAM et s'excuser publiquement. Le camp du NON poursuit néanmoins son offensive en compagnie des hommes d'affaires. Le président de Bombardier, Laurent Beaudoin, insiste que le Québec serait trop petit pour soutenir une entreprise de l'envergure de la sienne. Il réfléchit même tout haut à l'idée de déplacer ses usines hors du Québec. Le président de Power Corporation, Paul Desmarais, incite les entrepreneurs à entrer dans la bataille référendaire.

Mais les souverainistes se rebiffent. Des entreprises publiques se retirent du très fédéraliste Conseil du patronat. La Standard Life est menacée de perdre un contrat avec le gouvernement. Cependant, dans le camp du OUI, les appuis provenant du monde des affaires sont silencieux. Il faut attendre dix jours avant que le président de Quebecor, Pierre Péleadeau, invite, dans une entrevue au *Devoir*, Laurent Beaudoin à «se la fermer», qualifiant de «conneries» ses arguments. Le OUI parvient enfin à dénicher 300 petits entrepreneurs souverainistes. Mais c'est bien peu. De toute manière, M. Parizeau allait tourner cette situation à son avantage. Désormais, le camp du NON serait le camp des «milliardaires qui nous crachent dessus», et le camp du OUI, celui des pauvres, des modestes, des PME et de la solidarité.

Les milliardaires contre les exclus

Très tôt, M. Parizeau a cherché à mettre en évidence qu'un Québec souverain était l'unique moyen de résister au vent froid de la droite qui souffle sur l'Amérique du Nord. Le jour de l'adoption de la question, il rappelle les plans du fédéral de l'après-référendum: révision des pensions de vieillesse, réduction des budgets de l'assurance-chômage. Quelques jours après, il publie, avec Lucien Bouchard et Mario Dumont, *Le Cœur à l'ouvrage*, un manifeste officieux qui promet le plein emploi, la solidarité sociale et la protection de la langue française. Le camp du OUI devient le camp du changement social. Progressivement, des organisations charitables et des groupes communautaires manifestent leur appui à la souveraineté.

té. C'est le OUI des exclus, des regroupements d'assistés sociaux et de chômeurs. Des centaines de religieux proches des milieux défavorisés prennent position dans le camp du changement social. Sans parler des syndicats. Il s'agit d'un revirement de situation par rapport à 1980.

Le premier ministre réhabilite également les raisons ethniques de voter OUI. L'enjeu, dit-il à la télévision, c'est «décider, surtout, de ne plus être une minorité dans le pays de nos voisins anglophones mais une majorité dans notre propre pays. Affirmer, une fois pour toutes, notre langue et notre culture francophone d'Amérique».

Dès lors, les sondages commencent à montrer un fléchissement de l'avance du NON. C'est moins ferme. Mais c'est toujours NON. L'inquiétude gagne le camp du OUI, qui devient le camp des lamentations et du défaitisme. Et, soudain, le sauveur descend sur terre. A trois semaines du scrutin, M. Parizeau nomme officiellement le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, négociateur en chef du Québec souverain. Bouchard devient le garant du partenariat. Partout où il passe, les gens le glorifient. Des femmes prient pour lui. Il attire les foules. Surtout, il stimule les partisans qui recommencent à y croire. C'est Bouchard le magicien, pour qui la souveraineté est comme une «baguette magique» qui suscitera la solidarité.

Bouchard, sauveur et gaffeur

Les fédéralistes redevenant nerveux. Jusqu'à ce que, une semaine plus tard, la nouvelle vedette du camp du OUI trébuche sur la «race blanche» et la responsabilité des femmes qui portent, par leur vote du 30 octobre, l'avenir du Québec sur leurs épaules. Car les femmes, selon les sondages, s'apprentent à voter majoritairement NON. Bouchard est traité de raciste et de sexiste. Il veut garder les femmes à la maison, «pieds nus et enceintes», dit Daniel Johnson, dont l'épouse intervient personnellement dans la campagne. Bouchard s'explique. L'affaire ne

prendra pas la proportion des Yvette. Surtout qu'entre-temps, le sénateur Jacques Hébert traite la souverainiste Josée Legault de «vache séparatiste». De plus, les fédéralistes réalisent qu'il est plus payant pour eux de revenir à leurs plans initiaux: l'enjeu de la séparation contre le partenariat et les coûts de la souveraineté.

Chaque semaine, Daniel Johnson apporte une mauvaise nouvelle: nous allons perdre 92 300 emplois et 10 % de notre pouvoir d'achat; les impôts vont monter de 3000 \$ par année par personne; Montréal va souffrir. C'est la surenchère. Un million d'emplois directs seront affectés, dit le ministre fédéral des Finances, Paul Martin. Mario Dumont fait ses choux gras de cette stratégie de l'épouvantail dans les assemblées. Il tourne ces «peurs» en dérision. Mais il sait qu'il en reste toujours quelque chose, dans l'isolement, dans l'esprit des indécis. Cependant, cette campagne, par trop négative, irrite des fédéralistes qui croient le moment venu de jouer la carte du changement. Surtout que quatre sondages confirment, durant l'avant-dernière semaine de campagne, que les deux camps sont à égalité, malgré 12 à 15 % d'indécis. Les fédéraux, d'ailleurs, commencent à s'énerver. Jean Chrétien part pour les Nations unies préoccupé. A son retour, il prendra le taureau par les cornes.

S. O. S. des fédéralistes

Mais le dernier week-end aura été difficile pour le camp du NON. Désespérés, des fédéralistes comme Pierre Paradis et Liza Frulla implorant l'aide des fédéraux et la reconnaissance du Québec comme société distincte. M. Johnson reprend cet appel du bout des lèvres. Mais M. Chrétien, mal informé, alors qu'il participe à New York, aux célébrations du cinquantenaire de l'ONU, semble lui servir une rebuffade: on ne promettra aucun changement constitutionnel avant le référendum. Cette déclaration est perçue comme le «non» de Chrétien à Johnson. Un point tournant, scandent les leaders souverainistes qui sont aux oiseaux. La dernière semaine de la campagne sent la panique chez les fédéralistes. Le dollar plonge mais remonte. Jean Chrétien parle de changements, de décentralisation et de société distincte. Il lance un dernier S. O. S. à la télévision mercredi: «Notre pays et notre héritage sont en danger». Les Canadiens du reste du pays semblent découvrir qu'un référendum a lieu le 30 octobre, rassurés qu'ils étaient jusqu'alors par Jean Chrétien. Ils convergent vers Montréal pour implorer les Québécois de rester au sein du Canada. Les autochtones avertissent qu'ils ne se sentent pas liés par le référendum.

De leur côté, les souverainistes rassurent les indécis. Lucien Bouchard se fait garant du partenariat. Et Jacques Parizeau prépare l'après-OUI. Mais surtout, il attaque Jean Chrétien, celui qui a «trahi René Lévesque» en 1981 et invite les Québécois à «se faire justice». Les derniers sondages montrent une légère avance du OUI, malgré une marge de près de 15 % d'indécis. Beaucoup d'entre eux décideront dans l'isolement comment voter.

Cette campagne aura été beaucoup plus effervescente que l'on ne s'y attendait. Le débat a eu lieu. Le nombre d'électeurs inscrits bat des records. Il reste quelques heures de réflexion. Lundi, aux urnes.



RÉFÉRENDUM



Les lendemains qui bougent

OUI ou NON, le Canada en aura plein les bras

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

La question est sur toutes les lèvres. Toutes. La réponse, elle, ne pourrait venir que d'une voyante extralucide. Et encore.

Quand les manifestations se seront tues, quand les politiciens auront dit leur dernier mot et que les urnes auront pris le relais, quand chacun aura été compté, que diable va-t-il arriver? Si c'est OUI, si c'est NON: et maintenant, quoi? Les scénarios sont innombrables.

En fait, il n'y a qu'une chose de certaine. À compter de mardi matin, le Canada en aura plein les bras. Il sortira de cette campagne au mieux sérieusement amoichi dans son amour-propre, au pire en instance de divorce. Mais quel que soit le résultat du référendum, il lui faudra bouger rapidement.

Et Ottawa, où la Chambre des communes n'a pas rempli ses immenses promesses d'impact sur le débat, redéfinira soudain le centre de l'action. Pour au moins quelques mois, peut-être pour plusieurs années.

Se lancer dans les spéculations est toujours hasardeux. Mais puisque les principaux intéressés ont systématiquement refusé de se prêter au jeu, il faut le faire à leur place.

Les lendemains d'un OUI

Si le OUI l'emporte lundi, le Canada, en dépit de son réveil de fin de campagne, sera en état de choc. Le ressentiment et un possible désir de vengeance l'animeront pendant au moins quelque temps. Les souverainistes comptent sur la nervosité qui ne manquera pas de s'emparer des marchés financiers pour ramener tout le monde à la raison assez rapidement, mais une période d'instabilité politique et économique s'ensuivra nécessairement.

Cette instabilité sera d'ailleurs un facteur critique dans la détermination du comportement de chaque camp, d'autant plus que, selon toute probabilité, un OUI majoritaire le sera faiblement. Elle forcera le Canada à protéger ses arrières et à se concerter afin de parler d'une seule voix au plus tôt, ou elle illustrera son éclatement et son désarroi. Au Québec, elle testera de manière radicale la volonté de la population de maintenir contre vents et marées le verdict du 30 octobre.

Une hypothèse plausible, qu'alimente le refus répété du premier ministre Jean Chrétien de s'engager à reconnaître une victoire du OUI, veut que le Canada, par le biais du gouvernement fédéral, cherche à contester le résultat du référendum. Si c'est le cas, plusieurs moyens pourraient être employés, qui comportent cependant tous des risques; en entrevue au *Devoir* mercredi, Lucien Bouchard observait d'ailleurs que «la marge de manœuvre du fédéral sera très minime».

M. Chrétien pourrait d'abord déclencher des élections générales anticipées. C'est l'avenue que privilégie Preston Manning, selon qui le premier ministre n'aurait plus la légitimité requise pour continuer de gouverner le Canada.

L'enjeu du scrutin deviendrait l'obtention d'un quelconque mandat pour traiter de la rupture du pays.

M. Chrétien jouerait alors gros. Dans une optique partisane, considéré comme l'ultime responsable d'un échec référendaire, Québécois et donc à porte-à-faux de surcroît, il ne sortirait pas nécessairement gagnant de la bataille; le reste du pays pourrait se durcir et appuyer massivement les réformistes. D'un point de vue purement politique, il ferait d'autre part courir au Canada le risque de sortir divisé de l'exercice.

Au Québec, le Bloc québécois serait sur les rangs, et la représentation souverainiste pourrait augmenter encore aux Communes. Il reste toutefois à voir si les Québécois seraient choqués de voir ainsi leur verdict nié ou si, comme ils l'ont déjà fait dans le passé, ils seraient

tentés de tempérer leur OUI par un vote fédéraliste susceptible de forcer des négociations sur autre chose que la souveraineté-partenariat.

Ottawa pourrait également annoncer la tenue d'un référendum pancanadien. La question en serait d'évidence «dure», sur la sécession par exemple, accompagnée d'une demande d'avis sur la voie que devrait emprunter le fédéral face au Québec. Quelques semaines seulement après un OUI, il en ressortirait assurément un verdict clair: pas de pourparlers sur une union économique et politique.

Au Québec, l'issue d'un tel exercice est carrément impossible à prévoir. Selon Lucien Bouchard, les Québécois seraient outrés d'une ingérence aussi effrontée et feraient front commun contre Ottawa, donnant encore plus de vigueur à leur première décision. Mais seraient-ils prêts à appuyer majoritairement la «séparation», d'autant plus que bon nombre de nationalistes seraient tentés par un boycottage? L'hypothèse d'une pagaille totale autour de la légitimité de chacun, avec deux verdicts contradictoires dans la balance, n'est pas à écarter.

Autre possibilité dans le cas d'un non-reconnaissance du référendum: la contestation de l'effet du résultat devant la Cour suprême.

Mais comme ce recours ne contribuerait qu'à faire ressortir le fait que la Constitution est devenue une véritable camisole de force et qu'à opposer le pouvoir des juges à la démocratie, il est plutôt tentant de le rejeter.

Evidemment, toutes ces possibilités — comme celle, d'ailleurs, de ne rien faire dans l'espoir que le consensus souverainiste se fissure à court terme — restent fragiles puisqu'elles auraient pour effet de prolonger l'incertitude, avec les conséquences que cela suppose sur le rendement du dollar, les taux d'intérêt, etc. Et sur la proverbiale tolérance patiente des Canadiens et des Québécois.

À l'inverse, que se produira-t-il si le Canada prend acte d'un OUI? M. Chrétien pourrait convoquer une conférence des premiers ministres, dont deux conclusions seraient susceptibles d'émerger.

D'abord, une entente pour amender la Constitution afin de permettre au Québec de quitter la fédération après, disons, un règlement sur le partage de la dette.

Ensuite, scénario moins probable, le dépôt d'une contre-proposition de modification constitutionnelle qui serait conditionnée par une réaction du genre «O. K., on a compris, on va se parler». A n'en pas douter, les leaders souverainistes ridiculiserait une pareille offre, mais elle pourrait séduire une bonne partie de la population d'un Québec cassé en deux parties à peu près égales et qui, même du

côté du OUI, reste attaché au Canada. Encore une fois, devant une réaction imprévisible du reste du pays, la pression populaire au Québec, la volonté de réaffirmer un appui à la souveraineté même si le partenariat s'avérait impossible et même si on traversait une période difficile au plan économique, sera cruciale.

Enfin, un OUI pourrait tout simplement donner lieu à l'enclenchement de négociations sur le partenariat proposé. Mais ce serait vraisemblablement après une période de flottement, ne serait-ce que le temps pour le Canada de s'entendre sur une stratégie et une équipe de discussion.

À droite et à gauche, d'autres scénarios ont été évoqués. La nécessité de procéder à une déclaration unilatérale d'indépendance à brève échéance, une réaction extrêmement négative des autochtones, un exode important des capitaux ou des personnes, tout est du domaine du possible. Tout comme, d'ailleurs, le développement rapide de relations de bonne entente fondées sur le réalisme le plus terre-à-terre.

Les lendemains d'un NON

Si le NON l'emporte lundi, le paysage politique sera un peu plus clair. Mais un NON, dont le caractère serré est désormais plus probable qu'une large victoire, serait aussi source de bouleversements. Les promesses en catastrophe de la dernière semaine, aussi vagues et aussi vides de sens soient-elles aux yeux des souverainistes, rendent le «changement» incontournable sous peine d'un ressac majeur.

Le processus ne serait pas pour autant aisé. Sur le front constitutionnel, Ottawa ne peut agir unilatéralement, et il est loin d'être acquis, pour ne pas dire carrément hors de question, que toutes les provinces puissent s'entendre sur une formule de société distincte ou sur un quelconque arrangement favorable au Québec.

Le fédéral pourrait toujours travailler sur des ententes bilatérales — sur la formation de la main-d'œuvre, par exemple — mais il n'est pas certain que cela serait considéré comme suffisant.

Le dilemme serait d'autant énorme que le Canada se verrait forcé de discuter avec Jacques Parizeau — ou avec son successeur à la tête du Parti québécois.

Et si des résultats tangibles quant aux engagements envers le changement ou la décentralisation qu'on a entendus ne surviendraient pas en l'espace de quelques mois, on pourrait assister à un effet aussi dramatique que celui de l'après-Meech... avec, pourquoi pas, des élections provinciales et un nouveau référendum à l'horizon.



La manifestation du NON hier à Montréal: un paysage politique un peu plus clair?

PHOTO JACQUES GRENIER

Voilà certainement le pire scénario que puisse imaginer le Canada après un NON.

Enfin, un NON posera avec acuité la question de l'avenir personnel de M. Parizeau et Bouchard, de même que du Bloc dans

son ensemble. Le premier pourrait se retirer de la vie publique, le second accéder à la direction du PQ comme le veut la rumeur. Un NON serré pourrait d'autre part inciter le BQ à demeurer à Ottawa, quitte à perdre son statut d'op-

position officielle en raison de quelques départs. Seul dénouement certain, «nous serons ici [aux Communes] mardi, peu importe le résultat», a promis hier le whip Gilles Duceppe.
Restez à l'écoute. Ça promet.

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF



Bernard Shapiro

Le directeur général du collège Brébeuf, monsieur Benoit Lauzière, est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Bernard Shapiro, principal et vice-recteur de l'Université McGill, à la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf.

Docteur en éducation de l'Université Harvard, monsieur Shapiro a reçu plusieurs distinctions universitaires et a assumé la présidence de différentes associations, fédérations et sociétés, dont celle du conseil d'administration du Centre de la recherche et de l'innovation dans l'enseignement, de l'OCDE. Avant sa nomination à l'Université McGill, monsieur Shapiro a été professeur aux Universités de Toronto et de Boston; vice-président de l'Université Western et sous-ministre de l'éducation de l'Ontario.

Composé de représentants des parents, des anciens, de la Compagnie de Jésus, des étudiants, des personnels et de directeurs de services, la corporation comprend également six autres personnes sans lien d'emploi avec le collège dont trois jésuites: les pères René Latourrelle, s.j., théologien et écrivain; Guy Demers, s.j., conseiller en orientation; Robert Toupin, s.j., archiviste de la Province des Jésuites; madame Irène Cinq-Mars, vice-rectrice à l'Université de Montréal; monsieur Pierre Messier, vice-président de Norsk Hydro Canada Inc. et monsieur Bernard J. Shapiro.

Le conseil est présidé par le Père Roger Marcotte, s.j., délégué provincial de la Compagnie de Jésus pour le secteur de l'éducation.

TOULCH

OPTOMÉTRISTES

Paul Smith
SPECTACLES

MARTIN
SIBON



Photo David Sandora © 1995

4129, rue Saint-Denis
Montréal
849-0559

4021, Saint-Laurent
Montréal
849-1433

1327, Greene
Westmount
937-0446

OLIVER PEOPLES
GOVERN
LOS ANGELES

MATSUDA

Beauté
S.V.P.



Nous offrons tous les soins
esthétiques en plus d'un lit solaire

Si vous nous dites
que vous avez
vu mon annonce
"je vous donne 50%"

1051, Bonnard,
Outremont H2V 1G8
(514) 272-7676



RÉFÉRENDUM



Le thème de la nécessité de gestes d'amitié et de tolérance revient abondamment dans les journaux canadiens cette semaine.

REVUE DE PRESSE DU CANADA ANGLAIS

Le OUI joue aux dés, Bouchard fait de la magie noire

GILLES LESAGE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

D'un bout à l'autre du Canada, les commentateurs continuent de qualifier de noire la «magie» d'un OUI, telle qu'évoquée par Lucien Bouchard. Et ils estiment que les souverainistes jouent aux dés l'avenir du Québec et du Canada, sans se soucier des terribles conséquences d'un OUI majoritaire.

Les Québécois devraient dire NON à la manipulation financière et à la séparation politique, lundi, supplie *The Chronicle Herald*. Commentant les soubresauts du dollar canadien, ce quotidien de Halifax relève que le camp du OUI doit faire face à plusieurs réalités. La fuite des capitaux de Québécois ordinaires constitue en soi un référendum dévastateur sur les effets d'un OUI. Le référendum cri de mardi créera de lourds problèmes avec l'opinion publique mondiale si le PQ tente de faire reconnaître la sécession unilatérale du Québec. Et la campagne du NON a commencé à s'enflammer. Aussi, conclut l'éditorialiste néo-écossais, le OUI constitue un jeu de dés, que M. Parizeau tente ou non de les piper.

Le camp du OUI prend ses rêves pour des réalités en croyant qu'un nouveau partenariat économique et politique entre le Canada et un Québec souverain est non seulement désirable mais inévitable, estime *The Calgary Herald*. Ce thème récurrent chez Lucien Bouchard ne tient pas du tout compte de la réaction possible du Canada. Il est de mauvaise foi ou il se berce d'illusions s'il pense que le Canada traitera le Québec mieux qu'un pays plus petit, plus faible, étranger. S'il comprend que le ressentiment, la colère et la méfiance seront des facteurs importants dans la rupture du pays, il berne les gens en ne le disant pas.

Après avoir fait valoir les arguments selon lesquels il n'y aura aucun automatisme dans le partenariat souhaité, le quotidien albertain écrit que le Québec jouit déjà des meilleurs arrangements qu'il puisse souhaiter. Advenant un OUI, même si c'était rationnellement possible (ainsi que le prétend M. Bouchard), il serait émotivement impossible pour les Canadiens d'accepter un nouveau partenariat politique avec des gens qui auraient brisé le Canada.

Aussi bien dans ses éditoriaux non signés, ainsi que le veut la pratique habituelle dans la presse anglophone) que dans ses chroniques, *The Toronto Star* traite abondamment de la question québécoise. «Notre Canada chérit le Québec», titre un éditorial récent; «que les Québécois se réveillent», insiste un deuxième; «messages d'espoir à une heure sombre», poursuit un troisième. Le premier, lyrique, célèbre la différence québécoise, la bonne foi du Canada anglais, le statut unique du Québec. L'affection pour le Québec est profonde à travers le Canada, et la passion pour le Canada est tout aussi profonde, voire davantage. On ne peut s'attendre à ce que les Canadiens négocient facilement de nouveaux arrangements avec ceux qui briseraient ce pays.

Des changements en vue

Si les Québécois choisissent le Canada lundi, conclut un second éditorial, ils sauront que des millions de Canadiens partagent leur désir de changement et insistent pour qu'il y en ait. Mais s'ils votent pour l'indépendance, ils doivent comprendre qu'il y a de la fermeté dans la réaction du Canada à la possibilité d'une rupture et de ce qui suivrait. Et les marchés peuvent être sans pitié. Les Québécois qui pensent autrement se racontent des histoires.

Quant aux messages d'amitié qui se multiplient depuis une semaine, *The Toronto Star* estime qu'ils expriment l'attachement des Canadiens envers leur pays, y compris le Québec. À une époque de cynisme corrosif, c'est un tribut remarquable. Les Canadiens ne laisseront pas leur pays se briser sans être entendus. C'est pourquoi ils passent par-dessus la tête des politiciens séparatistes pour se faire entendre directement, en personne. Sentimental? Sûrement. Excessif? Absolument pas, considérant les enjeux en cause. Trop tard? Peut-être.

Ce thème de la nécessité de gestes d'amitié et de tolérance revient abondamment dans les journaux canadiens cette semaine. Ainsi, *The Telegraph Journal*, de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, estime que si on gratte le vernis de la modestie habituelle des Canadiens, on trouve un patriote. Pas un porte-drapeau, peut-être, mais un amant fier et fervent de ce pays. Le quotidien souligne l'élégance de la motion adoptée à l'unanimité par la législature de la province voisine, et il évoque le ralliement d'hier à Montréal. Élégants ou non, ces gestes sont comme le fait d'apporter à la maison des fleurs ou du chocolat quand vous savez que vous avez des ennemis. Peu importe qui a raison ou tort, ce sont des gestes gracieux et ils aident sûrement à renouer le dialogue. Ce sont des préliminaires pour jeter un peu de baume sur les difficultés à surmonter ensemble.

The Edmonton Journal va plus loin sur la voie de la conciliation. S'il y a une leçon à tirer de cette campagne, écrit-il en éditorial, c'est que le nationalisme québécois reste une force puissante, qu'elle gagne ou perde le référendum. C'est une force vivace dans le pays, elle l'a toujours été. Et présumant que la double loyauté des Québécois — au Québec et au Canada — n'est pas brisée par le vote, la persistance d'une minorité francophone éloquente et astucieuse donne l'assurance que la décentralisation du Canada ne brisera pas indûment le pays.

Pas de promesses

Dans un autre éditorial, le quotidien albertain opine que M. Chrétien a bien fait de ne pas faire de promesses impromptues aux Québécois. La meilleure façon d'assurer à long terme l'unité du Canada, c'est de demeurer ouvert et généreux, quelle que soit l'issue référendaire, pour montrer aux Québécois que nous ne pouvons imaginer un Canada fort et prospère sans eux.

Plusieurs s'en prennent à la baguette magique évoquée par M. Bouchard advenant un OUI lundi. Au lieu de la magie, écrit *The Winnipeg Free Press*, les Québécois doivent savoir qu'ils peuvent continuer de vivre et de prospérer au sein du Canada. Ils doivent savoir que Jean Chrétien propose de meilleures solutions que Jacques Parizeau ou la magie de M. Bouchard.

Magie noire, lance *The Calgary Sun*, qualifiant M. Bouchard de sorcier. Prions pour que les Québécois enlèvent la poussière de leurs yeux avant lundi et mettent fin de façon définitive à cette menace insensée.

«Lucien Carroll», titre *The Toronto Sun*, faisant allusion à *Alice au pays des merveilles*.

Le *columnist* Dalton Camp attire l'attention des Québécois sur les conséquences terribles d'un acte folichon — entendez un OUI. Vous laisseriez un paquebot sûr pour une chaloupe de sauvetage, sans rames, par mer en furie. Et votre meilleur ami au monde est Jacques Chirac, président de la France. Avec un peu de chance, vous pourriez être la prochaine Algérie. Je me souviens, conclut l'ex-gourou *toro*, qui estime par ailleurs que les Québécois voteront à 55 % pour le NON.

Voici quelques titres au hasard pour compléter cette revue:

- la décentralisation n'est pas la réponse à la crise de l'unité, opine Richard Gwyn dans *The Toronto Star*;
- les séparatistes sont xénophobes, selon *The Daily Gleaner*, de Fredericton, au Nouveau-Brunswick;
- le racisme est au cœur du programme séparatiste, écrit Robert Fife, chef de bureau du *Ottawa Sun* au Parlement canadien;
- il faudra blâmer Chrétien si le Québec s'en va, lance Peter Worthington, du *Edmonton Sun* et du *Toronto Sun*;
- Enfin, deux titres du *Financial Post*:
- les objectifs séparatistes ne pourront être atteints dans un Québec indépendant, opine Marie-Josée Drouin, selon qui le français ne serait pas mieux protégé après un OUI;
- plusieurs Canadiens rejettent le statu quo et recherchent un nouveau Canada, selon l'éditrice de cet influent quotidien torontois, Diane Francis.

Les jeunes et la politique

Pas si désabusés que ça! Mais qu'on soit d'un camp ou de l'autre, on ne croit pas trop aux promesses de changement

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Rue Sainte-Catherine, jeudi en fin d'après-midi. Un jeune punk dans la vingtaine quemande un peu d'argent à une jeune femme pas plus âgée, bien mise, qui marche d'un pas pressé. Elle ignore le mendiant, mais remarque qu'il porte sur sa veste de cuir une épinglette du OUI. «Tas pas de job en ce moment, lance la jeune femme. Penses-tu que tu vas en avoir une dans un Québec souverain?» Un vif débat s'ensuit entre les deux jeunes d'une même génération mais pourtant aux antipodes... même dans leurs convictions politiques.

Désabusés de la politique, les jeunes? Pas tous. Le débat référendaire les intéresse. Au *Montréal Campus*, le journal des étudiants de l'Université du Québec à Montréal, le scrutin du 30 octobre suscite bien des passions. Et les fédéralistes sont en terre hostile. «Si quelqu'un ici te dit qu'il vote NON, n'écris pas que c'est un journaliste du *Montréal Campus*», lance à la blague Charles Grandmont, 22 ans, rédacteur en chef.

«En tant que jeune, si tu rêves de changer le monde, mais si tu refuses de t'intéresser à la politique — avec tous ses défauts et ses travers —, c'est que tu renonces aux espoirs de changement», avance-t-il dans l'étroite salle de rédaction du *Campus*, un bimensuel qui tire à 18 000 exemplaires.

Dans son plus récent éditorial, Grandmont, qui a des allures de «petit saint Jean-Baptiste», prenait position en faveur du OUI. «C'est pas juste une bataille de virgules insignifiante, comme lors du référendum sur l'Accord de Charlottetown, en 1992, ni un concours de la plus grosse promesse électorale, comme à

toutes les élections. Non, là, on pourrait se réveiller avec un pays entre les mains», écrivait-il.

D'autres sont pour le NON, comme Lana Hollow, originaire d'Edmonton. Agée de 26 ans, elle est arrivée au Québec en septembre pour compléter un doctorat sur la philosophie, la politique et le multiculturalisme à l'Université McGill.

Même si elle ne pourra pas voter lundi, Lana est très préoccupée par le résultat du référendum. «Je ne veux pas que le Québec se sépare parce que c'est ma partie préférée du Canada», lance-t-elle.

Pour garder le Québec au sein du giron canadien, Lana serait prête à accorder au Québec la fameuse clause de la «société distincte». De nombreux politiciens canadiens, dont le premier ministre terre-neuvien Clyde Wells, refusent cependant de faire une telle concession.

Peut-être

Il y a aussi de jeunes indécis qui, à trois jours du scrutin, hésitent encore entre deux options: «démolir un pays» ou «en bâtir un autre». Pierre Côté est l'un de ceux-là. Diplômé des HEC, Pierre carbure à l'Internet. Il a cofondé, il y a un an et demi, «Marketing, une firme-conseil pour les entreprises désireuses de se brancer et de développer des sites sur l'Internet».

Lundi, Pierre, 27 ans, annulera vraisemblablement son vote — encore faut-il qu'il se décide à aller voter. «Je ne me sens pas interpellé par le débat référendaire, avoue-t-il. C'est un débat d'une autre génération. Ce ne sont pas mes affaires à moi.»

Dans la vie de Pierre Côté, les frontières n'existent plus. Derrière l'écran de son ordinateur, d'un seul clic de souris, il se retrouve à San Francisco, Paris, New York. «L'indépendance, pour moi, ce n'est pas politique, ni géographique. C'est tech-

nologique.»

OUI, NON ou peut-être: peu importe l'option qu'ils privilégient, les jeunes s'accordent sur un point. Ils trouvent difficilement leur compte dans les promesses de changement des deux camps, en dépit de ce que les leaders du NON et du OUI ont pu affirmer pour les séduire au cours des derniers jours.

Lors de leur passage à Musique-Plus, «la plus jeune des télé», le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, et le chef du camp du NON, Daniel Johnson, ont tour à tour souligné que c'était pour les jeunes qu'ils s'entredéchiraient sur l'avenir du Québec, parce que «l'avenir appartient aux jeunes».

«Il n'y a aucun politicien — et même Mario Dumont — qui va parler d'enjeux qui vont peut-être nous intéresser», tranche Pierre Côté.

Danielle Verville, 23 ans, journaliste permanente au *Montréal Campus*, a l'impression que les leaders politiques fabriquent littéralement un projet de société pour les jeunes. «C'est eux qui nous proposent ce projet au lieu que ça soit nous [...] Avec la souveraineté, c'est comme un contrat tout fait où on nous dit: signez là, les jeunes.»

Danielle Verville est pourtant souverainiste. «La souveraineté, c'est d'abord et avant tout une question de cœur. C'est la seule façon de changer les choses», estime la jeune femme, qui a siégé à la Commission des jeunes sur l'avenir du Québec, mais qui parle aujourd'hui d'un point de vue personnel.

Son collègue, Charles Grandmont, acquiesce. «On forme un peuple distinct. Si quelqu'un ne voit pas la différence entre citoyen de Hamilton et un citoyen de Trois-Rivières, qu'il déménage à Hamilton.»

Lundi, ces jeunes, tristement classés dans la génération X, iront inscrire leur croix, leur crochet. Et, si les

Les Français découvrent tout juste le référendum

Alain Peyrefitte défend dans *Le Figaro*
le «combat du peuple québécois»

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — La plupart des Français ont découvert cette semaine seulement que les Québécois s'approprient à se prononcer sur leur souveraineté par référendum. Jusque là, toute cette affaire n'avait trouvé en France aucun écho et était restée un secret bien gardé... Faisant preuve d'une discrétion sans faille, la classe politique n'a pas du tout cherché à se mêler du débat référendaire (et n'en a pas eu l'occasion).

De leur côté, la presse et les médias ont attendu les derniers jours de la campagne pour en parler, leur intérêt ayant été à l'évidence passablement stimulé par les sondages annonçant un résultat très serré, voire une victoire du OUI.

Depuis quelques jours, dans les journaux, à la radio et à la télévision, on assiste donc à une véritable avalanche de reportages sur un Québec «entre fleur de lys et feuille d'érable» (*Le Monde*) ou sur Lucien Bouchard, «tribun de charme» (*Le Figaro*) et «sauveur des souverainistes» (*La Croix*).

Certains, comme *Le Nouvel Observateur*, signalent que «les Québécois vont peut-être franchir le Rubicon en votant cette fois en faveur de la souveraineté-partenariat». Mais aucun ne va jusqu'à risquer un pronostic.

En fait, à travers les articles publiés dans les grands quotidiens et les hebdomadaires, on sent tou-

jours du scepticisme, voire une certaine perplexité face à l'issue du vote.

La presse française garde la tête froide: depuis le temps, elle s'est habituée à ce qu'Alain Peyrefitte, dans *Le Figaro*, appelle «l'hésitation schizophrénique» des Québécois, qui rêvent (la formule a été reprise partout) d'un «Québec indépendant dans un Canada uni».

Éditorial Peyrefitte

L'ex-ministre du général de Gaulle, président du comité éditorial du *Figaro*, a signé, dans le grand quotidien de droite, une analyse en deux volets sur le référendum.

Considéré comme l'une des personnalités françaises les plus souverainistes, M. Peyrefitte y défend le «combat du peuple québécois».

«Très rares sont les peuples dont le sentiment d'identité est aussi intense et aussi objectivement fondé», a-t-il écrit hier.

«Pousser à cohabiter coûte que coûte des groupes humains que séparent la langue, les coutumes, la vie matérielle, les valeurs culturelles, n'est-ce pas obéir à une logique d'intégration forcée (...)?, demande aujourd'hui l'écrivain. Si au contraire un peuple est reconnu comme nation, (...) il y a des chances pour qu'il collabore de lui-même aux interdépendances inévitables, sans les ressentir comme un joug insupportable. En dénonçant le sentiment national comme une crispation identitaire ou une querrel-

le tribale, une certaine idéologie mondialiste provoque un nationalisme xénophobe.»

L'académicien a déploré que la solution contenue dans l'accord du lac Meech ait été écartée par le Canada.

«Quel dommage qu'elle ait été repoussée! Une société distincte, c'est le contraire d'une société indistincte, noyée dans la masse, qui risque d'être un partenaire peu fiable, et qui ne peut s'associer que si elle vit bien son association, juge-t-il.

«C'est pourquoi la formule de souveraineté-association n'est pas contradictoire. Elle indique que la souveraineté est première et inaliénable; c'est elle qui décide librement de l'association. L'inverse, c'est l'impérialisme.»

M. Peyrefitte croit du reste que le Canada anglais acceptera de négocier une entente économique avec le Québec, tout comme il semble plus disposé aujourd'hui, «sentant le risque d'un vote indépendantiste», à lui offrir un statut de société distincte. «Au cas où le OUI l'emporterait, il est visible que le "partenariat" encore repoussé aujourd'hui serait mieux accepté», estime-t-il.

En cas d'une victoire du NON en revanche, les Français pensent que ce sera la fin du projet souverainiste. «L'idée séparatiste sera sans doute enterrée pour de bon», a prédit *Le Nouvel Observateur*, qui croit que «la fiancée ne sera peut-être pas au prochain rendez-vous».

DENTISTE

DENTUROLOGISTE

- SERVICE DE DENTISTERIE ESTHÉTIQUE
- SERVICE DE CHIRURGIE BUCCALE ET IMPLANTS DENTAIRES (PAR SPÉCIALISTE)
- SERVICE DE PROTHÈSE SUR IMPLANT

Dr Michel Lefort, D.M.D.
Guylaine Brouillette, D.D.



1832 Sherbrooke ouest, Montréal, Qc H3H 1E4
Tél.: 939-2600
Métro Guy, sortie St-Mathieu



CLINIQUE CAPILLAIRE
INTERNATIONALE INC.
& membre associé Hairfax



Céline Simard, dir.
consultante

1832, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4
(Métro Guy) Tél.: (514) 935-6616

INTÉGRATEUR-
VOLUMATEUR

LA MICRO-GREFFE

- UNE TECHNIQUE SÛRE ET EFFICACE
- UNE INTERVENTION CHIRURGICALE MINEURE
- UN RÉSULTAT PERMANENT



1832, Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1E4 (Métro Guy)
Tél.: (514) 935-6616

Dr. Robert Prescott
& Associés (Omnipraticiens)

- GREFFES DE CHEVEUX AU LASER
- LIPOSUCCION (ANESTHÉSIE LOCALE)
- TRAITEMENT DES RIDES AU LASER
- COLLAGÈNE - VARICES - OBÉSITÉ



RÉFÉRENDUM



Le rassemblement fédéraliste à Montréal

Des souverainistes agacés

Ils ont pour la plupart respecté la consigne de Jacques Parizeau de se tenir à l'écart

MARIO CLOUTIER
MICHEL LALIBERTÉ
LE DEVOIR

Les militants du OUI ont respecté la consigne de Jacques Parizeau et se sont tenus à l'écart du grand rassemblement pancanadien du NON, hier après-midi, au centre-ville de Montréal. Le chef souverainiste voulait éviter que des événements malheureux ne surviennent entre partisans des deux camps alors que son option — à deux jours du référendum — est en tête dans les sondages. Mais ici et là, quelques souverainistes se sont glissés à travers la foule qui agitait fièrement drapeaux canadiens et québécois. Certains épiaient les opposants de la souveraineté tandis que d'autres tentaient vainement de les convertir.

Rue Sainte-Catherine, coin McGill College, Jacques Blouin se fait interpeller pour la nième fois par des partisans du NON. L'autocolant aux couleurs du OUI apposé sur son veston dérange. Habitant à Montréal, il estime que cette avalanche d'affection des Canadiens survient trop tard. Il cite à cet effet lord Gilbert Chesterton: «Les Anglais n'ont pas d'ennemi éternel, d'ami éternel, seulement des intérêts éternels.» Nous en avons la preuve aujourd'hui, ajoute l'homme dans la cinquantaine. Puis il partage sa prédiction: «Je vais me réveiller minoritaire lundi matin pour me coucher majoritaire.»

Place du Canada, plus de 35 000 personnes s'entassent au rythme des airs des Marie Carmen, Gerry Boulet et Robert Charlebois. Stéphane Bélanger, un étudiant en art dramatique de l'UQAM, se sent très seul avec sa pancarte et son petit fleurdelisé. Il se fait traiter de jeune pouilleux et se fait conseiller de rester au Canada. Sinon, plus d'assurance-chômage. On lui a crié: «Get an education.»

«Justement, je m'en vais en maîtrise», répond Stéphane. Sa pancarte humoristique montre un joueur de hockey: «La seule façon pour un Québécois d'être Canadien, dit le joueur, c'est de devenir membre du club de hockey.»

Le jeune homme se dit tout de même surpris de voir autant de gens pour le NON. «Ils ont eu 15 ans pour apporter des changements à la Constitution. Je trouve qu'ils agissent pas mal à la dernière minute. Ça risque de rallier ce qui reste d'indécis.»

Luc Piché s'approche. Il n'est pas d'accord. «J'espère qu'ils vont continuer à nous aimer encore lundi parce que c'est trop tard.» Son ami Jean-Guy Perreault intervient: «Les Canadiens nous aiment en autant qu'on est bas. C'est de la provocation de faire ce qu'ils font trois jours avant le référendum.»

Tout le monde s'interrompt pour regarder un avion dans le ciel qui traîne une longue banderole ironique: «Bienvenue à nos futurs partenaires.» Les policiers, les bras croisés, n'ont rien à faire et se laissent photographier en compagnie de manifestants. À la blague sans doute, l'un d'eux conseille aux gens de bien toucher l'immense drapeau canadien qui passe devant eux parce qu'ils ne sont pas près de le revoir de sitôt.

Au coin de René-Lévesque et Mansfield, les discussions s'animent. Les politiciens ont terminé leur prestation. Les manifestants se dispersent au compte-gouttes. Certains croisent une poignée de souverainistes qui, immobiles, brandissent bien haut drapeaux et pancartes. «Oui, et ça devient possible», dit l'une d'elle.

Au centre du groupe, un homme-sandwich. «J'ai été emprisonné 27 jours en 1970 par Chrétien et Trudeau», dira-t-il à qui veut bien l'entendre ou cherche à se frotter à lui. Jean-Pierre Zeller réussit à le calmer.

La barbe grisonnante, M. Zeller en est à son dernier rendez-vous avec l'Histoire. «Le OUI va l'emporter», prédit-il d'emblée.

Le ton posé, il explique que la tenue de la manifestation est un signe avant-coureur de la souveraineté. N'empêche, enchaîne-t-il, l'intervention des Canadiens anglais à Montréal l'agace. «Qu'ils nous aiment, je n'ai rien contre. J'aime ma belle-mère quand elle fait de la confiture dans sa propre cuisine sans venir déranger mes fourneaux.»

Sondage SOM Le OUI pourrait l'emporter

LE DEVOIR

Selon un sondage SOM, le OUI a pris une avance suffisante dans le choix des électeurs pour espérer l'emporter lundi.

Ce sondage, effectué pour le compte de *Soleil*, *Radio-Québec* et *The Gazette*, et publié vendredi, accordait 46 % des intentions de vote au OUI, contre 40 % pour le NON. Il y avait 14 % de discrets ou d'indécis.

Après répartition corrigée de ce groupe, l'appui au OUI chute cependant à 49,5 %, contre 50,5 % pour le NON. «L'effet Bouchard» et le renversement de l'opinion publique au cours des derniers jours portent désormais 42 % des Québécois à croire que le OUI va l'emporter.

35 % des répondants croient plutôt à une victoire du NON. Le sondage a été effectué auprès de 1115 personnes, entre le 22 et le 25 octobre. La marge d'erreur est de 3,7 %.

Souverainisme

Une notion difficile à saisir pour un Basque

RICHARD BOUDES
LE DEVOIR

Adolpho Araiz, parlementaire basque, côté espagnol, du mouvement indépendantiste Herri Batasuna (Unité populaire) est venu cette semaine observer le processus québécois. «Le Québec et le pays basque sont deux réalités fondamentalement différentes, mais en tant que basque, l'expérience québécoise est très intéressante parce qu'elle se situe dans le monde occidental.»

Adolpho Araiz, s'il soutient et trouve «très sympathiques» les aspirations des souverainistes québécois, semble toutefois avoir bien de la difficulté à saisir la notion de souveraineté, alors que «l'indépendance, elle, est une option politique forte». C'est le choix de Herri Batasuna, qui correspondrait, selon diverses études, aux aspirations d'une majorité des Basques espagnols. Mais le droit de choisir, d'organiser un référendum n'existe pas pour le moment.

«Nous voulons choisir nous-mêmes les relations que nous souhaitons avec l'Espagne et l'Europe. Et l'autonomie, poursuit-il, est la première étape pour accéder à l'indépendance dans la mesure où le droit à l'autodétermination est reconnu un jour.»

Pour le moment, le pays basque est divisé entre trois administrations: le nord, la partie du territoire français, ne constitue même pas un département et il doit partager le département des Pyrénées atlantiques avec le Béarn, le sud en Espagne jouit de deux des 17 statuts d'autonomie.

Pour autant, «le pays basque n'existe pas sur le plan institutionnel», explique Adolpho Araiz, juriste de formation. «L'article 3 de la constitution espagnole de 1978 affirme l'absolue intégrité territoriale de l'État espagnol et selon l'article 8,

cette intégrité est garantie par l'armée espagnole...»

Toutefois, l'activisme basque s'est souvent manifesté, tout comme sa réponse terroriste, le GAL, que d'anciens considèrent comme un mal nécessaire soutenu par les États espagnol et français pour affaiblir l'activisme séparatiste.

Pour Adolpho Araiz, 33 ans, «le terrorisme est une violence politique légitime tant que le peuple basque n'a pas le droit de s'autodéterminer. C'est une réponse à la violence de l'État espagnol». Pour l'heure, l'autonomie «n'est qu'une décentralisation politique qui ne donne pas de vrai pouvoir politique, déplore le parlementaire basque. C'est insuffisant. Et, par ailleurs, il n'est pas question d'envisager le pays basque sans sa partie «française».

«Des deux côtés des Pyrénées, la langue basque fait l'unité», poursuit Adolpho Araiz.

Toutefois il reconnaît que la réalité politique est différente en France. Alors que les Basques sont 2,5 millions en Espagne, on en dénombre à peine 300 000 en France. Les revendications des Basques en France font partie du folklore. Comme l'on évoque les jeux de pelote et de rugby, les fêtes de Dax ou de Bayonne, les chants de ces hommes au caractère bien trempé... Rien de grave, en quelque sorte, en regard de leurs homologues corses.

Mais aujourd'hui encore, soutient le parlementaire, et quand bien même le castillan et le français sont sur leurs terres en pays basque, «la langue basque est un vrai signal d'appel. Elle vient de la nuit des temps». Et ceux qui la parlent sont «des têtes dures qui malgré la conquête n'ont pas cessé de manifester leur culture. L'identité basque s'est façonnée encore dans la résistance: aujourd'hui est venu l'heure de construire».

Un passeport en demande

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Au Québec, les bureaux d'émission de passeports ont envoyé un S.O.S. lorsqu'ils ont été inondés de demandes cette semaine.

On croit que cet afflux était motivé par la crainte qu'ont beaucoup de Québécois de perdre leur droit à un passeport canadien si jamais le OUI l'emporte au référendum de lundi. «C'était incroyable», a déclaré vendredi la porte-parole des Affaires

étrangères, Jennifer Sloan. On a dû amener du personnel de Hull en renfort. Dans un bureau de Saint-Laurent, le nombre de demandes de passeports a augmenté de 516 % jeudi, a-t-elle souligné. Au mois d'octobre, on reçoit d'habitude 250 demandes par jour. Jeudi, 1289 demandes ont été présentées.

Au bureau de la place du Canada à Montréal, on a reçu 1245 demandes, soit 311 % de plus qu'à l'ordinaire.

Johnson a un gros problème sur les bras, dit Bouchard

Le rassemblement d'hier représente des subventions de quatre millions que le camp du NON devra selon lui comptabiliser

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La «Croisade pour le Canada» n'est rien d'autre qu'une opération politique organisée, dont le «parfum d'illégalité» aura plus d'impact sur les caisses du comité du NON que sur l'intention de vote des Québécois, a déclaré hier le chef bloquiste Lucien Bouchard.

Le leader souverainiste, qui avait jugé la veille l'opération «bidon» et contraire à la loi québécoise sur les consultations populaires, s'est dit inquiet hier de ce que cet événement porte un dur coup aux lois du Québec et à la démocratie québécoise.

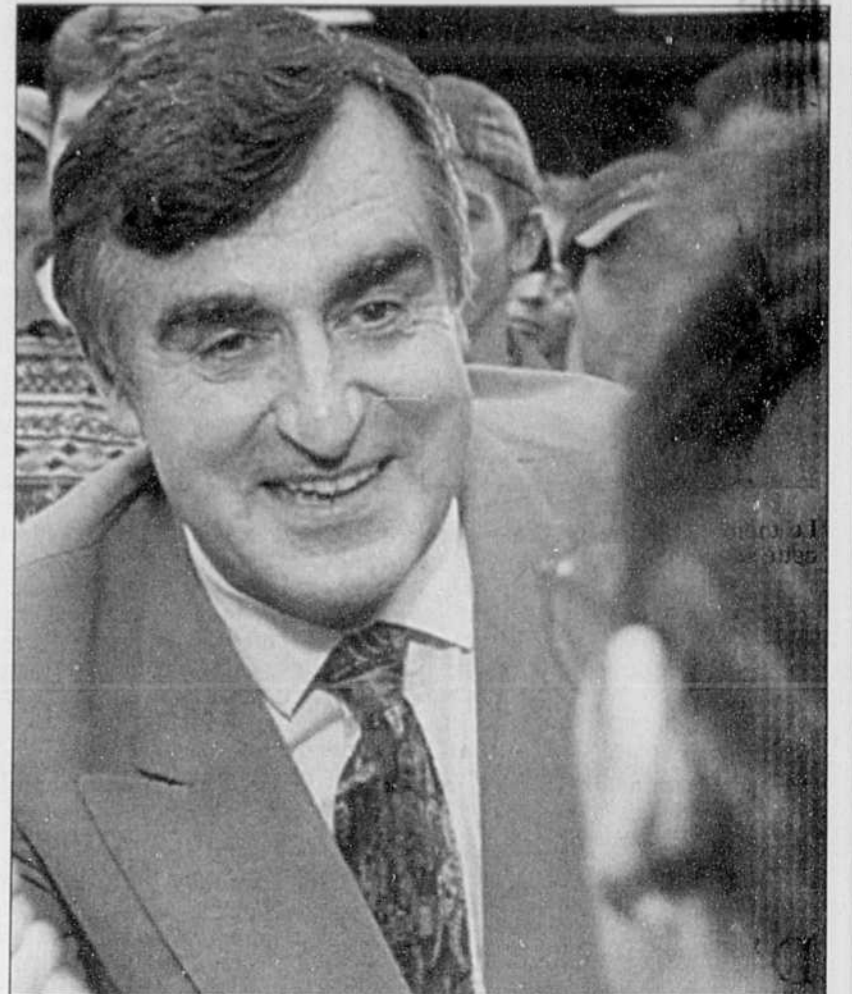
«Ces gens ont été avisés [de la loi québécoise], et ils ont passé outre», a dit hier M. Bouchard, commentant la participation à ce rallye.

La loi québécoise interdit à quiconque de consentir des tarifs préférentiels pour favoriser une des deux options référendaires.

Le camp du OUI a même émis hier une hypothèse chiffrant à plus de quatre millions les coûts représentés par les subventions, les rabais, les congés et le transport gratuit offerts par différentes compagnies et organismes aux Canadiens qui ont participé à ce rallye.

«Ça pourrait être plus, ça pourrait être moins. Mais je pense que M. Johnson a un problème. Ils [forces du NON] ont un très, très gros problème. Il va devoir comptabiliser ces dépenses», a déploré Lucien Bouchard. Le comité du OUI ne songe pas pour autant à contester la légalité du vote de lundi, a-t-il ajouté.

Malgré la bonne foi évidente de plusieurs des participants, le chef bloquiste affirme que pareille démonstration à trois jours du vote laisse perplexes. Ce «geste désespéré», cet élan d'amour «conjuncturel», n'influencera pas le vote des Québécois, ajoute-t-il. En fait, M. Bouchard croit même que cela pourra jouer contre les forces du NON.



Lucien Bouchard, que l'on voit ici en campagne à Saint-Hubert il y a deux jours, estime que le rassemblement fédéraliste d'hier pourrait jouer contre le camp du NON.

«Les Québécois pourraient négativement réagir au fait que des gens, qui n'ont pas le droit de vote ici, tentent de les influencer», croit-il. La plupart des gens ont déjà pris leur décision, et les Québécois savent que si les sondages n'étaient pas aussi serrés, ces gens ne seraient pas à Montréal aujourd'hui.»

D'autre part, si Lucien Bouchard ne veut pas commenter son avenir

politique en cas d'une victoire du NON, il affirme que les Québécois ne pourront pas compter sur la présence du Bloc québécois à la chambre des Communes à Ottawa s'ils rejettent le projet souverainiste du gouvernement Parizeau. «Le Bloc québécois aussi aura une décision à prendre. La décision n'est pas prise, mais il n'y a pas de garantie», a tranché M. Bouchard.

UNE OFFRE À NE PAS MANQUER PRODUITS EXCLUSIFS

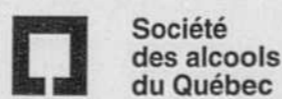
La Sélection VINICOLE



La SAQ est heureuse de vous offrir pour un temps limité quatre assortiments de 12 bouteilles provenant d'excellentes régions vinicoles.

Profitez de nos prix très spéciaux et obtenez plus de 20 % DE RABAIS

Du mardi 31 octobre au vendredi 3 novembre 1995, de 9 h 00 à 21 h 00 et le samedi 4 novembre 1995, de 9 h 00 à 17 h 00



Société des alcools du Québec

Pour commander, composez sans frais 1-800-317-9-317

Nous vous prions de noter que ce numéro de téléphone sera opérationnel uniquement durant les jours de la vente. Nous prenons les commandes jusqu'à épuisement des stocks. Nous vous prions de noter que la livraison est limitée à 42 succursales du réseau de la SAQ.

La Sélection

Provenant de vignobles très réputés, cette sélection de grande qualité comprend un assortiment de 12 bouteilles différentes.

- 1-Château du Bourg 1993, Lalande de Pomerol 19,45 \$
- 1-Mercurey 1993, Domaine de la Croix Jacqueslet, J. Faiveley 22,95 \$
- 1-Médoc 1994, Prats Frères 19,95 \$
- 1-Meursault 1993, Henri de Villamont 26,50 \$
- 1-Château des Laurets 1994, Puisseguin Saint-Émilion 14,95 \$
- 1-Cabernet-Sauvignon 1993, Sterling Vineyard 19,95 \$
- 1-Chardonnay 1993 Coastal, Robert Mondavi 19,95 \$
- 1-Chianti 1993 Pèpoli, Antinori 17,95 \$
- 1-Gigondas 1991, E. Guigal 22,95 \$
- 1-Rosso di Montalcino 1993, Caparzo 16,50 \$
- 1-La Dame de Montrose 1993, St-Estèphe 28,95 \$
- 1-Pomino Rosso 1991, Marchesi de' Frescobaldi 19,95 \$

La Prestigieuse

Quatre vins composent cet assortiment de 12 bouteilles provenant de prestigieuses vignobles français.

- 3-Mercurey 1993, Domaine de la Croix Jacqueslet, J. Faiveley 22,95 \$
- 3-Meursault 1993, Henri de Villamont 26,50 \$
- 3-Gigondas 1991, E. Guigal 22,95 \$
- 3-La Dame de Montrose 1993, St-Estèphe 28,95 \$

La Française

Un assortiment de 12 bouteilles comprenant sept différents produits provenant des meilleurs vignobles de France.

- 3-Château des Laurets 1994, Puisseguin Saint-Émilion 14,95 \$
- 2-Château du Bourg 1993, Lalande de Pomerol 19,45 \$
- 2-Médoc 1994, Prats Frères 19,95 \$
- 2-Gigondas 1991, E. Guigal 22,95 \$
- 1-Mercurey 1993, Domaine de la Croix Jacqueslet, J. Faiveley 22,95 \$
- 1-Meursault 1993, Henri de Villamont 26,50 \$
- 1-La Dame de Montrose 1993, St-Estèphe 28,95 \$

La Découverte

Découvrez des vins de grande qualité provenant de France, d'Italie et des États-Unis; assortiment de 12 bouteilles.

- 2-Château des Laurets 1994, Puisseguin Saint-Émilion 14,95 \$
- 2-Cabernet-Sauvignon 1993, Sterling Vineyard 19,95 \$
- 2-Chardonnay 1993 Coastal, Robert Mondavi 19,95 \$
- 2-Rosso di Montalcino 1993, Caparzo 16,50 \$
- 2-Pomino Rosso 1991, Marchesi de' Frescobaldi 19,95 \$
- 1-Château du Bourg 1993, Lalande de Pomerol 19,45 \$
- 1-Médoc 1994, Prats Frères 19,95 \$

LIVRAISON LIMITÉE AUX SUCCURSALES SUIVANTES DE LA SAQ

- BAIE COMEAU Centre commercial Lafèche
- BELOEIL Mail Montenach
- BROSSARD Mail Champlain
- CHICOUTIMI 68, rue Racine Est
- DRUMMONDVILLE 188, Saint-Marcel
- GRANBY Galeries Granby
- HULL Maison des vins, Place du Centre
- JOLIETTE Place Bourget
- LA MALBAIE Place Charlevoix
- LASALLE Place Newman
- LAVAL Centre Laval, Centre commercial Pont-Viau
- LONGUEUIL 2403, chemin Chambly
- MONTREAL Maison des vins, 505, av. Président Kennedy, 900, rue Beaubien Est, 5632, boul. Henri-Bourassa Est, Galeries Normandie, Place Versailles, C.D.S. - Ventes, pour détenteurs de permis, Parc du Canal, pour détenteurs de permis
- OUTREMONT 390, av. Laurier Ouest
- POINTE-CLAIRE Centre commercial Fairview
- QUÉBEC Maison des vins, Place Royale, Einstein, pour détenteurs de permis
- REPERTIGNY Place Repertigny
- RIMOUSKI 333, boul. René Lepage Est
- RIVIÈRE-DU-LOUP Centre commercial Riv.-du-Loup
- ROUYN-NORANDA 10, rue du Terminus Ouest
- SAINT-BRUNO Promenades St-Bruno
- SAINT-GEORGES Place Centre-Ville
- SAINT-JEAN Centre commercial du Séminaire
- SAINT-SAUVEUR Galeries des Monts
- SAINTE-ADÈLE 914, boul. Sainte-Adèle
- SAINTE-FOY Centre commercial Navies
- SEPT-ÎLES 660, boul. Laure
- SHERBROOKE Place des Congrès
- TRACY 1122, rue Marie-Victoria
- TROIS-RIVIÈRES Maison des vins, 802, rue des Ursulines
- VAL D'OR 1200, 8^e Rue
- VALLEYFIELD Carrefour Mgr-Langlois
- VICTORIAVILLE Carrefour des Bois-Francis
- VILLE MONT-ROYAL Centre commercial Rockland



RÉFÉRENDUM



De l'assurance à l'inquiétude

Les Chrétien, Bourassa et Ryan auront permis de donner un peu d'oxygène à la campagne de Daniel Johnson

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'histoire est parfois redondante. Comme pour le référendum de 1980, le camp du NON, cuvée 1995, a dépoussiéré son arsenal de personnalités fédéralistes à quelques jours du scrutin.

Mais voilà, les Jean Chrétien, Robert Bourassa et autres Claude Ryan n'ont pas le panache d'un Pierre Elliott Trudeau. Toutefois, cette ultime tentative pour infléchir le vote de lundi aura permis de donner un peu d'oxygène à la campagne du chef des forces du NON Daniel Johnson, qui était essoufflé.

Commencée avec l'assurance tranquille que lui conféraient les différents sondages d'opinion, la campagne du camp fédéraliste a dû encaisser puis s'adapter aux secousses causées par l'effervescence des souverainistes à la suite de l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête de l'équipe adverse. L'écart de dix points s'est mis à s'effriter, entraînant avec lui la quiétude des premiers jours.

La caravane du NON avait pourtant sonné la charge en se lançant dans la bataille une semaine avant le camp du OUI. En outre, le Québec entier a rapidement été placardé aux couleurs de l'option fédéraliste pendant que le OUI attendait le décret du conseil des ministres (1^{er} octobre) pour amorcer son offensive.

Conséquences économiques

La première semaine de la campagne officielle a été marquée par le plongeon en politique des milieux d'affaires. Le président de Bombardier, Laurent Beaudoin ainsi que Paul Desmarais de Power Corporation, l'un avec une menace à peine voilée d'un déménagement de son entreprise si le projet souverainiste sortait gagnant — il a fait par la suite volte-face — et l'autre, avec un appel à la mobilisation des défenseurs du Canada, sont venus apporter de l'eau au moulin de Daniel Johnson.

Ce dernier, a fait des conséquences économiques néfastes d'un Québec souverain, son principal cheval de bataille. Porté par cette vague d'enthousiasme — dans les rassemblements partisans, Laurent Beaudoin que l'on voit témoigner de son attachement pour le Canada dans un vidéo promotionnel du camp du NON, provoquait à chaque fois l'emballement de la foule —, Daniel Johnson a planté le premier jalon de son argumentaire économique.

Détarrant le budget de l'an un, que Jacques Parizeau avait préparé en 1972, et le mettant à jour, Daniel Johnson a ainsi prédit un déficit minimum de 15,6 milliards de dollars dans un Québec séparé. Pendant les jours suivants, M. Johnson martèlera sur toutes les tribunes (essentiellement des chambres de commerce et

des rassemblements partisans) qu'avec un déficit d'une telle ampleur, le gouvernement du nouvel État n'aura d'autre choix que de compresser ses dépenses et donc les services publics ou d'augmenter les impôts ce qui équivaldrait à une facture additionnelle de 3000 \$ par travailleur par année.

Dès lors, le chef du NON se fera accuser de mener une campagne de peur. D'ailleurs, quatre autres documents sur les coûts de la séparation seront déposés par la suite, dont celui établissant à 92 300 le nombre moyen de pertes d'emplois après une victoire du OUI. «Le seul emploi qui sera garanti est celui de séparateur en chef occupé par Lucien Bouchard», claironnera M. Johnson en dénonçant la nomination du chef du Bloc québécois à titre de négociateur en chef.

Mais le véritable souffre-douleur de M. Johnson aura été le ministre délégué à la restructuration Richard Le Hir, «l'homme invisible» qui aura suscité toutes les moqueries. D'autant que le camp fédéraliste se sera nourri amplement des études Le Hir que Lucien Bouchard reniera au cours des semaines suivantes, pour élaborer son propre diagnostic d'un Québec souverain.

L'effet Bouchard

Si les stratégies de M. Johnson avaient délimité le terrain sur lequel devait se jouer la partie de bras de fer, soit l'économie, ils n'avaient pas prévu l'arrivée de Lucien Bouchard à l'avant-scène du camp adverse. La deuxième semaine a donc mis en lumière la différence évidente de style entre Daniel Johnson, homme grave et rationnel et M. Bouchard, un passionné qui n'hésite pas à pointer un doigt vengeur vers Ottawa et à utiliser un ton complètement exalté pour convaincre. Lucien, comme l'appellent familièrement les foules, soulève l'enthousiasme. Le vent tourne et le camp du NON tentera de s'ajuster.

Mais voilà, M. Johnson n'est vraiment à l'aise qu'avec les chiffres. Pour tenter de ramener le débat là où il se sent solide et sûr de lui, le chef fédéraliste a presque ignoré, du moins au début, la venue de M. Bouchard, se contentant de faire de l'ironie. En fait, il a cherché à ce que les projecteurs soient braqués uniquement sur le chef officiel des souverainistes, Jacques Parizeau, nettement moins populaire que M. Bouchard.

Il avait d'ailleurs commencé la campagne en attaquant de front Jacques Parizeau. M. Johnson l'a accusé de mentir à la population. «Comment, à partir d'un poste de premier ministre, peut-on trafiquer la vérité, dire n'importe quoi, inventer des documents et des discours pour l'absence d'arguments», avait lancé M. Johnson.

Mais les invectives se sont faites



Le premier ministre du Canada Jean Chrétien et le chef conservateur Jean Charest sont venus à plusieurs reprises prêter main forte au chef du camp du NON, Daniel Johnson.

PHOTO JACQUES GRENIER

Le camp fédéraliste a dû s'adapter à l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du camp adverse

plus nombreuses au cours de la deuxième semaine. Vraisemblablement, Daniel Johnson n'appréciait guère que la campagne se retrouve sur une voie d'évitement peut-être glissante pour lui: il a fait l'objet d'accusation quant à un supposé complot des milieux d'affaires auquel s'est ajoutée une note de service du conseil privé canadien sur la vision constitutionnelle d'une «affirmation tranquille» du PLQ.

Chose certaine, le camp du NON tente de minimiser l'effet mobilisateur de Lucien Bouchard. Le chef du Parti conservateur Jean Charest se fera plus présent, sa fougue étant mise à contribution pour contrer l'effet Bouchard. M. Johnson, qui avait joué de prudence depuis le début, s'enflamme et laissera davantage libre cours au bagarreur en lui.

Controverse féminine

D'ailleurs, la troisième semaine s'est amorcée avec un nouvel élément fourni par Lucien Bouchard

lui-même, qui s'est inquiété du faible taux de natalité dans la société québécoise de «race blanche». Il n'en fallait pas davantage pour que le NON exploite au maximum ce dérapage de la nouvelle coqueluche souverainiste.

Mais après trois jours de tempête, le camp du NON se ravise et freine la bagarre sur l'épineuse question des femmes. La popularité de Lucien Bouchard est trop forte et le danger que le NON perde des points en s'y attaquant devient possible.

Du coup, Daniel Johnson sent le besoin de recentrer le débat référendaire sur l'enjeu de la séparation. Il revient à ses arguments de base: le caractère irrévocable du vote du 30 octobre, l'aspect irréalisable du partenariat qui est assorti au projet souverainiste et les conséquences économiques irresponsables d'un Québec souverain.

Entre-temps, M. Johnson et son entourage ont talonné le camp du

OUI pour qu'il y ait un débat télévisé des chefs. «Le piège du dogme de la séparation, c'est la chaise vide», a tonné en vain le chef des forces du NON. Les souverainistes ont louvoyé, les fédéralistes ont ergoté. Et le débat sur le débat tombe à l'eau.

Inquiétude

La quatrième semaine s'enclenche avec un cafoillage de Daniel Johnson inespéré pour le camp du OUI. Il lance un appel à l'aide à Ottawa quant à la reconnaissance du Québec comme société distincte. Jean Chrétien rejette la demande du revers de la main, puis signe dès le lendemain un communiqué conjoint avec M. Johnson pour rectifier le tir.

L'inquiétude devient palpable au sein du camp fédéraliste. Les sondages démontrent clairement la remontée des intentions de vote favorables au projet souverainiste. Le premier ministre canadien Jean

Chrétien, qui était demeuré discret au cours de la campagne, arrive en force au Québec.

Une grande assemblée (environ 12 000 partisans) est tenue mardi dernier à Verdun où Jean Chrétien ouvre la porte à d'éventuels changements constitutionnels, sans toutefois préciser, changements qui ne se feraient pas sans le consentement des Québécois. Le lendemain, le premier ministre invoque l'urgence pour s'adresser à la nation sur l'ensemble des réseaux de télévision générale.

Dans cette foulée, les Canadiens hors Québec étaient invités hier à démontrer leur attachement aux Québécois et leur conviction de l'importance d'un Canada uni.

La campagne référendaire dans le camp du NON se clôture sur une note d'incertitude, celle d'une lutte serrée que même un certain enthousiasme suscité par les rassemblements des derniers jours n'a pas réussi à stopper.

SALOMON



La botte de montagne réinventée
Optez pour la différence!



Boutique Courir

Depuis 1980

Pour la détente et la performance

Montréal 4452, rue St-Denis, 499-9600
Laval 2524, Daniel-Johnson (Face au Carrefour Laval) 978-9822
Longueuil 1745, Chemin Chambly (Angle boul. Curé-Poirier) 674-4436

Les Radio-Concerts
du Centre Pierre-Péladeau

Hommage à Gabriel Fauré
20 novembre 1995, 20 h
Sylviane Deferne, piano
et
L'Ensemble Proteus
L'excellente pianiste
Sylviane Deferne se joint à
l'Ensemble Proteus, formation de
musique de chambre dont le haut
calibre est reconnu à l'unanimité.
Fauré /
Sonate pour violon et piano, op. 13, n° 1;
Barcarolle pour piano, n° 1;
Barcarolle pour piano, n° 5;
Étude, pour violoncelle et piano, op. 24;
Papillon, pour violoncelle et piano, op. 77;
Quatuor pour piano et cordes, n° 1

Présenté par
SRC
Radio
Réseau FM Stereo

Une collaboration de
Desjardins **LE DEVOIR**

Salle Pierre-Mercure
Centre Pierre-Péladeau
300, boul. de Maisonneuve Est
Métro Berri-UQAM
Billets: 987-6919
Réseau Admission: 730-1245

Government du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Les Radio-Concerts
du Centre Pierre-Péladeau

Le 20 novembre 1995

SYLVIANE DEFERNE

ENSEMBLE PROTEUS

Le 18 décembre 1995

NATALIE CHOQUETTE

Le 29 janvier 1996

ANDRÉ LAPLANTE

QUATUOR ALCAN

Le 18 mars 1996

DANG-THAI SON

Le 13 mai 1996

CHARLES DUTOIT

CHANTAL JUILLET

Desjardins

LE DEVOIR

SRC

Réseau FM Stereo

Les meilleurs interprètes, une prise de son hors-pair, des œuvres marquantes: voilà l'essence des Radio-concerts diffusés par Radio-Canada... Et cette année, le Centre Pierre-Péladeau est fier d'y être associé.

Soyez aux premières loges de ces célèbres rendez-vous et venez entendre ces artistes dans l'une des salles les plus remarquables de Montréal. Son acoustique exceptionnelle vous permettra d'apprécier chaque note, chaque phrasé et de savourer toute la subtilité de leur art.

Abonnements disponibles.

Salle Pierre-Mercure

Centre Pierre-Péladeau

300, boul. de Maisonneuve Est

Métro Berri-UQAM

Informations: 987-6919



RÉFÉRENDUM



Le combat de toute une vie

Parizeau et Bouchard ont mis tout leur cœur et toute leur énergie dans cette campagne

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

C'est le combat de leur vie. Et tant Lucien Bouchard que Jacques Parizeau ont mis tout leur cœur et toute leur énergie dans cette campagne, avec des journées folles qui, pour les journalistes qui suivaient leur caravane, commençaient souvent tôt le matin pour se terminer à 22h, 23h, minuit.

Pourtant, on a pu craindre dès le début que la machine du OUI allait s'écraser. Alors que le NON avait pris une semaine d'avance, la campagne du OUI s'amorçait le lundi 2 octobre en grinçant aux entournures.

Lucien Bouchard était retenu à la Chambre des communes, Jacques Parizeau se lançait seul, le temps de réaction de l'équipe du OUI sur le terrain manquait de vivacité, la génératrice de l'autobus qui abritait les caméras de télévision n'a cessé de tomber en panne plusieurs jours d'affilée et, le troisième jour de la campagne, toute la place a été laissée à Mario Dumont, qui était loin d'attirer les foules (c'est d'ailleurs ce jour-là que M. Dumont a critiqué la mentalité de «losers» de certains souverainistes).

Quatre jours après le début de la campagne, Jacques Parizeau a tenté de corriger le tir par un discours d'une grande virulence, prononcé à Matane, pour répliquer aux gens d'affaires qui ne cessaient de prédire l'apocalypse («ces milliardaires qui nous crachent dessus après avoir profité de notre argent»).

Mais le véritable grand coup est venu le week-end suivant lorsque Jacques Parizeau, dans le premier véritable rassemblement du OUI, à l'Université de Montréal, a nommé Lucien Bouchard négociateur en chef pour un Québec souverain.

Discours enlevés

Puis est arrivé le sauveur, le messie. De l'effet Bouchard, tout semble maintenant avoir été dit. Mais on a sûrement moins mentionné que Jacques Parizeau a su lui aussi prononcer des discours enlevés, et que Lucien Bouchard n'a pas toujours été transcendant lors de ses apparitions publiques.

La différence, toutefois, est venue d'une incontestable ferveur qui accompagnait les apparitions du chef du Bloc québécois en un mélange de familiarité et d'adoration: «On t'aime Lucien», «Vas-y Lucien, t'es capable», «Y est donc beau Lucien», et puis ces bonnes dames qui demandaient cette semaine à des agents de sécurité de «bien prendre soin de lui!».

Le succès de Lucien Bouchard a aussi tenu à son type de discours, qui alternait entre l'humour, le sarcasme et le lyrisme dramatique. Dans une même allocution, M. Bouchard pouvait imiter une conversation téléphonique entre Daniel Johnson et Jean Chrétien (et sa performance aurait pu remporter beaucoup de succès au Festival Juste pour rire), pour ensuite se lancer dans de stupéfiantes envolées oratoires où le fédéral «patauge dans ce que nous avons de plus secret», où le Québec se fait «enfoncer de force une Constitution dans la gorge», où le René Lévesque de 1982 est un homme «prostré, abandonné par les siens», où il faut «conjurer les spectres de la peur», entre autres en évoquant la mémoire des «60 000 paysans sans instruction oubliés après la Conquête sur des terres de roche recouvertes de neige». Dans un tel contexte, on comprend mieux que la souveraineté allait enfin per-

mettre de «voir la lumière». On a beaucoup dit que Jacques Parizeau présentait des discours moins émotifs, à saveur économique, alors que Lucien Bouchard s'adressait aux tripes. Jugement lapidaire et incomplet, la réalité étant plus complexe.

Il est exact que Jacques Parizeau a souvent décrit la souveraineté en termes économiques, rappelant les coûts des chevauchements entre les deux gouvernements, détaillant le niveau des sommes qui seraient rapatriées d'Ottawa advenant un OUI, fustigeant le niveau des dépenses fédérales dans différents domaines en proportion de la population québécoise.

Mais le premier ministre a également répété dans ses discours de multiples appels à la fierté, à la confiance en soi, ne cessant de scandaler, tel un mantra, «nous sommes un peuple, nous sommes un peuple», ne cessant de dire qu'il faut «vaincre la peur», que «nous sommes grands», en une sorte de thérapie collective visant à renforcer la confiance et l'identité.

Dès la première journée, il a lancé une idée centrale, constamment répétée: nous devons être un pays «normal», la souveraineté étant vue comme l'accession à une «normalité» qui nous serait actuellement niée.

Une des grandes particularités de cette campagne, c'est qu'elle a été dirigée par plusieurs chefs. La caravane du «camp du changement» était composée d'un autobus de tête suivi de deux autobus remplis de journalistes. Dans l'autobus principal prenait place l'entourage du «chef du jour» accompagné de ministres, députés et partenaires (par exemple, Lorraine Pagé de la CEQ ou Jacques Proulx de l'organisme Solidarité rurale).

Donc, avec environ 50 journalistes qui suivaient la caravane, le camp du OUI mettait un chef ou l'autre en valeur selon la journée (à compter de la deuxième semaine, c'est Lucien Bouchard qui a pris place la majorité du temps dans la caravane, alors que cette semaine les deux chefs se sont partagé la tâche à peu près à égalité).

Les différents médias ont commencé à envoyer une équipe pour suivre le chef qui ne prenait pas place dans la caravane ce jour-là mais qui avait quand même des activités publiques. Cette situation est devenue un problème pour le camp du NON, concentré autour de Daniel Johnson, qui faisait face tous les jours à une couverture médiatique adverse axée sur deux chefs. On comprend mieux pourquoi, depuis dix jours, il a multiplié les sorties parallèles à celles de Jean Charest, puis de Jean Chrétien.

Un déploiement en étoile

Évidemment, les médias ont beaucoup parlé des déclarations des deux principaux chefs (Mario Dumont, lui, prenait la tête de la caravane une fois par semaine), mais sur le terrain l'organisation était beaucoup plus subtile.

Ainsi, à chaque déplacement de la caravane en régions, ministres, députés et partenaires se déployaient en étoile autour du chef, participant à des rencontres avec différents groupes dans la même ville ou les villages voisins, loin des caméras.

On verra lundi soir si cette stratégie a porté fruits, d'autant plus que depuis dix jours le camp du OUI a lancé l'«opération Convaincre» en demandant à chaque militant sur le



Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Mario Dumont lors de la signature de l'entente tripartite, le 12 juin.

PHOTO ARCHIVES

terrain d'aller convaincre chacun un indécis.

Depuis une semaine, les deux chefs n'ont apporté aucun élément nouveau dans leurs discours (à l'exception d'un audacieux appel à la solidarité entre tous les Québécois, lancé mardi à Québec par M. Parizeau). La stratégie actuelle semble claire: après avoir tenu de grands rassemblements enthousiastes, à Québec dimanche dernier et à Verdun mercredi, on lève une armée de boucliers devant les réactions canadiennes-anglaises des trois derniers jours et contre Jean Chrétien, et on continue l'appel aux indécis sur le terrain.

Emporté par sa fougue, Lucien Bouchard a toutefois donné des sursauts froids à son équipe. Ses opposants ont fait grand cas de ses commentaires sur la «race blanche», de son appel au vote des femmes, de la souveraineté vue comme une «bague magique».

Mais le ressac ne semble pas s'être produit, comme si la plupart des gens n'y voyaient que des envolées oratoires lancées dans le feu de l'action plutôt que le résultat d'une conviction profonde.

Un incident survenu à Rimouski il y a dix jours aurait pu avoir des conséquences plus graves, lorsque M. Bouchard a laissé entendre en après-midi que la souveraineté allait être un «puissant levier» qui permettrait ensuite d'aller chercher le partenariat.

Cette histoire a donné lieu à une véritable commotion dans l'autobus

des journalistes, qui ont commencé à réaliser, en réécoulant dix fois d'affilée l'enregistrement des propos, que le chef du Bloc contredisait potentiellement l'entente du 12 juin dernier, qui prévoit de présenter d'abord une offre au Canada anglais avant de proclamer la souveraineté.

Mis au courant des réflexions des journalistes, l'entourage du chef bloquiste s'est lancé dans une spectaculaire opération de «contrôle des dommages», tentant de convaincre certains journalistes qu'ils avaient mal compris. En soirée, Lucien Bouchard a prononcé un discours consacré presque totalement à l'entente du 12 juin, davantage en accord avec la stratégie des derniers mois. Une attachée de presse s'est précipitée dans l'autobus des journalistes pour distribuer la cassette du discours, au cas où certains l'auraient manqué...

Aujourd'hui, à 48 heures du vote historique, alors que la souveraineté n'a jamais été aussi près, les deux principaux chefs ont plusieurs fois laissé l'impression que, dans leur cas, cette campagne référendaire leur sera fatidique. Jacques Parizeau n'a-t-il pas conseillé, à une jeune femme qui l'interrogeait, de «prendre toute la place, de changer les choses», parce que «moi, ça se termine de mon côté, j'ouvre la porte»?

Et Lucien Bouchard n'a-t-il pas déclaré, il y a quelques jours à peine, qu'il ne voulait pas de «victoire morale», de ce genre de victoire à 46, 47 % qui vous met un peu de baume sur le cœur sans rien régler?

Augustin-Frigon

28^e
conférence

L'École Polytechnique de Montréal vous invite à assister à la conférence intitulée

À l'occasion du 25^e anniversaire de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ)

L'Europe des universités et l'avenir de la langue française

CONFÉRENCIER
Bernard Picinbono

Directeur de l'École Supérieure d'Électricité de France

Le mercredi 1^{er} novembre 1995
11 h 30 amphithéâtre Bell (6^e étage)
École Polytechnique de Montréal

ADMISSION GRATUITE

RENSEIGNEMENTS
(514) 340-4160

ÉCOLE POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
sans frontières

La Fondation de Polytechnique et l'Institut de recherche d'Hydro-Québec commanditent cette conférence

Vu les difficultés de stationnement à Polytechnique, il est conseillé d'utiliser les taxis ou les transports en commun, métro - station Université de Montréal.

Ogilvy & Mather



Montre Bvlgari-Bvlgari en or 18 Carats montée sur bracelet Tubogas, disponible également avec bracelet en acier. Fabriquée en Suisse.

BVLGARI

Les montres Bvlgari sont en vente en exclusivité à Montréal chez

JOAILLIER
LOU GOLDBERG

1215 Ave. Greene • Montréal, Québec H3Z 2A4 • (514) 935-4612

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

LA COMPÉTENCE
RECONNUE

Université de Montréal



ADMISSION AUX CERTIFICATS OFFERTS LE SOIR

RENSEIGNEMENTS
Faculté de l'éducation permanente
3744, rue Jean-Brillant, 3^e étage
Montréal : (514) 343-6090
Extérieur : 1 800 363-8876

HIVER 1996
LE 1^{ER} NOVEMBRE
Service d'accueil et de renseignements ouvert du lundi au jeudi, de 9 h à 19 h le vendredi, de 9 h à 17 h.

FESTIVAL DU CUIR

DU 17 AU 23 OCTOBRE

Prix régulier 6745\$
Prix spécial Festival Canapé 3 places
4995\$

VACHETTE PLEINE FLEUR
(Épaisseur 2,2 mm)
FINITION SATINÉE
PIQURES SELLIER



Montréal
1425, boul. René Lévesque Ouest
Angle Bishop
H3C 1T7
Tél.: (514) 871-9144

Seul à Montréal: plus de 100 modèles cuir en exposition

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

ACCORD RUSSO-AMÉRICAIN
SUR LA BOSNIE

Fort Riley (AFP) — Américains et Russes sont parvenus à un accord partiel sur la participation des Russes à la future force de paix en Bosnie, ont annoncé hier les responsables de la Défense américain William Perry et russe Pavel Gratchev. Les Russes ont cependant persisté à refuser toute mise sous commandement de l'OTAN de leurs troupes. Ils ont simplement convenu de participer à hauteur de plusieurs milliers d'hommes pour chacun des deux pays à une force chargée de la logistique et qui interviendrait entre un mois et 45 jours après le début de l'opération de maintien de la paix elle-même, ont précisé les deux responsables.

MURUROA: UN TROISIÈME ESSAI

Paris (Reuter) — La France a effectué hier un troisième essai nucléaire, a annoncé le ministère de la Défense. L'essai a eu lieu à 23h00, heure de Paris, sur l'atoll de Mururoa. L'énergie dégagée a été inférieure à 60 kilotonnes, précise un communiqué du ministère. Il était destiné à garantir dans l'avenir la sûreté et la fiabilité des armes nucléaires de la France, ajoute le communiqué.

YAÑEZ LIBÉRÉ

Mexico (service espagnol de l'AFP) — Le commandant German (Fernando Yañez) a été libéré hier matin, le juge saisi de son dossier ayant accepté le retrait des chefs d'accusation qui pesaient contre ce leader zapatiste. Yañez était détenu depuis samedi dernier et l'on craignait que ce fait ne compromette le dialogue entre le pouvoir et le mouvement rebelle. La version officielle veut que Yañez (qui nie être membre de l'armée zapatiste) ait été arrêté alors qu'il était en possession d'une arme réservée à l'armée mexicaine et d'un gramme de cocaïne.

FUSILLADE À FORT BRAGG

Washington (Reuter) — Un tireur embusqué a ouvert hier le feu sur une base de l'aviation américaine à Fort Bragg, en Caroline du Nord, faisant un mort et 14 blessés, a annoncé un responsable de la base à CNN. Un soldat, soupçonné d'avoir ouvert le feu, a été arrêté. L'incident s'est produit en début de matinée, au moment où les soldats de la 82^e division aéroportée, célèbre pour avoir sauté près des côtes normandes dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, effectuaient leur gymnastique quotidienne.

Après une nouvelle crise cardiaque

L'avenir d'Eltsine compromis?

Deux noms circulent pour lui succéder: Viktor Tchernomyrdine et Youri Skokov

Le président russe Boris Eltsine restera sous contrôle médical strict pendant tout le mois de novembre, a déclaré hier le porte-parole présidentiel Sergueï Medvedev, cité par Interfax. Le chef du service de presse du Kremlin, Igor Ignatiev, a toutefois déclaré à l'AFP que «cela ne signifiait pas que le président devrait rester hospitalisé toute cette période». M. Medvedev a ajouté, selon l'agence, que l'alimentation du cœur en sang, conséquence de l'ischémie du myocarde, restait instable.

Moscou (Reuter) — Quelle que soit l'issue des derniers déboires de santé du chef de l'Etat russe, l'avenir politique de Boris Eltsine semble cette fois fortement compromis.

Agé de 64 ans, le dirigeant russe a été admis d'urgence jeudi à l'hôpital central de Moscou. Il souffre apparemment de la même myocardopathie ischémique qui, au mois de juillet, l'avait déjà contraint à garder le lit plusieurs jours.

Le président reste vague: se représentera-t-il ou ne se représentera-t-il pas?

prolongée du président.

Comme au mois de juillet, laisse-t-on entendre au Kremlin, Boris Eltsine pourrait continuer à assumer ses fonctions de son lit d'hôpital.

L'ensemble de la classe politique russe, toutes tendances confondues, cherche pour l'heure à dramatiser la situation et assure qu'il n'y a pas lieu

d'envisager le pire.

Le premier ministre Victor Tchernomyrdine estimait vendredi que les ennuis de santé du président n'auraient pas de répercussions sur le calendrier électoral.

Une cinquième alerte cardiaque

Lui-même candidat aux élections législatives du 17 décembre, Victor Tchernomyrdine ne serait plus en mesure de se présenter à la députation s'il devait assumer l'intérim du pouvoir. Dans ce cas seulement, un report du scrutin législatif serait envisageable.

Mais c'est surtout sur les élections présidentielles — officiellement prévues pour le mois de juin 1996 — que la maladie de Bo-

ris Eltsine pourrait avoir le plus de conséquences désagréables.

Le chef du Kremlin n'a toujours pas fait savoir s'il souhaitait briguer un second mandat, mais l'alerte de jeudi — la cinquième en dix ans, pourrait finalement le décider à passer le relais.

À la recherche d'un dauphin

À la veille de son départ pour Paris et New York, la semaine dernière, Boris Eltsine a, pour la première fois, laissé clairement entendre qu'il pourrait ne pas se représenter à la magistrature suprême.

«Si cela devait arriver, je ne voudrais surtout pas que l'on associe cette décision à une (éventuelle) victoire des communistes aux législatives», a-t-il déclaré.

Ces propos peuvent être interprétés de deux façons: soit Boris Eltsine envisage sérieusement de jeter l'éponge et de quitter la scène politique, soit il estime encore possible — à l'instar de ses homologues centra-asiatiques — d'obtenir par voie référendaire une prolongation de son mandat.

Toujours à l'étude dans l'entourage présidentiel, cette dernière

hypothèse semble aujourd'hui fortement compromise au vu des récents ennuis de santé du chef de l'Etat.

Parmi les candidats possibles à la succession se détachent l'actuel premier ministre Victor Tchernomyrdine et l'un des trois dirigeants du Congrès des communistes russes (KRO), l'ambitieux Youri Skokov.

Ancien secrétaire du Conseil de sécurité, ce dernier semble aujourd'hui le mieux placé pour bénéficier des faveurs du président si celui-ci décidait de se choisir un dauphin.

Le lobby des «barons rouges»

Soutenu par la plupart des «barons rouges» — les directeurs de l'ancien complexe militaro-industriel dont il est lui-même issu —, Youri Skokov l'est également par les milieux de l'opposition et par de nombreux gouverneurs régionaux, y compris par ceux qui sont candidats sur les listes du premier ministre.

Se définissant lui-même comme un «pragmatique», le premier ministre Tchernomyrdine se défend, lui, de briguer la présidence russe.

Pour Boris Eltsine, qui veut «remettre de l'ordre» en Russie, l'hypothèse de voir Victor Tchernomyrdine lui succéder au Kremlin n'est peut-être pas ce qu'il souhaite le plus. Et ce, d'autant plus que l'actuel chef du gouvernement ne fait guère l'unanimité parmi la classe politique.

Le président a déjà fait savoir la semaine dernière qu'il n'excluait pas que Youri Skokov — un homme qu'il «respecte» — devienne un jour premier ministre, sous-entendant peut-être que lui-même resterait à la tête du pays.

S'il décidait finalement de passer la main, le dirigeant du KRO pourrait faire un dauphin tout aussi acceptable à ses yeux.



Président de la Russie... pour encore combien de temps ?

PHOTO REUTERS

Après moins de six mois au pouvoir

Chirac: le virage de l'austérité

La lutte au déficit prend le pas sur les promesses électorales

Paris (AFP) — Moins de six mois seulement après son élection, le président Jacques Chirac a rompu avec son programme de candidat en fixant pour deux ans à des Français désabusés le cap d'une rigueur qu'espéraient les marchés financiers.

«Le président entere le candidat», résume à la une, mardi, le quotidien populaire *Infomat*, alors que la classe politique souligne, unanimement, que le chef de l'Etat a effectué jeudi soir un grand virage lors d'un entretien télévisé.

Elu sur le thème de la lutte contre la «fracture sociale» dans un pays qui compte trois millions de chômeurs, M. Chirac avait déjà amorcé, sans le dire clairement, un changement de priorité vers la réduction de déficits publics aujourd'hui supérieurs à 5 % du PNB.

Sans satisfaire des marchés financiers déboussolés, qui sanctionnaient le franc et désertaient la Bourse de Paris, la politique gouvernementale avait valu à M. Chirac et au premier ministre Alain Juppé un front syndical uni et des records d'impopularité.

Selon le dernier sondage IPSOS, il ne restait plus que 14 % de Français pour se dire «plutôt satisfaits» de l'action de M. Chirac, contre 78 % de «plutôt déçus», une chute sans précédent de la cote d'un président depuis le début de la 5^e république, en 1958.

M. Chirac s'est rangé jeudi dans le camp d'une politique de rigueur que ses partisans fustigeaient il y a peu. Son prédécesseur, le socialiste François Mitterrand, avait dû lui aussi remettre ses dogmes politiques et économiques après trois dévaluations en 22 mois.

Le président français a concédé avoir «peut-être sous-estimé l'ampleur du problème» durant les présidentielles. Désormais, il a souligné que la réduction des déficits était la priorité des priorités de la

France, quatrième puissance mondiale, dans la perspective du passage à la monnaie unique européenne en 1999.

Le budget 1996 s'assigne une réduction des déficits publics de 5 % du PIB à 4 % l'an prochain, et à 3 % en 1997, en respect des critères du Traité de Maastricht. En croissance vertigineuse depuis trois ans, la dette publique de la France atteindra fin 1995, 3200 milliards de francs (850 milliards de dollars canadiens).

Pour désamorcer la méfiance des marchés, M. Chirac a d'une part réaffirmé que la parité franc-mark serait maintenue, et il a publiquement donné raison à la Banque de France, dont le refus de baisser sans tarder les taux d'intérêt est raillé par des députés gaullistes.

Madelin jubile, les socialistes critiquent

Si le franc a opéré un redressement après l'intervention de M. Chirac, repassant à Paris sous le seuil des 3,50 FF pour un mark, la Bourse de Paris, particulièrement déprimée depuis plusieurs mois, marquait un nouveau repli supérieur à un point en début d'après-midi.

Dans la classe politique, le rival malheureux de M. Chirac dans la course à la présidence, l'ancien premier ministre conservateur Edouard Balladur, a noté, avec une pointe d'ironie, qu'il «approuve tous ceux qui font preuve de réalisme et d'esprit de responsabilité».

L'ancien ministre ultralibéral de l'Economie Alain Madelin, qui avait démissionné en août en raison de ses désaccords avec M. Juppé, s'est félicité que M. Chirac ait «clairement fixé le cap» de «réformes de fond» que lui-même «souhaitait voir fixer».

Le Parti socialiste, le plus important parti d'opposition, a estimé que M. Chirac «a fini par avouer que, pour gagner, il avait dit beaucoup de choses, tout et son contraire, et fait beaucoup de promesses».

Le pape et le tourisme sexuel

Vatican (AFP) — Jean Paul II a condamné sévèrement hier le tourisme sexuel, notamment pédophile, en s'adressant aux participants à l'assemblée plénière du Conseil pontifical pour les migrants et les itinérants. En évoquant les nombreux problèmes liés à la mobilité humaine et au tourisme abordés ces jours-ci par le Conseil, le pape a fait allusion à «l'ignoble commerce d'enfants de la part de ceux qui vont en chasse d'aventures dans des pays exotiques pour vaincre la monotonie d'une vie vidée par le vice». Il a mis sur la sellette toutes «ces agences équivoques qui se proposent d'aider les femmes souhaitant s'expatrier, en leur faisant miroiter des espoirs d'emplois extraordinaires, et qui en font des victimes de l'exploitation sur la voie de la honte».

Des professeurs chercheurs chevronnés qui partagent leur savoir

Des programmes de formation adaptés aux nouveaux besoins

Des programmes importants de bourses et de soutien financier

Une université complète dans un milieu stimulant

Des liens étroits avec l'entreprise privée et le marché du travail

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des études supérieures

Renée Cloutier, professeure
Faculté des sciences de l'éducationDinh N. Nguyen, doyen
Faculté des études supérieuresDenis Bélanger, étudiant
Maîtrise en administration des affairesAnnik Delagrave, étudiante
Doctorat en génie civilBastien Bouchard, étudiant
Maîtrise en communication publique

Cité universitaire, Québec, Canada G1K 7P4

Télécopieur: (418) 656-3691 — Adresse électronique: fes@fes.ulaval.ca — http://www.ulaval.ca

• LE MONDE •

Élections législatives dans la république ex-yougoslave

La Croatie se prépare à plébisciter Tudjman

La question de la minorité serbe affleure dans la campagne électorale

Le président croate Franjo Tudjman a souhaité hier une solution pacifique à la question de la Slavonie orientale, le dernier fief des séparatistes serbes en Croatie, en assurant qu'elle avait encore «quelques semaines» pour prévaloir sur la force. À l'occasion du dernier meeting électoral à Zagreb de son parti — le HDZ — pour les élections législatives de demain, il a promis aux populations serbes qui voudraient rester dans cette région de l'est du pays que leurs droits seraient respectés.

FLORENCE HARTMANN
LE MONDE

Zagreb — «La bonne personne et le bon parti au bon moment.» Partout en Croatie, y compris dans les villes en ruines reprises ces derniers mois aux sécessionnistes serbes, des affiches représentant Franjo Tudjman assurent les électeurs que, sans le président croate et son parti, la Croatie n'existerait pas. Pendant trois semaines, la campagne des élections législatives a été largement dominée par cet ancien général de Tito, devenu le chantre du nationalisme croate et l'architecte de l'indépendance de la Croatie après l'effondrement de l'ancienne Yougoslavie.

L'opposition accuse le président de vouloir dépecer la Bosnie

L'objectif du HDZ (la Communauté démocratique croate, au pouvoir depuis les premières élections libres de 1990) reste toutefois de s'assurer, demain, une confortable majorité des deux tiers et permettre à Franjo Tudjman de continuer à gouverner sans partage la Croatie.

Si celui-ci s'est défendu de vouloir devenir président à vie, la majorité des deux tiers lui est néanmoins nécessaire pour amender la Constitution et renforcer les pouvoirs présidentiels, déjà considérables. «C'est dans l'intérêt du peuple et de l'Etat croate», clame M. Tudjman qui a tout mis en œuvre pour parvenir à ses fins, de la nouvelle loi électorale à l'anticipation d'un scrutin initialement prévu pour le printemps 1996.

La situation lui est aujourd'hui particulièrement favorable. Au printemps et en été, son armée a montré qu'elle était capable de chasser les Serbes des territoires qu'ils avaient soustraits à l'autorité de Zagreb en 1991. Le rétablissement de la souveraineté croate, d'abord en Slavonie occidentale puis en Krajina, a suscité une vague d'euphorie nationale que le HDZ et son président se devaient d'exploiter.

D'autant que le parti au pouvoir souffrait depuis plusieurs mois d'une nette perte de popularité. L'opinion lui reprochait de n'avoir pas réellement démocratisé la société et, sur le plan économique, de s'être emparé du contrôle de la plupart des sociétés privatisées sans avoir su pour autant restructurer l'économie du pays. Les victoires de l'armée croate permettaient aux dirigeants de focaliser une fois de plus l'attention de l'électorat sur les thèmes nationalistes, reportant à plus tard, «une fois la paix rétablie», les questions de fond sur l'avenir du pays.

Inquiétudes à Sarajevo

Décidé à n'épargner aucun effort pour conserver un pouvoir absolu, le HDZ a concocté une loi électorale critiquée par l'opposition et par des observateurs internationaux, pour son manque d'équité. Votée «dans la précipitation et sans débat», la nouvelle loi ramène de treize à trois le nombre de sièges réservés à la minorité serbe, sans même attendre les résultats d'un nouveau recensement ou le retour éventuel d'une partie des 150 000 Serbes qui ont fui en août la Krajina. A l'inverse, elle accorde douze sièges aux représentants de la diaspora croate.

L'annexion du corps électoral croate de la Bosnie voisine a provo-



L'homme fort de la Croatie indépendante. Son parti vise les deux tiers des sièges.

qué l'inquiétude du gouvernement de Sarajevo qui a protesté sans toutefois interdire l'ouverture, demain, de 96 bureaux de vote sur son territoire.

Une inquiétude largement partagée par l'opposition croate qui dénonce «une nouvelle manifestation de la volonté de Franjo Tudjman de dépecer la Bosnie-Herzégovine». Tout en soulignant qu'«au moins dix des douze» sièges de la diaspora seront pourvus par des candidats du HDZ qui multiplie ainsi ses chances de s'assurer le contrôle des deux tiers du Sabor (l'Assemblée).

Zarko Puhovski, politologue et vice-président de la section croate de la Fédération d'Helsinki pour les droits de l'homme, constate par ailleurs que «l'ambassadeur de Croatie en Bosnie peut se métamorphoser en représentant des

Bosno-Croates en Croatie puisqu'il est candidat de la diaspora. De même, le général d'une armée étrangère peut devenir député au Parlement d'un autre pays puisque le ministre de la défense des Croates de Bosnie, Zdravko Sancevic, est également candidat sur la liste de la diaspora».

Si l'opposition croate critique volontiers la politique de Zagreb envers la Bosnie-Herzégovine, elle a bien du mal à se démarquer de l'idéologie nationaliste du pouvoir en Croatie même. «Notre opposition est contaminée par des alibis patriotiques erronés, et reste silencieuse face à des événements tragiques qui se déroulent devant ses yeux», estime le professeur de droit de Split, Nikola Viskovic.

Rares ont été les partis d'opposition qui, durant cette campagne, ont

élevé la voix contre les exactions commises contre les quelques Serbes restés en Krajina après la victoire de l'armée croate.

Aussi rares sont ceux qui dénoncent, comme Zvonimir Cicak, de la Fédération d'Helsinki, «la politique discriminatoire et raciste des autorités qui ne reconnaissent pas les Serbes comme leurs citoyens». Pourtant, les trois quarts des Serbes qui vivaient avant guerre en Croatie ont quitté le pays. Trois cent mille d'entre eux, restés longtemps loyaux aux autorités de Zagreb, ont aussi dû prendre le chemin de l'exil, selon Milorad Pupovac du Forum démocratique serbe.

Dérive autoritaire

En revanche, tous dénoncent «la dérive autoritaire» du président Tudjman, le régime qui s'instaure en Croatie du fait du népotisme et de la corruption du pouvoir, l'absence de pluralisme politique, la mainmise du pouvoir sur les médias, la paralysie du processus de démocratisation... Et font valoir qu'après le retour de la Slavonie orientale dans le giron croate, le pouvoir n'aura plus d'alibi pour stopper les réformes.

Lors des élections de dimanche, qui ressemblent fort à un plébiscite pour Franjo Tudjman et son parti, seules deux formations d'opposition sur la vingtaine de partis en lice devraient franchir le seuil requis et affronter le HDZ.

Le Parti libéral de Drazen Budisa (HSL) crédité de 19 % des intentions de vote, et la coalition d'opposition formée du Parti paysan (HSS), du Parti populaire (HNS) et de la Diète démocratique d'Istrie (IDS), accusée de tendances autonomistes par le pouvoir, qui devrait remporter à la proportionnelle entre 14 et 20 % des voix, selon les derniers sondages.

A condition toutefois que les électeurs de Croatie se rendent aux urnes. À la veille des élections, 55,7 % seulement des personnes interrogées par l'hebdomadaire Globus savaient à quel type d'élections elles allaient voter et 27,5 % étaient au courant que le président Tudjman, omniprésent pendant la campagne, n'était pas candidat aux législatives.

Dans le monde politique italien

Vague de condamnations pour corruption

Milan (AFP) — Vingt-deux hommes politiques et hommes d'affaires italiens, dont l'ancien président du Conseil Bettino Craxi, ont été condamnés hier en première instance à Milan à des peines de prison pour le scandale politico-financier Enimont.

M. Craxi, avec quatre ans de prison, se voit infliger une des peines les plus sévères.

L'affaire Enimont est la plus importante affaire de corruption mise à jour par l'enquête «Mains propres» (Mani pulite) en Italie.

Bettino Craxi a été condamné par contumace, car il vit depuis deux ans à Hammamet, en Tunisie. Il a été déjà condamné en première instance à un total de 14 ans de prison ferme dans deux procès différents pour corruption. M. Craxi a interjeté appel, et il devrait le faire à nouveau cette fois-ci.

Le procès Enimont, qui s'était ouvert en juillet 1994, concerne le détournement de quelque 150 milliards de lire (125 millions de dollars canadiens au cours actuel) au profit de partis et d'élus politiques, lors de la création à la fin des années 80 d'une alliance industrielle ratée entre le groupe privé Ferruzzi-Montedison et l'Office public des hydrocarbures, l'ENI.

Le secrétaire national de la Ligue du Nord (fédéraliste), Umberto Bossi, a été condamné à huit mois de prison pour un financement illégal de Montedison reçu à l'occasion de la campagne électorale de 1992.

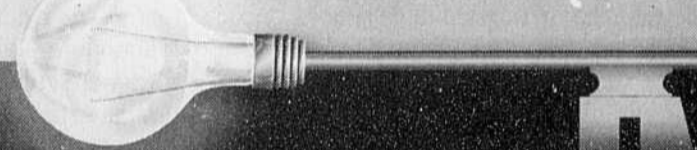
L'ancien secrétaire de la Démocratie chrétienne, Arnaldo Forlani, s'est vu infliger deux ans et quatre mois, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, Gianni de Michelis, six mois de prison, l'ancien ministre de la Justice socialiste Claudio Martelli un an de prison, l'ancien ministre démocrate-chrétien du Budget Paolo Cirino Pomicino (déjà aux arrêts domiciliaires à Naples pour corruption) deux ans et six mois, l'ancien dirigeant du Parti républicain Giorgio La Malfa six mois.



Avoir confiance en nos compétences

47 000 emplois créés

DÉMARRAGE D'ENTREPRISES AU QUÉBEC



Au Québec,

9 000 nouvelles entreprises

818\$ millions en investissements

Pour plus de renseignements sur la phase II de ce programme, adressez-vous aux institutions financières participantes et aux bureaux régionaux du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie

É D I T O R I A L

Apparences d'amour

Lise Bissonnette

Hier matin, la manchette du *Globe and Mail* se lisait ainsi: «*Bevare Canada's mood, PM warns*». Après un OUI, expliquait-il, le Québec allait être puni sévèrement par les Canadiens, le trio pensions-passeport-dollar y passait. Hier midi, devant les manifestants de la place du Canada, M. Chrétien nous garantissait pourtant l'amour et l'affection sincères du reste du pays.

Malgré les apparences, il n'y a pas là de contradiction. Le Canada sera content du Québec s'il dit NON. Il en voudra au Québec s'il dit OUI. L'amour, le vrai, gratuit, durable, désintéressé, n'a évidemment rien à voir avec le sursaut sentimental dont Montréal était hier le théâtre. Et ce n'est pas choquant. Les pays n'ont pas d'émotions, ils n'ont que des intérêts. On le voit aujourd'hui: le Canada se réveille et retrouve soudain le goût du «changement» parce que le OUI fait une percée dans les sondages. Il a intérêt à promettre. Comme il aura intérêt à rester calme et négocier si le OUI devait l'emporter.

Il ne faut pas confondre l'accès de fièvre qui a saisi quelques groupes bien intentionnés — et affolés à l'idée de voir leur pays se démembrer — avec une volonté politique et une sympathie réelle, capable d'amener ces fameux «changements». Comme le rappelait avec raison Lucien Bouchard, il n'y a pas eu l'ombre d'un mouvement d'indignation populaire, au Canada, quand le rapatriement de la Constitution a eu lieu sans l'assentiment du Québec, situation odieuse s'il en était. Et quiconque a suivi les travaux de la Commission Spicer, qui a précédé l'Accord de Charlottetown, sait que les lieux d'audience n'embaumaient pas des fleurs de la réconciliation avec le Québec. L'arrivée au pouvoir du Parti québécois, l'année dernière, loin de susciter une nouvelle attention envers les demandes du Québec, a radicalisé le refus.

Pour le mesurer, les Québécois disposent de mieux que le nombre de voyageurs canadiens qui sont venus gratuitement ou presque, en train, en avion, en autobus, un vendredi d'automne, pour faire soudain connaissance avec le Québec et participer à une réunion partisane. Le 2 octobre dernier,

donc il y a moins d'un mois, Radio-Canada et quatre journaux, dont *Le Devoir*, faisaient connaître les résultats d'un sondage majeur, qui examinait notamment les attitudes et positions des Canadiens hors Québec. Ils étaient 84 % à s'opposer à l'énoncé suivant: «En tant que seule province francophone du Canada, le Québec devrait disposer de pouvoirs spéciaux différents des autres provinces.» Ils étaient 85 % à refuser que le Québec dispose d'un «droit de veto sur tout changement à la Constitution du Canada». Et seul un Canadien sur deux se disait d'accord pour reconnaître le Québec «en tant que société distincte dans la Constitution du Canada». Tous savent au surplus que cette reconnaissance, au sens que lui donnent en hâte quelques législatures provinciales en cette fin de campagne référendaire, n'est pas une clause interprétative de la Constitution mais un simple constat symbolique, comme on dit «il fait beau» quand le ciel est effectivement bleu, ce qui n'engage même pas à sortir.

Les pays n'ont pas d'émotions, ils ont des intérêts.

Jusqu'à nouvel ordre, tel est l'état de l'opinion au Canada. Et si l'on en veut une autre mesure, on n'a qu'à écouter les francophones des autres provinces, dont plusieurs ont été à l'origine de ce mouvement «d'affection» pour le Québec. Ils répétaient à qui voulait l'entendre qu'ils s'opposent à la sécession du Québec parce qu'ils craignent pour leur sort dans un Canada qui ne comprendrait plus le Québec. Autrement dit, au lendemain d'un OUI, même les francophones qui demeureraient des citoyens canadiens, qui ne seraient pour rien dans la décision québécoise, croient qu'ils subiraient une rétorsion chez eux. Le premier ministre lui-même a déjà évoqué, aux Communes, ce déclin possible de leurs droits. Nous ne sommes pas en situation d'amour, ici, mais de chantage mutuel.

Une affaire malsaine, qu'il est pathétique de voir s'étaler ainsi, dans le malentendu et la confusion, à la veille d'une décision majeure.



Et si l'intelligence gagnait?

C'est à se demander si les Canadiens anglais — ceux-là mêmes qui très bientôt pourraient s'appeler des Canadiens tout court — comprendront un jour quelque chose au Québec. Quand je pense aux centaines d'heures que des milliers de Québécois, tant anglophones que francophones, fédéralistes fatigués et souverainistes sceptiques, ont consacrées à leur expliquer ce que le Québec voulait et ce qu'il continue à vouloir. Est-ce si compliqué? Sommes-nous à ce point incapables de nous faire comprendre? Sont-ils bouchés?

Et tout cela pour se terminer dans une fin de campagne pitoyable où des compagnies aériennes offrent des voyages gratuits à Montréal, question de venir rappeler aux Québécois que la Constitution, celle de 1867 comme celle de 1982, la langue, l'Assemblée nationale, la Cour suprême, le fédéralisme, tout cela est sans importance et qu'il suffit de s'aimer et de se peindre des drapeaux québécois dans le front pour que tous les problèmes disparaissent. Oh, ils nous aiment les Anglais, ils nous aiment même à mort, mais seulement si le voyage est gratuit, si le congé est payé et qu'il n'engage à rien.

Quand je pense que mercredi soir, le premier ministre du Canada a réquisitionné les ondes du pays tout entier — on se serait cru dans l'ancien URSS — pour demander aux investisseurs étrangers d'annoncer dès mardi matin prochains des projets d'investissement majeurs pour le Québec, à condition que le Québec vote NON évidemment. Quand je pense que ce même premier ministre a pris la peine de ne s'adresser qu'aux indécis, comme si le reste d'entre nous — les «décis» je suppose — étions affligés d'une sorte de maladie honteuse et qu'il ne valait même plus la peine de nous parler. Quand je pense au sénateur Gérard Pelletier qui choisit d'intervenir *in extremis* dans la campagne en publiant un texte (*Le Devoir*, 26 octobre 1995) dans lequel il accuse les écrivains québécois de pratiquer une certaine forme de «nettoyage ethnique» tranquille. Quand je pense à tout cela, c'est à se demander ce qu'est devenu le Canada. Vive-



DANIEL LATOUCHE

ment l'époque où l'on nous causait des montagnes Rocheuses.

Je ne me reconnais plus dans ce pays et je ne sais pas si j'arriverai jamais à oublier tout ce qui s'est dit durant cette campagne. La connerie et le mépris laissent des traces fort longtemps après que les choix ont été faits. Pourtant, il y avait tellement de bons arguments en faveur du Canada et même du fédéralisme, pourquoi diable ne les ont-ils pas utilisés? Par exemple, ils auraient pu nous dire qu'advenant un retrait — même symbolique — du Québec de certaines institutions fédérales (du Sénat par exemple), il n'y aurait plus grand-chose pour empêcher un déferlement de la droite à la grandeur du reste du Canada. Une telle situation serait non seulement insoutenable pour le Canada anglais et ceux qui y habitent, mais elle ne manquerait pas non plus de pénaliser un Québec souverain. Voilà le genre de discours intelligent qu'il aurait été agréable d'entendre. Alors, on aurait pu discuter de façon intelligente.

Evidemment, les tenants du NON n'ont pas utilisé cet argument, car ils sont eux-mêmes d'accord avec un tel virage vers le conservatisme néo-thatchérien. Ce qui leur fait peur dans un OUI, ce n'est pas la perspective qu'un Québec souverain obtienne éventuellement un siège à l'UNESCO ou qu'il y ait désormais une équipe de hockey québécoise aux Olympiques. Pensez-vous vraiment que l'UNESCO empêche Laurent Beaudoin ou Ghislain Dufour de dormir? Non, ce qui les fait grimper dans les rideaux, c'est qu'un Québec qui dirait OUI n'aurait pas d'autre choix que de mettre fin notamment aux gaspillages et aux iniquités d'un régime fiscal qui encourage la paresse des uns et les privilèges

des autres. S'il vote OUI, le Québec n'aura d'autre solution que de devenir intelligent dans ses choix de société. Et cela, Québec inc. le sait très bien.

Il n'y a finalement qu'une seule bonne raison de voter OUI et c'est celle de mettre le plus de chances de notre côté pour affronter les enjeux du prochain siècle. Nous avons fait le tour du jardin de notre statut de Belle Province. Nous avons été les meilleurs provinciaux du monde, les plus efficaces, les plus imaginatifs, les plus gentils. Nous avons tenté toutes les *gimmicks* et essayé toutes les patentes fédérales-provinciales, depuis les programmes à frais partagés jusqu'aux ententes administratives en passant par Canada au Travail et les stages d'immersion. Il n'y a pas un programme, pas une subvention que nous n'ayons exploré et usé jusqu'à la corde. Nous avons tout doublé, remplacé, recommencé, réinventé, rénové. Nous sommes devenus tellement distincts qu'on ne se reconnaît plus nous-mêmes. Ottawa pratique le multiculturalisme, alors on réplique avec l'interculturalisme. Ottawa choisit de ne plus financer la culture. Très bien, on le fera à sa place. Finie l'aide aux garderies ou aux refuges pour femmes battues. Pas de problème, on va prendre la relève.

Nous sommes devenus l'équipe B d'un pays qui ne veut plus rien faire, sauf prendre congé le vendredi après-midi pour venir prendre une bière à Montréal, question de préparer l'Haloween.

Il faut voter OUI, non pour la cause ou parce que Lucien nous le demande. Il faut voter OUI pour se faire plaisir à soi-même. Pour se flatter dans le sens du poil. Pour se faire un petit ve-lours. Pour voir la face qu'ils vont faire à Toronto, sans parler de celle de Clyde Wells.

Il faut voter OUI en pensant aux enfants qui vont naître en 2045 et ceux qui viendront ensuite en 2080. Ce serait quand même chouette s'ils apprenaient dans un vieux CD-ROM découvert dans le bureau du grand-père qu'un siècle plus tôt, il s'est trouvé quelques ancêtres qui ont eu le goût de mettre la barre un peu plus haut.

L'intelligence, c'est la raison qui vote avec le cœur.

Une police pour les gens

Jean-Robert Sansfaçon

La Commission de la sécurité publique de la CUM entend depuis mardi les individus et les organisations intéressés par le projet de réforme du service de la police concocté par son directeur Jacques Duchesneau. En deux mots, M. Duchesneau et la CUM veulent remplacer les 23 postes existants par 49 postes de quartiers, plus petits, plus près des gens, et par quatre postes de services spécialisés plantés aux quatre points cardinaux de l'île.

Il y a longtemps qu'on parle de police communautaire. Le concept répond à des critiques souvent exprimées à l'endroit des services policiers, surtout en ce qui a trait à la prévention du crime et à la sécurité de certaines catégories d'individus. Les minorités visibles, les femmes, les enfants, les personnes âgées et même les petits commerçants sont les plus vulnérables des citoyens et pourtant, ce sont ceux qui ont le moins souvent l'occasion d'entrer en contact avec un policier.

L'image qui revient le plus souvent quand on pense au travail traditionnel du policier, c'est celle des patrouilleurs confortablement motorisés, que personne ne connaît et qui ne reconnaissent personne. C'est justement cette image qui pourrait disparaître si la CUM et le directeur Duchesneau vont de l'avant. Désormais, après avoir reçu une formation en ce sens, les agents seraient appelés à se fonder à la vie des quartiers, à aller quotidiennement vers les gens plutôt que d'attendre les appels d'urgence. On embauchera des civils pour accomplir le travail de bureau, libérant ainsi un certain nombre d'agents qui seront invités à visiter les quartiers, à

piéd, à vélo ou en auto. Prévention d'abord mais répression si nécessaire, en faisant le pari qu'une présence plus active saura décourager certaines formes de délinquance mineure et démythifier la fonction de policier. Le tout sans négliger le travail d'enquête et la lutte à la criminalité plus lourde, des tâches effectuées sur une base régionale par des équipes d'experts rattachées à l'un des quatre postes spécialisés.

En plus d'apporter un début de solution à l'insécurité croissante des citoyens qui ont choisi de vivre en milieu fortement urbanisé, ces changements devraient permettre aux contribuables de la CUM d'économiser quelques dizaines de millions par année.

Bien sûr, c'eût été merveilleux qu'une telle réforme du bon sens eût vu le jour avec l'appui des premiers intéressés: les policiers. Malheureusement, la Fraternité des policiers et son président, Yves Prud'Homme, ont plutôt choisi de s'y opposer parce que, prétend-on, la réforme va susciter trop d'attentes de la part des citoyens et alourdir la tâche des agents. Quel effort d'originalité dans le discours pour éviter de devoir changer sa routine!

Tant pis: la réforme s'impose et elle doit être conduite à terme dans des délais raisonnables, en tenant compte des propositions les plus constructives tirées des consultations en cours. Si le syndicat des policiers refuse de collaborer, une décision malheureuse mais qui ne surprend pas à la veille du renouvellement de leur contrat de travail, cela ne devrait pas décourager le directeur Duchesneau. Dans sa démarche, il a l'appui des citoyens.

L E T T R E S

Une république de rhéteurs

Le Regroupement des aînés pour le OUI vient d'exposer les motifs de son appui à la cause indépendantiste. Pour l'essentiel, ceux-ci se résument à des craintes: crainte pour l'avenir du français au Québec, crainte de conflit entre les générations, crainte d'invectives à l'égard des vieux pendant la campagne référendaire. Est-ce bien là l'esprit qui doit inspirer les pionniers d'un nouveau pays?

Le grand physicien allemand W. Heisenberg, Prix Nobel, a écrit: «Toute honnête déclaration en faveur de la paix doit être une énumération des sacrifices que l'on est prêt à faire pour la préserver.» L'importance de la liste des sacrifices que les tenants du OUI sont prêts à faire pour assurer la souveraineté du Québec est inversement proportionnelle à la longueur de leurs discours. Si le OUI l'emportait le 30 octobre, nous risquons fort de nous retrouver prochainement dans une république de rhéteurs. François Caron, rentier St-Rédempteur-de-Lévis, 2 octobre 1995

Beaudoin, l'Irlande du Nord et le Québec

En 1989, l'Irlande du Nord est en pleine guerre civile. Une guerre qui a déjà fait plusieurs milliers de victimes, et dont on ne voit pas la fin. M. Beaudoin, président de Bombardier, n'a pas peur de cette situation catastrophique. Il achète l'avionnerie Short au moment où les bombes éclatent à la porte de l'usine. L'Irlande du Nord est un tout petit territoire, avec une population de moins de deux millions d'habitants, et peu de ressources naturelles. Cela ne dérange pas M. Beaudoin. Mais, en 1995, il essaie de faire croire qu'il craint les résultats du référendum. Ses actes contredisent ses paroles! Pierre Ducharme, Laval, 11 octobre 1995

Un peu de fierté!

En notre qualité de Québécois canadiens français, le seul fait de constater que 95 % des anglophones et allophones de chez nous voteront NON au prochain référendum, ne devrait-il pas nous convaincre de voter OUI

et ce, sans amertume envers personne? Parce que nous ne connaissons pas notre histoire ou ne voulons pas la connaître, nous verrons malheureusement celle qui s'écrira après le référendum, si nous votons NON, mais hélas ne sera-t-il pas trop tard? Me Marc Sauvé, notaire honoraire Laval, 5 octobre 1995

Les anciens Canadiens

Pour assouplir le débat qui oppose la québécoïté à la canadianté, n'y aurait-il pas lieu, par égard pour les Québécois qui, majoritairement, demeurent attachés au Canada, et pour honorer cet attachement à l'appellation d'origine, n'y aurait-il pas lieu, au lendemain d'un OUI, que le Québec soit étayé du sous-titre «Ancien Canada»? Le Québec ne serait-il pas le Canada ancien, celui des origines, et, dès lors, l'ancien Canada, celui qui était et n'est plus? Ne serions-nous pas, ainsi, dans tous les sens du terme, les anciens Canadiens? Le vocable, il me semble, n'est pas dépourvu de charme, et rime bien avec «Je me souviens». Marc-André de Bellefeuille, Sherbrooke, 7 octobre 1995

À P R O P O S

...de la scolarité chez les Québécois

Le pourcentage de la population détenant moins d'une neuvième année est passé de 40,9 % en 1971 à 20,6 % en 1991. À l'opposé, le pourcentage de la population titulaire d'un diplôme universitaire est passé de 4,6 % à 10,3 % durant la même période.

Le pourcentage de la population ayant de 9 à 13 années de scolarité est resté relativement stable. On note une très légère progression puisqu'il est passé de 38,7 % à 41 %. La proportion des personnes titulaires d'un diplô-

me d'études postsecondaires a fortement augmenté, passant de 15,9 % à 28 % durant la même période.

Chez les 15 à 24 ans, la tendance est encore plus marquée. Le pourcentage des jeunes de 15 à 24 ans titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires est en hausse. Il est passé de 21,4 % en 1971 à 37,4 % en 1991.

Le Québec comparé: indicateurs sanitaires, démographiques et socio-économiques, ministère de la Santé et des Services sociaux.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSSAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

P A I S C E Q U E D O I S

I D É E S

Un Vietnamien errant

«J'ai compris certaines revendications du peuple québécois»

CHAN CHAU-TRAN

Ingenieur
Président bénévole de la Fédération
québécoise de karaté

Dans quelques jours, les Québécois seront appelés à se prononcer au référendum qui aura une influence capitale sur leur avenir.

Devant les prises de position parfois virulentes des partisans des deux camps, il est difficile pour le citoyen ordinaire de distinguer le vrai du faux, la propagande de l'authenticité. Pour tous ceux et celles qui ont décidé de prendre résidence au Québec, il n'est donc pas facile de se faire une idée pour être capable d'exercer son droit de vote de façon éclairée.

Je fais partie de ces immigrants arrivés au Québec en 1967 pour faire des études universitaires avec l'intention de retourner travailler dans mon pays d'origine. Comme la situation politique a dramatiquement changé au Vietnam, j'ai accepté un emploi auprès d'une multinationale pour parrainer quatre membres de ma proche famille qui veulent émigrer au Canada. J'ai dû pendant 16 ans consacrer une grande partie de mon énergie à m'assurer d'un emploi stable et respecter mes engagements envers l'immigration.

Comme tout nouvel immigrant venant d'un pays où la guerre a fait des ravages, j'ai adhéré d'emblée à la thèse du grand Canada uni où le français et l'anglais coexistent de façon harmonieuse. Ayant choisi le Québec comme terre d'adoption, je commençai à m'intéresser à la vie politique et j'ai été forcé de reconnaître certaines réalités:

- l'anglais est omniprésent partout au Canada et le français est loin d'être la langue de travail au Québec (dans les années 70, la plupart des cadres supérieurs des grandes corporations étaient unilingues anglais);
- le Québécois, s'il veut accéder aux postes de commande des grandes corporations, est obligé de s'exiler deux ou trois ans au bureau chef en Ontario;
- les mesures prises pour protéger la culture et la langue françaises sont

draconiennes mais justifiées.

Aussi curieux que cela pourrait sembler, ce n'est pas dans ma profession mais dans le bénévolat que j'ai compris certaines revendications du peuple québécois. En effet, la passion pour l'art martial que je pratique depuis plus de 25 ans m'a amené à être capitaine de l'équipe du Québec pendant une dizaine d'années, et président bénévole de la Fédération québécoise de karaté depuis les 12 ans. J'ai été témoin des pressions subies inutilement par certains athlètes québécois unilingues français lors des compétitions nationales où l'arbitrage et toutes les annonces sont faits seulement dans la langue de Shakespeare. J'ai vu les manigances pour écarter les entraîneurs québécois des positions de commande, et, plus récemment, j'ai dû en appeler jusqu'au niveau ministériel pour dénoncer les fraudes électorales visant à écarter la Fédération québécoise du comité exécutif de l'Association nationale de karaté. A tous les niveaux d'intervention, notre fédération est toujours obligée de se battre pour avoir ce qui lui revient de droit, et au fil des années, on finit par comprendre la tactique qui consiste à utiliser «la majorité» pour changer les règles du jeu lorsque cela ne nous convient pas.

Je me suis gardé de faire des généralisations, mais j'ai vite réalisé que plusieurs autres fédérations sportives québécoises vivent les mêmes problèmes. A partir de ce vécu, je ne peux m'empêcher d'extrapoler. Si dans un domaine relativement peu important comme le sport où le Québec excelle et qu'il éprouve toutes ces difficultés pour avoir sa juste part, on peut imaginer la bataille qu'il doit mener chaque fois que les enjeux deviennent majeurs. Comme l'enjeu de ce référendum est capital pour l'avenir du peuple auquel j'appartiens, j'ai pris le temps nécessaire pour écouter et lire les arguments des personnes influentes des deux camps: du camp du NON, j'ai retenu quelques thèmes qui reviennent souvent:

■ le système fédéral n'est pas parfait, mais il a quand même bien servi

le Québec puisqu'il a permis à cette province de s'épanouir et de devenir ce qu'elle est aujourd'hui (La Presse, Solange Chaput-Rolland);

■ les Québécois ne sont pas une minorité «risible» parce que plusieurs d'entre eux occupent des positions de premier plan dans le pays («Les séparatistes québécois veulent tout avoir», Brian Mulroney);

■ la séparation du Québec serait très coûteuse parce que la province est trop petite pour se tailler une place dans l'économie mondiale (Laurent Beaudoin); il y aura 90 000 pertes d'emploi, l'économie va en souffrir et le reste du Canada refusera de négocier un partenariat économique avec la province qu'il accuse de briser le pays (Daniel Johnson).

En examinant ces thèmes, j'en suis arrivé aux réflexions suivantes: ■ Il est vrai que le Québec a pu se développer dans le système fédéral, mais à quel prix? On n'a qu'à penser à toute l'énergie dépensée dans des querelles de juridiction, dans les tentatives de réforme de la Constitution, etc.

J'ai assisté à «l'épanouissement» de la Fédération québécoise de karaté depuis les 15 ans à coups de poursuites judiciaires et d'injonctions pour protéger les droits de nos athlètes québécois. Le temps et l'énergie que j'y ai investis sont phénoménaux et auraient pu être canalisés dans le développement de mon sport. «Je suis venu, j'ai vu et n'en suis pas revenu.»

■ Depuis 30 ans, plusieurs premiers ministres du Canada viennent du Québec. Qu'est-ce que cela prouve au juste? A part Pierre Elliott Trudeau qui a toujours fait à sa tête, les autres Québécois, portés au pouvoir grâce au Canada anglais, se font rappeler durement à l'ordre lorsque leurs actions ne correspondent pas à la volonté anglo-canadienne. Brian Mulroney en sait quelque chose, lui qui voulut ramener le Québec dans la Confédération dans le respect et la dignité alors que le problème de la Constitution n'intéressait pas le reste du Canada. La victoire de Kim Campbell dans la course au leadership contre Jean Charest, alors que ce dernier a mené une bien meilleure campagne, démontre une fois de plus que c'est le Canada anglais qui décide des enjeux majeurs.

■ Il y aura sûrement des coûts associés à la séparation du Québec et ces

coûts affecteront le reste du Canada. Le montant dépendra de la bonne volonté des deux parties. A ce chapitre, je fais confiance au sens des affaires des Canadiens anglais pour agir vite afin de minimiser l'incertitude et protéger leurs intérêts.

Du camp du OUI, on semble dire qu'après un OUI, tout sera possible; on rapatriera nos taxes, on aura tous les leviers et outils pour se développer, etc. La séparation n'est pas une solution magique et ne règlera pas tous nos problèmes. Le Québec a depuis longtemps la pleine juridiction dans l'éducation; pourtant, c'est ici qu'il y a le plus haut taux de décrochage scolaire. A quelques jours du référendum, voici ce que j'ai pu retenir de cette campagne: le camp du NON a fait une campagne négative basée sur le FUD (Fear, Uncertainty, Disaster), tactique souvent utilisée par certaines multinationales pour conserver le statu quo qui les avantage. Il est à noter cependant que les clients sont maintenant beaucoup plus éduqués et indépendants et n'acceptent plus cette forme de chantage. Le camp du OUI a fait une campagne positive et fait appel à la fierté d'un peuple avec sa langue, son pays, etc. Aucun des deux camps n'offre cependant des faits totalement transparents. Devant cette situation, je dois faire appel à mon vécu pour décider où je vais mettre mon X. Je pencherai du côté du OUI parce que c'est la seule façon de se faire respecter. Les Canadiens anglais ont bâti un système qui répond à leurs besoins et aspirations et ne vont faire des changements administratifs que par nécessité économique. Ils ne donneront jamais un statut particulier au Québec qui réclamera toujours des pouvoirs additionnels et la querelle continuera de plus belle. Je suis très conscient qu'un Québec souverain devra traverser une période de transition pas nécessairement facile, qu'il y aura certains ajustements dans mon niveau de vie, mais je suis prêt à payer ce prix pour être «maître chez nous». Je me permets de citer un proverbe vietnamien à mes compatriotes québécois: *Ta vè ta tam ao ta, dù trong dù đục, ao nhò vùn hơ:* «Je reviendrai me baigner dans mon petit lac; que l'eau y soit transparente ou trouble, mon petit lac sera toujours le meilleur.»

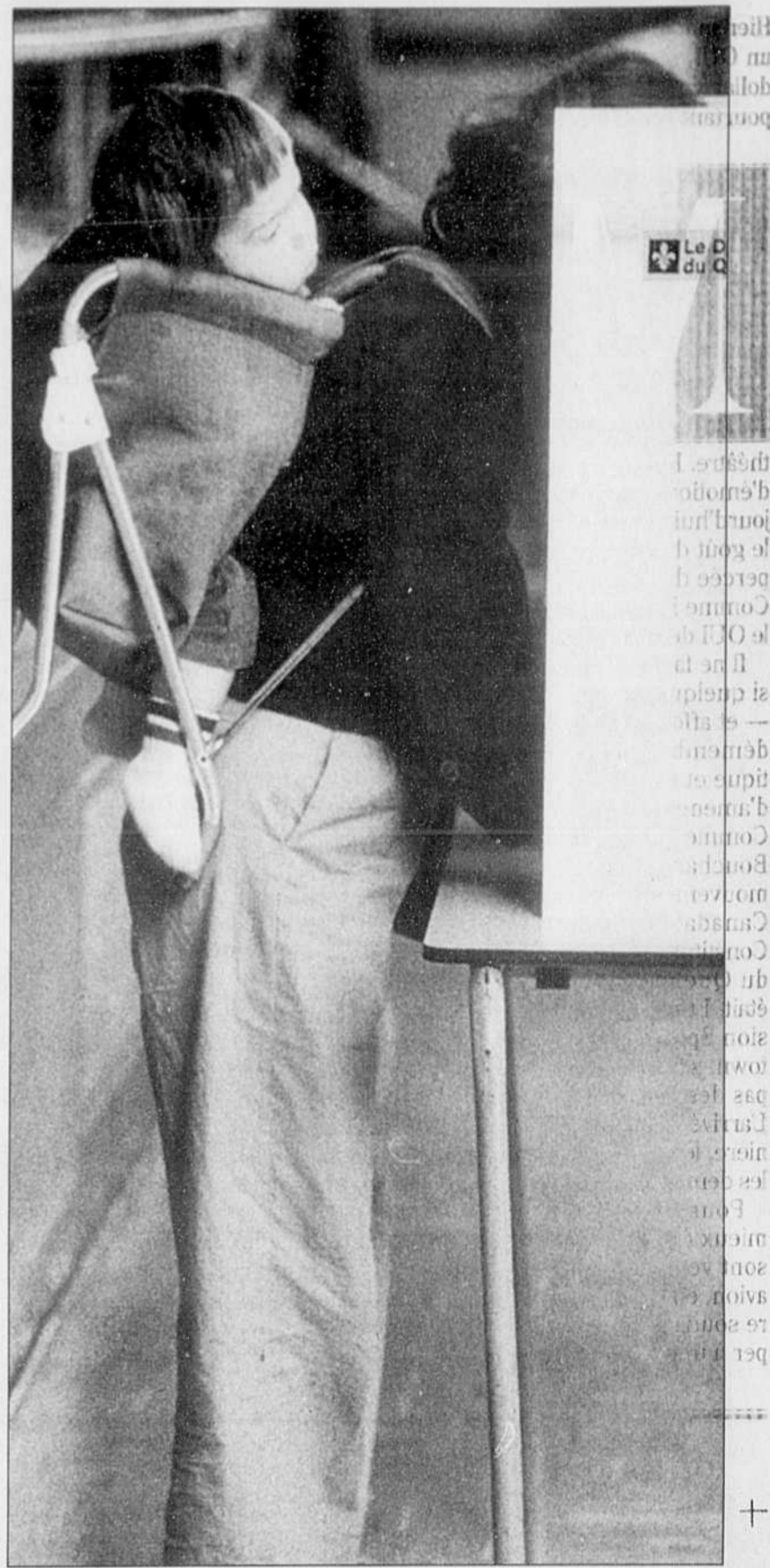


PHOTO ARCHIVES

Réalisons nos rêves ensemble

Le Québec est trop petit pour permettre la réalisation des aspirations des Québécois, comme Terre-Neuve est trop petite pour les Terre-Neuviens ou l'Ontario pour les Ontariens

JEAN MONTY

Président et chef de la direction de Nortel
Membre du comité de coordination du Conseil
québécois des gens d'affaires pour le Canada

Le référendum du 30 octobre sera un moment historique pour mon pays, le Canada, pour ma province d'origine, le Québec, et pour mon entreprise, Northern Telecom.

Les Canadiens se préparent à vivre dans l'économie mondiale du XXI^e siècle, une économie caractérisée par l'interdépendance, l'interconnexion et une interactivité croissante.

Nous vivons dans un nouveau monde de commerce électronique et d'autoroutes de l'information qui élimine les barrières temporelles, spatiales et culturelles; un monde dans lequel le Canada, en tant que nation commerçante et société téléconcurrentielle, est très bien placé pour jouer un rôle de premier plan.

Ce serait tragique, voire ironique, si les forces souverainistes remportaient la victoire lundi prochain. Ce serait ironique car il y a près d'un siècle, Sir Wilfrid Laurier, premier francophone élu premier ministre du pays, déclarait que le XX^e siècle serait le siècle du Canada.

Au cours des 100 dernières années, une bonne partie de ce rêve est devenu réalité. Le Canada a connu un siècle de progrès économique et social qui fait l'envie de la plupart des autres nations. Il a aussi connu des changements draconiens, dont la majorité étaient constructifs.

En outre, les Canadiens ont réussi à vivre ensemble au sein d'une grande diversité culturelle et ethnique pendant une période de changements extraordinaires qui a transformé nos institutions politiques, économiques et sociales. En restant unis, nous avons servi de modèle d'évolution démocratique aux autres nations.

Il est vrai qu'en cette fin de siècle, notre pays fait face à des difficultés économiques et politiques de taille, mais beaucoup d'autres sont dans la même situation. Nous devons conserver la conviction que le Canada est encore le meilleur pays du monde, un lieu où il est possible de réaliser ses rêves et où nous pouvons espérer un avenir meilleur lorsque notre pays sera mieux adapté au nouvel ordre économique.

A titre de nation commerçante, nous devons tabler sur notre titre de membre fondateur de l'ALENA et de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), sans oublier le Commonwealth et la Francophonie, organismes au sein desquels le Canada joue un rôle de chef de file.

Aucun autre pays au monde ne peut prétendre avoir tissé des liens aussi divers, qui

constitueront un précieux avantage dans l'économie mondialisée du prochain siècle. Seul un Canada uni procurera aux Québécois les avantages découlant de sa participation à ces alliances.

Comme nous sommes tous gagnants dans un Canada uni, nous serions tous perdants dans un Canada divisé. Si notre pays était morcelé, nous serions diminués à nos propres yeux et à ceux des autres nations.

En tant que citoyens d'un Canada uni, nous profitons tous de la masse critique de l'économie canadienne, qui nous a permis d'entrer dans le club le plus exclusif du monde, le G7, et de nous classer au deuxième rang mondial quant au niveau de vie.

Comme citoyens d'un Canada uni, nous bénéficions tous des avantages que nous confèrent la bonne réputation de notre pays dans le monde et son importance géographique au sein de la nouvelle économie. Le Canada est à la fois un pays de l'Atlantique et du Pacifique qui jouit d'un accès privilégié au marché nord-américain.

Pour assurer son avenir, notre pays doit élargir ses horizons plutôt que contempler son nombril, et tabler sur la renommée du Canada, l'un des pays les plus estimés et les plus respectés du monde, comme je le constate tous les jours.

Partout où je vais au nom de Northern Telecom, je suis reçu non seulement comme le représentant d'une entreprise d'envergure mondiale, mais aussi d'un pays dont la réputation enviable constitue un avantage concurrentiel mesurable dans le monde des affaires internationales.

Les gens témoignent de la bienveillance à l'égard du Canada. Je vois que les Canadiens sont tenus en haute estime pour leurs valeurs démocratiques et leur qualité de vie. Je vois que nous jouissons d'une haute considération à titre de nation commerçante. Je vois aussi le respect que la créativité, l'ingéniosité et les produits canadiens inspirent à nos clients comme à nos concurrents.

L'accord commercial interprovincial et le récent accord visant à réduire le nombre des entraves au commerce interprovincial, qui se chiffrent actuellement à 500, sont des éléments fondamentaux de notre économie. Nous ne devrions même pas envisager de les repenser, ni remettre en question notre rôle dans les alliances internationales, car ce sont elles qui détermineront notre prospérité future dans un marché mondial axé sur le libre-échange.

On met des années, voire des dizaines d'années, à tisser ces liens et à conclure ces accords qui sont fondés sur des relations de longue durée et sur la bonne volonté. Nous devons continuer de bâtir à partir des mêmes

principes. La confiance est une chose qui se gagne très difficilement, mais qui se perd si facilement.

En tentant de reculer l'horloge, à l'époque révolue des sociétés introverties, on ne fera que ralentir, voire inverser, le cours du progrès économique et culturel des Québécois. Alors que le Canada est en train de se tailler une place dans l'économie mondiale du XXI^e siècle, les ténors souverainistes condamneraient le Québec à des horizons étroits et remplis d'incertitude et à des relations internationales hypothétiques.

Quel genre d'avenir auraient alors les jeunes Québécois, qui représentent actuellement 40 % de l'ensemble des étudiants en gestion des affaires et en commerce du Canada?

En réalité, le Québec est trop petit pour permettre la réalisation des aspirations et des rêves des Québécois. Comme Terre-Neuve est trop petite pour les Terre-Neuviens, l'Alberta pour les Albertains ou l'Ontario pour les Ontariens.

Les Québécois contribuent de façon déterminante au développement économique et culturel du Canada et renforcent sa réputation internationale. Par exemple, la chanteuse populaire Céline Dion, qui a accédé au rang de vedette internationale après d'humbles débuts au Québec, commence à peine à donner sa pleine mesure sur la scène internationale. C'est d'ailleurs avec beaucoup de fierté que Nortel a présenté Céline Dion à ses clients du monde entier à l'occasion du récent Salon des télécommunications, qui a eu lieu à Genève au début d'octobre.

Les chefs d'entreprise québécois de la nouvelle génération se sont taillé une place pour eux-mêmes et pour leurs sociétés sur la scène internationale. Par exemple, Nortel, qui j'ai le privilège de diriger, réalisera cette année un chiffre d'affaires de 14 milliards \$ canadiens à l'échelle mondiale.

Laurent Beaudoin et Raymond Royer ont fait de Bombardier un chef de file mondial dans le secteur du transport, en enregistrant la majeure partie de leurs ventes à l'extérieur du Canada, mais qui est très fier d'être basé à Montréal.

Guy Saint-Pierre, chef de la direction de SNC-Lavalin, chapeaute l'une des plus grandes sociétés d'ingénieurs-conseils au monde. Il est également président du Conseil canadien des chefs d'entreprises, qui représente un actif de plus de 1200 milliards \$.

Je ne peux pas parler pour les autres, mais je suis fier d'être Québécois et fier d'être Canadien. Et je réfute toute allégation que les Québécois n'ont aucun rôle à jouer au sein du gouvernement fédéral.

Trois Québécois — Pierre Trudeau, Brian

Mulroney et Jean Chrétien — ont accédé au poste de premier ministre du Canada au cours des 26 et 27 dernières années. Des Québécois ont été nommés à des postes prestigieux: ministre des Finances, chef de la fonction publique, chef de cabinet du premier ministre, chef de la Cour suprême, ambassadeur aux États-Unis et aux Nations unies ou chef de la Société pour l'expansion des exportations.

D'autres ont été chargés de diriger une grande compagnie d'assurance, une université réputée et un important groupe de gestion de caisses de retraite, tous basés à Toronto. La liste des Québécois et des Canadiens francophones qui occupent des postes élevés est aussi longue qu'impressionnante.

Au Québec, nous sommes vraiment «maîtres chez nous» comme le disait Jean Lesage lors de la Révolution tranquille. A Ottawa, nous jouons un rôle de plus en plus important dans la gestion de notre fédération.

Au sein de l'économie mondiale, les Québécois et les Canadiens sont promus à un brillant avenir. Changer maintenant de cap compromettrait cet avenir et entraînerait des coûts économiques injustifiables.

Je suis convaincu que les Québécois ne se laisseront pas bernier par les arguments spécieux du PQ. Toute négociation unilatérale menant à une déclaration unilatérale d'indépendance mérite un NON retentissant de la part des Québécois. Leur logique, leur sens de l'histoire et les contraintes économiques prévaudront lorsqu'ils réaffirmeront leur attachement au Canada.

A l'heure actuelle, le Canada s'efforce de s'insérer dans le tissu économique et dans la structure politique mondiale du XXI^e siècle. Ce défi est beaucoup plus passionnant pour les Québécois que celui proposé par un Québec introverti qui tente de ressusciter son passé. Les Québécois désirent plus, méritent plus et reçoivent déjà plus.

Le 30 octobre, la vraie question sera: «Voulons-nous vivre ensemble, voulons-nous conserver la citoyenneté canadienne, voulons-nous conserver nos avantages acquis et bâtir un pays encore meilleur pour les générations à venir?»

Je veux vous donner dès maintenant ma réponse: je voterai en faveur de l'unité canadienne. Je parle à titre de Montréalais, de Québécois et de Canadien. Et je suis fier de me définir selon ces trois éléments. Je ne vois pas pourquoi je devrais renoncer à être Canadien pour être Québécois quand je profite des avantages que me procurent ces deux citoyennetés.

Le 30 octobre, le Canada mérite un écrasant vote de confiance en notre avenir, celui d'un pays uni d'un océan à l'autre, un pays qui veut continuer d'évoluer dans la constitutionnalité vers un nouveau siècle.

Précision

Dans notre édition d'hier, une erreur de transcription s'est glissée dans le texte de Robert Dole intitulé «Le véritable enjeu: la survie du français». Voici le paragraphe qu'on aurait dû lire: «La nouvelle Constitution espagnole donne à la Catalogne certains pouvoirs, surtout dans les domaines de la culture et de la langue, qui reflètent son statut de région autonome. Le catalan est redevenu la première langue de la Catalogne. Il est bien évident que le français est une langue dominée et minoritaire dans le contexte canadien actuel. Qu'il ait survécu jusqu'ici est plus ou moins un miracle.»

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'Information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Charlier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpéit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'Information), Konrad Yakubski; Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Duches et Christine Dumazet (directeurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'Information culturelle: Michel Bélair (responsable); Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoit Munger, Odile Tremblay; à l'Information économique: Gérard Bérubé (responsable); Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'Information internationale: Jocelyn Coulon (responsable); François Brousseau (éditorialiste); Antoine Char, Sylviane Tramière, Clément Trudel; à l'Information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa); Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chappelle (caricaturiste); à l'Information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Claude Petit (commis); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); La Documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec); Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice); Yves Williams (superviseur, Anis public et annonces classées); Jacqueline Avri, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlene Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Missevic, Jacques A. Nadeau, Micheline Ruelland, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierre Rousseau, Micheline Turgeon; Michèle Bouchard (secrétaire); L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur); Dany Dépatie (adjointe à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines); Nicole Carmel (responsable des services comptables); Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Florine Cormier, Céline Furoy, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danièle Ross, LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briën (secrétaire); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Ruelle Leclerc-Venne; LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Louise Gagné (directrice); Christian Guy (superviseur à la promotion des abonnements); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur de la technologie et des approvisionnement); Michael Schneider et Marie-France Turgeon (direction de la production); Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCorrnières, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zaida; LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (président); LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président); Roger Boissvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CHRONIQUE
RÉFÉRENDAIRELucien
le magicien

L'histoire retiendra sans doute Lucien Bouchard comme le personnage politique le plus marquant de la présente campagne référendaire, quoique le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, ait pris, cette semaine, une importance nouvelle en lançant aux Québécois un dernier S. O. S. en faveur du Canada. A cette occasion, le camp du OUI, qui avait le choix, a choisi le chef du Bloc québécois pour lui répliquer à la télévision.

M. Bouchard est le chef politique qui inspire le plus confiance aux Québécois. Il est surtout celui que préfèrent les électeurs qui s'approprient à voter OUI, à hauteur de 60 %, contre 25 % pour M. Parizeau. Dans une entrevue à *La Presse*, la semaine dernière, M. Bouchard avouait se sentir une responsabilité, un poids important dans la campagne. Lui devra-t-on la victoire si le OUI l'emporte? «M. Parizeau pourra dire: "j'ai apporté 45 points, Bouchard cinq points", il n'y a pas de honte là-dedans», a-t-il répondu.

Michel
Venne

Le député de Lac-Saint-Jean est parvenu, en cinq ans de vie politique, à tisser avec les Québécois un lien de confiance inégalé depuis René Lévesque, dont on dit qu'il est le fils spirituel. Des indécis voteront peut-être OUI, cette fois-ci, «parce que Bouchard nous donne vraiment le goût de prendre ce risque», rapportait hier mon collègue Sylvain Blanchard dans une entrevue avec quelques électeurs ambivalents.

Car Lucien Bouchard est le garant du partenariat, cet ingrédient ajouté à la question référendaire après un virage que le leader du Bloc québécois, il faut le rappeler, a imposé. Peut-être M. Parizeau, qui attendait la conclusion des commissions régionales, aurait-il tiré les mêmes conclusions, mais les déclarations de M. Bouchard en faveur d'une question gagnante incluant la notion d'association ont pesé lourd dans la balance. Il y a eu des tensions, reconnaît M. Bouchard. Cela n'a pas été facile de faire avaler le virage du printemps. La négociation de l'entente du 12 juin a été laborieuse.

En nommant le chef du Bloc québécois comme négociateur du Québec, M. Parizeau «a pris un engagement politique; il a choisi un personnage public dont les opinions sont connues», a dit M. Bouchard au *Devoir* pour illustrer le pouvoir qu'il croit détenir après un OUI et qui lui permet de garantir, en quelque sorte, que le gouvernement du Québec «épuisera tous les efforts» pour obtenir un nouveau partenariat, qu'il sera patient avec le reste du Canada et ne se découragera pas après un premier refus de négocier.

M. Bouchard est toujours très courtois envers M. Parizeau. Il admire sa rigueur. «M. Parizeau est l'homme d'une ligne», disait-il au *Soleil* à son retour de convalescence, en février, après avoir subi l'amputation d'une jambe. «Il a un schéma de référence et on ne peut pas l'en faire dévier.» Cependant, dans la même entrevue, il insistait sur la nécessité, pour un leader, d'écouter la population. Il prenait aussi ses distances du premier ministre du Québec: «Je ne me sens pas personnellement», disait-il, rappelant qu'il avait quitté le gouvernement dirigé par son ami Brian Mulroney par conviction en 1990 pour fonder le Bloc québécois.

Cette conversion à la thèse souverainiste est l'un de ses atouts auprès des indécis. Le Canada, le beau risque, l'honneur et l'enthousiasme, il a essayé ça. Il a constaté que ça n'a pas marché. Il est souverainiste de conclusion, pas par dogme. Il ouvre la voie à ceux qui voudraient suivre la même démarche.

Mais celui qu'on a cru être un magicien ne peut pas non plus faire de miracles. René Lévesque était aimé. Les Québécois ne lui ont donné que 40 % d'appui en 1980. Blanchard, dans son article d'hier, cite un indécis qui penche pour le NON en disant qu'il ne votera certainement pas OUI «juste parce que Bouchard me fait tripper quand il parle d'affirmation nationale. Son discours m'accroche. Mais avons-nous les moyens de nos ambitions?».

Le chef du Bloc est très discret sur ses intentions après un NON. En février, après avoir vaincu la maladie, il disait que la politique lui paraissait désormais «plus importante que jamais». «Quand on est dans la politique, on sacre contre elle. Sevré de politique, j'étais en manque.» Aujourd'hui, il parle de son intérêt pour sa profession d'avocat, de l'importance de sa famille. Il n'a pourtant pas fermé la porte, durant la campagne, à l'idée de prendre la relève de M. Parizeau comme premier ministre du Québec si ce dernier démissionne après une défaite. «On verra.»

Encore faudrait-il qu'il y trouve un défi. Il ne se voit pas construire sur une victoire morale. En février, il disait qu'après un NON, les élites québécoises auraient été désavouées, privant tout politicien du Québec du pouvoir de parler en son nom. Mais pour Lucien, qui sait si ce serait différent?

CHANGEMENTS «Un idéal de liberté, de solidarité, de sécurité»

SUITE DE LA PAGE 1

pas rejeter le Canada, car cela reviendrait à «rejeter un idéal de liberté, de solidarité, de sécurité et de respect des libertés individuelles». M. Charest a mis en garde ceux qui seraient «tentés de voter OUI parce qu'ils veulent des changements» tout en étant «profondément attachés au Canada»: «Le OUI, c'est la rupture, alors que le NON nous offre le Québec et le Canada», a-t-il dit.

Mme Frulla, qui jouait les maîtres de cérémonie, s'est exclamée: «Nous avons de la belle visite! Bienvenue chez nous, bienvenue chez vous!», avant de présenter les différents orateurs.

Le chef du camp du NON, Daniel

Johnson, a remercié les personnes des autres provinces d'être venues «montrer leur attachement au Québec». «Il y a d'autres pays plus riches, plus puissants que le Canada, mais nous avons des qualités de cœur que le reste du monde nous envie», a-t-il dit, avant de conclure: «Le Canada nous tient à cœur!»

Tous les orateurs ont proclamé leur «fierté d'être Québécois» et leur «fierté d'être Canadien».

Le cœur et les sentiments s'étaient bien visiblement sur les affiches et les banderoles des manifestants: «Québec, je t'aime», «Le Québec est au cœur du Canada», «Laissons son cœur au Canada» et «Québec, on a besoin de toi». Dans la foule, on voyait beaucoup de

jeunes, des familles avec des enfants, des personnes âgées. Les témoins du camp du NON ont été longuement applaudis avant d'entonner l'hymne national avec les manifestants.

Un peu en retrait, derrière le podium, quatre premiers ministres provinciaux étaient présents mais n'ont pas pris la parole: Mike Harris de l'Ontario, John Savage de la Nouvelle-Écosse, Frank McKenna du Nouveau-Brunswick et Catherine Callbeck de l'Île-du-Prince-Édouard.

Pour l'un des organisateurs du rassemblement, Jean-François Viau, président du Conseil québécois des gens d'affaires, son succès «démontre que les gens qui croient au Canada peuvent aussi être passionnés et que la passion n'est

pas l'exclusivité de MM. Bouchard et Parizeau».

À la suite d'une assemblée politique du milieu des affaires la semaine dernière à Montréal, M. Viau avait proposé samedi dernier au comité du NON d'organiser une assemblée publique pour rejoindre un plus grand nombre de gens d'affaires dans leur milieu de travail. L'objectif était d'abord de mobiliser les gens du centre-ville de Montréal et ceux qui y travaillent. À cela s'est ajoutée l'initiative du ministre fédéral des Pêches, Brian Tobin, qui a suggéré lundi l'idée d'un rassemblement pour porter au Québec un message des habitants des autres provinces, en substance: «Ne partez pas. Restez dans le Canada.»



Dans l'ordre et l'enthousiasme.

PHOTO JACQUES NADEAU

TOURISTES

On placote, on rit et on attend que ça finisse.
Sagement.

SUITE DE LA PAGE 1

a expliqué à sa compatriote Carol, du Manitoba, sa toute nouvelle recette de poulet au cari, vue à *Good Morning America* la semaine précédente.

Plus loin, William Connors regardait Montréal et l'édifice de La Laurentienne pour la toute première fois de sa vie. Émerveillé. «Nice city, very nice. How much for an apartment up there?»

Comme Fred et Michael Wood avant lui, M. Connors, qui vient de Kelowna, s'informe auprès de passants pour savoir si le Forum est situé tout près du Stade olympique et s'il peut s'y rendre à pied. Le discours de Liza Frulla, il ne l'a jamais entendu.

La foule est impressionnante. Et disciplinée. Pas de bousculade, ni d'énervement. On placote, on rit et on attend que ça finisse. Sagement.

Ils sont jeunes, ils sont vieux, ils sont venus en train, en voiture ou en avion pour dire aux Québécois de rester au Canada. «The best place there is». On regarde le ciel, les arbres, l'architecture, souvent en silence et avec un sourire aux lèvres, exactement comme s'ils étaient à Paris ou dans n'importe quel pays étranger. Ils ont l'air de bonne humeur, mais

rare sont ceux qui essaient de baragouiner un mot de français pour aborder leur voisin.

C'est donc au son des «Hello, Sir» et des «Excuse me, Miss» qu'on se fraie un chemin dans la foule et qu'on demande aux gens d'ici le nom d'un bon restaurant ou de la station de métro la plus proche.

Ils sont arrivés avec leurs pancartes et leurs enfants pour dire aux Québécois «We care», «Yes, you're distinct».

— Repartez-vous à la maison immédiatement après la manifestation? «Non, répond Ron, 24 ans, du Nouveau-Brunswick. Je viens voir mon oncle que je n'ai pas vu depuis Christmas Eve et qui vient de s'acheter un *Winnebago*. Must be great driving that.»

Vingt pieds plus loin, on parle du Biodôme, ailleurs du Stade olympique, du Jardin botanique, même de la maison de Pierre Trudeau qu'on souhaite visiter (de loin, bien sûr) — plusieurs s'attendaient d'ailleurs à voir l'ex-premier ministre à la manifestation.

Ils affichent leurs couleurs avec fierté, leurs drapeaux et leurs pancartes avec émotion («Quebecers: my blood is red and blue»), applaudissant aux bons moments, c'est-à-dire

chaque fois que quelqu'un prononce les mots NON ou Canada au micro.

Puis, à 13h15, la foule se disperse et des centaines d'anglophones de l'Ouest-de-l'Île décident de poursuivre la manifestation rue Sainte-Catherine, prenant le contrôle de l'artère jusqu'à Atwater sans qu'aucun automobiliste ne perde son sang-froid, le tintamarre des klaxons et leurs mines réjouies faisant même foi de leur satisfaction de les voir là.

Plus bas, au coin de Stanley, les restaurants, mais surtout les bars, dont le chic Chez Paré (où il y a une file d'attente), on affiche complet. Un serveur du Dominion Pub jubile: «Good for business, crises like that. Very good.» Même réaction chez Despassade, le petit restaurant italien de la rue Stanley. «On roule comme des fous, ça n'arrête pas.»

Et évidemment, au Peel Pub, le siège social de la jeunesse anglosaxonne, c'est rempli à craquer.

«Hey you, the reporter!», crie à tue tête Brian, un étudiant d'Halifax. «Are you going to vote YES?»

— Dont know.

— «What do you mean, don't know? Anywhere else, people would die to live in Canada. Here, have a beer and think about it...»

SORCIÈRES L'ordre social dissous dans le chaudron de la sorcière

SUITE DE LA PAGE 1

interroger une période cruciale de l'histoire européenne: celle qui voit s'affirmer le pouvoir de l'État et se mettre en place les catégories à travers lesquelles se pensera le monde moderne (raison, liberté, responsabilité, etc.). Loin d'être une simple survivance de croyances traditionnelles, la sorcellerie apparaît comme l'expression de la mutation profonde qui traverse alors la société occidentale.

La sorcellerie n'a bien sûr pas attendu le XV^e siècle pour émerger. L'existence des jeteurs de sorts, guérisseurs et autres «bons» ou «mauvais diables» remonte à la nuit des temps. Mais avec ce qu'il est convenu d'appeler la sorcellerie démoniaque, un nouvel imaginaire se met en place, en s'inspirant d'un ensemble disparate de croyances religieuses et païennes qui redéfinissent profondément la conception du sorcier. Le sabbat, véritable orgie sexuelle où les rites chrétiens sont systématiquement inversés, les enfants dévorés, et où Satan s'envoie joyeusement en l'air avec ses adeptes, occupe une place centrale dans cette métamorphose. Le sorcier, traditionnellement réputé possesseur d'un pouvoir qui lui appartient en propre et qui serait lié à un savoir ésotérique, réservé aux initiés, devient alors un simple intermédiaire de Satan, le véritable détenteur d'une puissance maléfique avec qui il passe un pacte.

La sorcellerie quitte ainsi le terrain populaire et devient une construction intellectuelle d'érudits, qui cherchent à approfondir le pouvoir de l'Église en luttant contre les diverses formes de paganisme. Au Moyen Âge, l'Église considérait la sorcellerie comme une superstition à laquelle on ne pouvait prêter foi sans s'exclure du peuple de Dieu. La bulle papale *Summis desiderantes*, d'Innocent VIII, en 1484, marque à cet égard un virage

fondamental. Désormais, le seul refus de croire en la réalité de la sorcière entraîne l'excommunication. «Quant aux opposants, récalcitrants, contradicteurs et rebelles, [...] il [le magistrat] devra pourvoir à les calmer par les censures et peines d'excommunication, de suspense et d'interdit, et de plus redoutables encore, selon qu'il avisera, et sans appel [...]»

Deux ans plus tard, les dominicains Henry Institoris et Jacques Sprenger publient le premier traité théologique et juridique, le *Malleus Maleficarum* («Marteau des sorcières»), pour systématiser la lutte contre l'hérésie sorcière. Une série de textes de démonologues, écrits entre le XV^e et le XVII^e siècle, permettra ensuite de préciser peu à peu l'enjeu de la chasse aux sorcières: pour le nouveau magistère, le pacte que des individus passent avec Satan a pour objectif la destruction de l'ordre social. Ce complot ourdi par le prince du Mal appelle donc une réaction à la mesure du danger guettant la société et justifie les mesures d'exception mises en place par le système juridique.

À travers les débats savants entre néoplatoniciens et néoaristotéliens, portant, entre autres, sur le déplacement au sabbat de la sorcière (plus souvent que le sorcier, la femme ayant été créée à partir d'une «côte courbe» de l'homme), se déploie ainsi toute une symbolique qui justifiera une répression ayant fait 100 000 morts, selon Voltaire. Les évaluations du nombre de victimes sont maintenant beaucoup plus conservatrices. Muechembled pense qu'environ 30 000 bûchers antisataniques ont été allumés durant cette période, emportant à la fois les sorcières et les preuves de leur «culpabilité».

Face au feu destructeur de la sorcière, qui dissout en quelque sorte l'ordre social dans son chaudron, le juge, en reprenant et en développant les procédures mises sur

pied par l'Inquisition, porte la responsabilité de faire allumer le feu purificateur du bûcher, seul capable d'assurer la victoire du Bien sur le Mal. L'absence de preuves du complot satanique témoignerait d'ailleurs de son efficacité et légitimerait la torture pour extirper de la bouche des damnés l'aveu des péchés commis en compagnie du diable. Le maléfice de taciturnité, «don de silence» accordé par le démon à ses ouailles pour leur éviter de s'incriminer elles-mêmes, rend d'autant plus légitime les pires sévices visant à leur soutirer des «aveux».

La prolifération rapide du réseau satanique — «Il ne faut qu'un sorcier pour en faire 500», dit Bodin — est bien sûr rendue possible par son caractère secret. Aussi la dimension nocturne de la sorcellerie démoniaque, encore présente dans l'imaginaire contemporain, en constitue-t-elle une facette fondamentale, comme le montre bien l'une des grandes spécialités françaises des textes de démonologues, Nicole Jacques-Chaquin, dans deux ouvrages collectifs, *La Nuit et Le Sabbat des sorcières*, dont elle a assuré la codirection aux éditions Jérôme Millon.

C'est d'ailleurs à cause de cette logique exponentielle d'expansion du complot satanique que l'État prendra rapidement le relais de l'Église dans la répression de ce qui apparaît alors de plus en plus comme un crime de lèse-majesté. Face à l'ampleur du danger auquel il serait confronté, le pouvoir étatique naissant se considère en effet tout à fait justifié de combattre les formes d'appartenance communautaire locales, traditionnelles — dans lesquelles se développe l'hérésie sorcière — qui s'opposent au monopole de son propre pouvoir.

Est-ce à dire que les sorciers et sorcières qui déambuleront dans les rues du Québec mardi feraient partie d'un complot dont le dénouement aura été connu la veille?



Avec ses entreprises partenaires

LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



Groupe Robert, Boucherville
1 119 emplois

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559